No 42 2557 Vol. 54

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 OCTOBRE 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21TH OCTOBER, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES:

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2 Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 4249

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 4250

Bills privés, Assemblée législative.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être deposés avant le dix octobre 1922 et présentés avant le quatorze novembre 1922, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le trois novembre et reçues avant le huit novembre 1922, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le vingt-huit novembre 1922.

Québec, le 14 septembre 1922.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

3955—37-6

Private Bills, Legislative Assembly.

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the tenth of October, 1922, and introduced before the fourteenth of November, 1922; petitions for the introduction of private bills must be presented before the third of November and received before the eighth of November, 1922; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the twenty-eighth of November, 1922.

Quebec, 14th September, 1922.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

3956—37-6

Proclamations

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le VINGT-QUATRE OCTOBRE prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux, et de Notre règne le treizième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,
3953—37-6 L.-P. GEOFFRION.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-two and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
3954—37-6

Canada,
Province de Québec.
L.S.

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrment dans la province, avec un livre de renvoi s'y rapportant et énonçant ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le ministre peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176*a* du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, relating thereto and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shown on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176*a* of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office of such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book

description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation le régistrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et régistres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176*a*. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le

of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto ; and any piece of land composed of parts of more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

' 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article in the same manner as the index mentioned in article 2131 :

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176*a*. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsœver of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-

Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Coleraine, comté de Mégantic, division d'enregistrement de Mégantic,

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Mégantic, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'a trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptées; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout poiht conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts Refondus de la province de qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de ladite province, a fixé le deuxième jour du mois de novembre 1922, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Mégantic relativement au cadastre du canton de Coleraine faisant partie de la dite division d'enregistrement:

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit deuxième jour du mois de novembre 1922 les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Mégantic relativement au cadastre du canton de Coleraine.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans ladite division d'enregistrement du comté de Mégantic, sur des terrains situés, dans le canton de Coleraine de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit deuxième jour du mois de novembre 1922, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et

Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

'The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respected ; the localities whereof the plan has been so filing and from date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, an official plan and book of reference of the cadastre of the township of Coleraine, county of Megantic, in the registration division of Megantic.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference, certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of the county of Megantic, and there remain, open to the inspection of the public during office hours, that is to say between the hgurs of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sunday and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the second day of the month of November, 1922, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Megantic, relating to the cadastre of the township of Coleraine forming part of the said registration division:

NOW KNOW YE, that We do by this Our Proclamation declare that from the said second day of the month of November, 1922 the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower-Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Megantic, relating to the cadastre of the township of Coleraine.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of Megantic, on lands situated in the Township of Coleraine, to renew the same within the period of two years after the said second day of the month of November, 1922, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others

tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce ONZIFME jour du mois d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux et de Notre règne le treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
4519 V.-J. SIMARD.

whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this ELEVENTH day of the month of OCTOBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,
C. J. SIMARD,
4520 Assistant Provincial Secertary.

Lettres patentes

"A. Panneton & Sons, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août, 1922, constituant en corposation : Eugène Panneton, Maurice Panneton, courtiers, de la cité de Montréal, Joseph Coppold, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les fin suivantes:

Faire et exercer les affaires d'une agence générale et de courtage, et agir comme agents et courtiers pour le placement, prêt, paiement, transmission et perception de deniers, le transport et l'enrégistrement d'obligations, débentures, actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de tous biens, affaires ou entreprises et l'administration, le contrôle ou la direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations, et faire les affaires de comptables, vérificateurs, agents d'immeubles et courtiers de toutes sortes;

Assurer, souscrire, acheter ou acquérir autrement et détenir, soit comme principaux ou comme agents et absolument comme propriétaires ou par voie de garantie collatérale ou autrement et vendre, échanger, transférer, céder ou disposer autrement des actions ou débentures, des obligations ou autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque à charte ou de toute autre compagnie ou compagnies dûment constituées en corporation;

Promouvoir, organiser, administrer, développer ou aider à la promotion, organisation, développement ou administration de toute corporation ou compagnie, et lever ou contribuer à ever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou d'autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation, et offrir au public pour souscription toutes actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Letters patent

"A. Panneton & Sons, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1922, incorporating:

Eugene Panneton, Maurice Panneton, brokers, of the city of Montreal, Joseph Coppold, secretary, of the city of Outremont all of the district of Montreal, for the following purposes;

To transact and carry on a general agency and brokerage business, and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale, and improvement, development and management of any property, business or undertaking and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations, and to act as accountants, auditors, real estate agents and brokers of all kinds;

To underwrite, subscribe for purchase or otherwise acquire and hold, eigher as principal or agent, and absoultely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign, or otherwise dispose of or deal in the bonds debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank, or of any other incorporated company or companies;

To promote, organise, manage, develop, or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company, and to raise, and assist in the raising of money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation;

Agir en qualité d'agent, mandataire, procureur ou gérant de toute compagnie ou corporation, ou d'aucun de ses actionnaires et pour tout individu.

Obtenir pour toute compagnie ou corporation et transporter et céder ou faire le transport ou la cession à cesdites compagnies ou corporations, de tous biens réels ou personnels, droits, privilèges, pouvoirs, contrats, concessions ou franchises que cesdites compagnies ou corporations seront autorisées ou auront le pouvoir de prendre et d'acquérir;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, promesse, prêt, endossement, garantie d'obligations, de débentures, d'autres valeurs ou autrement, aucune corporation, compagnie, personne ou association, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou par une ou plusieurs autres personnes ou compagnies avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Agir généralement en qualité de procureurs et agents pour la transaction d'affaires, le placement de deniers, l'administration de successions, la perception d'emprunts, loyers, intérêts, dividendes, dettes, hypothèques, débentures, obligations, comptes, billets, coupons et autres valeurs ou deniers;

Faire les opérations générales de courtiers en rapport avec aucune des fins de la compagnie et faire toutes autres choses qui sont incidentes ou propres à l'accomplissement d'aucunes des fins de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, concession ou autre titre légal, et detenir, utiliser, améliorer, gérer, grèver, louer, vendre, disposer et faire le commerce de terrains, tènements, bâtisses, et ériger et construire des bâtisses de toutes sortes sur tout terrain appartenant à la compagnie ou sur tout autre terrain, et modifier, démolir, changer ou réparer toutes les bâtisses que la compagnie peut acquérir;

Construire, entretenir et exploiter ou louer les bâtisses et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage de biens personnels de toutes sortes et espèces; agir en qualité d'agents, consignataires et dépositaires pour ces biens, et prendre toutes sortes de biens personnels en dépôt ou en garde aux conditions qui seront convenues;

Prendre ou détenir des hypothèques pour toute balance non-payée du prix d'achât de tous terrains ou intérêts en iceux, bâtisses, constructions ou matériaux de constructions vendus par la compagnie et vendre ou autrement disposer desdites hypothèques;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout, permis, pouvoir, autorités, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, débentures ou l'actif de la présente compagnie pour en défrayer les frais et dépens nécessaires;

Acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, octrois, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité de les utiliser, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirecte-

To act as agent, proxy, attorney or manager of any company or corporation, or any shareholder thereof, or for any individual;

To procure for any company or corporation, and to convey and assign, or cause to be conveyed or assigned thereto, any properties, real and personal, rights, privileges, powers, contracts, concessions, and franchises, which such company or corporation may be authorized or empowered to take or acquire;

To raise and assist in the raising and money and to aid by way or bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To act generally as attorneys and agents for the transaction of business, the investment of funds, the management of estates, the collection of loans, rents, interests, dividends, debts, mortgages, debentures, bonds, bills, notes coupons and other securities or moneys;

To conduct as general brokerage business in connection with any of the purposes of the company and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any objects of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or other legal title, and to hold, use, improve, manage, charge, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, buildings; and to erect and construct buildings of every description on any land belonging to the company, or upon any other land, and to alter, demolish, change or repair any or all buildings which the company may acquire;

To construct, maintain and operate or to lease buildings and structures suitable for the reception and storage of personal property of every kind and nature; and to act as agents, consignees, and bailees thereof, and to take all kinds of personal property for deposit and safekeeping upon all such terms as may be agreed upon;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money, on any lands or interests therein, buildings, erections or building materials sold by the company and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any licence, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase or otherwise acquire, any patents, brevets d'invention, grants, licenses, leases, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to benefit this company; and to use,

ment à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, intérêts, les droits ou les renseignements acquis de cette manière:

Acheter, louer ou acquérir autrement pour la compensation que la compagnie jugera convenable, tous commerces semblables en nature et en objets à aucun des commerces de cette compagnie;

Emettre et répartir comme acquittées, les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, biens, mobiliers ou immobiliers, droits, baux, pouvoirs, privilèges, permis, concessions, actions, obligations, débentures ou autres biens ou droits qu'elle fourrait légitimement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés et accordés par les présentes;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et entreprises de la compagnie pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de cedit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, firme ou compagnie exerçant ou faisant, ou sur le point d'exercer ou de faire tout commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou de faire, et acheter ou acquérir autrement et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, y compris la clientèle ou le commerce, les biens, privilèges, contrats, droits, obligations ou passif de telles compagnies, personnes ou sociétés, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Se fusionner à une ou plusieurs autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et prendre des actions dans ces compagnies, garantir l'exécution de contrats par toute personne ou compagnie avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relations commerciales avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes ou compagnies;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses en rapport ou relatives à sa formation ou à son organisation;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, des lettres de change, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Faire tout ce qui précède en qualité de précipaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire tout ce qui est nécessaire, utile, convenable ou propre à l'accomplissement de l'un ou plusieurs des objets énumérés aux présentes, ou qui en aucun temps semblera ou pourra sembler nécessaire pour la protection ou l'a-

exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights interests or information so acquired;

To purchase, lease or otherwise acquire for such consideration as the company may think proper, any business similar in character and object to any of the businesses of this company;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any property, moveable or immoveable, property rights leases, business, franchise, undertaking, powers, privileges, license, concession, stock, bonds and debentures or other property rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers hereby conferred and granted;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company.

To procure the company to be registered and recognised in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joiut adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, firm or company carrying on or engaged in or about to engage in and carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, including the goodwill, or the business, property, privileges, contracts, rights, obligations, and liabilities of any such company, person or partnership, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in with same;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those of this company, and to take shares therein, and to guarantee the performance of contracts, by any such person or company with which the company may have business relations;

To lend money to customers and others having dealings with the companuy and to guarantéé the performance of contracts by any such person or companies;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To do all or any of the above things, as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all and everything necessary, suitable, convenient, or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or

vantage de la compagnie, soit comme détentrice de toutes propriétés, actions, obligations ou autres valeurs, ou intéressée en icelles, sous le nom de "A. Panneton & Sons, Limited", avec un capital total de deux cent cinquante mille ($250,000.00) piastres, divisé en deux mille cinq cent (2500) actions de cent (100) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'août, 1922.

C.-J. SIMARD,

4483 Sous-secrétaire de la province.

benefit of the company, either as holders of, or as being interested in, any property, shares, bonds, or other securities, under the name of "A. Panneton & Sons, Limited", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars ($250,000,000), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars each. ($100.00).

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office or the Provincial Securtary, this twenty eighth day of August, 1922.

C.-J. SIMARD,

4484 Assistant Provincial Secretary.

"Parker & Phillips, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour d'août 1922, constituant en corporation : John Thomas Parker, agent financier ; John Phillips, encanteur, de la cité de Montréal ; James MacWood Parker, agent financier, de la cité d'Outremont, pour les fins suivantes :

Faire les opérations de commissaires-priseurs et d'encanteurs publics ; computer, estimer et évaluer la valeur des pertes ou dommages subis par des propriétés de toutes sortes, et déterminer, vérifier et liquider des réclamations faites contre toutes les compagnies faisant de l'assurance contre le feu ou autre ;

Transiger et faire les opérations de courtiers et agents d'assurances ou de réassurance sur le feu, la vie, contre la maladie, les accidents, maritime, garantie, responsabilité des employés et toutes autres formes d'assurance et de réassurance, et faire les affaires de dispacheur ;

Transiger et faire les opérations générales d'agence et particulièrement agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers, pour le transfert d'obligations, débentures, actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente et l'amélioration, le développement et l'administration de propriétés, y compris des maisons de commerce et entreprises commerciales, et généralement transiger et entreprendre toutes les opérations d'agence, soit en matières commerciales, industrielles ou financières ;

Acquérir, détenir, louer et utiliser, échanger, aliéner et transporter, troquer et faire le commerce de terrains, immeubles, droits réels et propriétés de toutes espèces ou de tout intérêt s'y rattachant, et faire les affaires d'une compagnie immobilière et agent d'immeuble dans toutes ses spécialités ;

Eriger, construire, réparer, modifier, acquérir, posséder et utiliser, détenir, louer, aliéner et transporter des édifices et maisons ;

Passer des contrats avec toute personne, corporation ou municipalité pour la construction, l'entretien et l'exploitation de travaux privés ou publics de toutes espèces ;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acquérir, détenir, faire le commerce et disposer d'actions dans toute autre compagnie dont aucun des pouvoirs sont connexes à ceux de la compagnie ; ou se fusionner à toute autre telle compgnie ;

"Parker & Phillips, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day August, 1922, incorporating : John Thomas Parker, financial agent, John Phillips, auctionneer, of the city of Montreal, James MacWood Parker, financial agent, of the city of Outremont, for the following purposes :

To carry on the business of appraisers and public auctioneers ;

To compute, estimate and appraise the value, loss or damage occasioned to properties of any kind, and to adjust, verify and liquidate claims made against companies engaged in the business of fire and other insurance ;

To transact and carry on the business of brokers and agents of fire, life, health, accident, marine, guarantee, employers' liability and all other forms of insurance and re-insurance, and to act as insurance adjusters ;

To transact or carry on all kinds of agency busines, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and underake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters ;

To acquire, hold, lease and use, exchange, alienate and convey, trade and deal in lands, real estate, real rights and property of any description or any other interest therein and to carry on the business of a real estate company and real estate agent in all its branches ;

To erect, construct, repair, alter, acquire, own, and use, hold, lease, alienate and convey buildings and houses:

To contract with any person, corporation or municipality for the construction, maintenance and operation of private or public works of every description ;

To carry on any other business (whether manufaturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire, hold, deal with and dispose of shares in any other company any of whose powers are within the scope of those of the company or to amalgamate with any other such company ;

Payer pour tous biens réels ou personnels qui seront acquis par la compagnie en deniers ou en actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou partie en argent et partie avec lesdites actions acquittées et non-sujettes à appel, obligations et valeurs ;

Payer les services rendus à la compagnie pour la vente, le placement ou garantie de ses actions, obligations ou autres valeurs ou pour la vente ou dispositions de ses lots et biens en argent ou en actions acquittées et non sujetes à appel, obligations ou valeurs de la compagnie;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et clientèle de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, et les payer en deniers comptants ou en actions entièrement acquittées et les deux ;

Faire toutes les autres choses pour atteindre la totalité ou aucun des objets ci-dessus ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Parker & Phillips, Limited", avec un capital total de vingt mille ($20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) actions de cent ($100.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour d'août 1922.

C.-J. SIMARD,

4485 Le sous-secrétaire de la province.

"The Piedmont Fish & Packing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août, 1922, constituant en corporation Frank J. Martin, John W. Martin, marchands, de la ville de Québec, Louis Bergman, marchand, de la ville de New-York, pour les fins suivantes:

Acheter et acquérir autrement, importer, exporter, mettre en saumure, saler, geler, fumer, sécher ou traiter autrement, transporter, empaqueter, emmagasiner, vendre ou disposer et faire le commerce autrement, soit comme grossistes ou détaillants, du poisson et tous autres produits des mers, rivières et lacs;

Acheter, bâtir et acquérir et exploiter des vaisseaux, bateaux, bâtiments de toutes sortes, des quais, jetées, vigneaux, entrepôts, réservoirs et autres sortes de bâtisses et constructions;

Faire le commerce de fourrures et la fabrication de tous articles s'y rattachant, et généralement les affaires d'une agence à commission ou autre, commerciale, industrielle, financière, directement ou indirectement connexes au dit commerce;

Exercer le commerce d'importateurs et d'exportateurs et de marchands généraux, de vêtements pour hommes, femmes et enfants, nouveautés, chaussures, produits agricoles et marchandises en général, et posséder et exploiter généralement des magasins partout où elle est autorisée de faire commerce;

Acheter, vendre et faire le commerce autrement de peaux de toutes sortes et espèces quelconque, et exercer l'industrie de tanneurs et de commerçants d'aucun des effets, denrées et marchandises mentionnés au paragraphe pré-

To pay for any property real or personal that may be acquired by the company in cash or in paid up and unassessable stock, bonds, other securities of the company or partly in cash and partly in such paid up and unassessable stock, bonds and securities ;

To pay for services rendered to the company in selling, placing or underwriting its stock, bonds or other securities, or in selling or disposing of its lots and property in cash or in paid up and uncessable stock, bonds or securities of the company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and good-will of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on and to pay for the same either in cash or in paid-up stock of this company or in both;

To do all such other things as are incidental or useful to the attainment of the above objects or any one of them, under the name of "Parker & Phillips, Limited", with a total capital stok of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of August, 1922.

C.-J. SIMARD,

4486. Assistant Provincial Secretary.

"The Piedmont Fish & Packing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date of the fifteenth day of August, 1922, incorporating: Frank J. Martin, Jonh W. Martin, merchants, of the city of Quebec, Louis Bergman, merchant, of the city of New-York, for the following purposes;

To purchase and otherwise acquire, import, export, pickle, salt, freeze, smoke, cure and otherwise treat, transport, pack, store, sell and otherwise dispose of and deal in and with, as whosalers and retailers, fish and all other products of the seas, rivers and lakes;

To purchase, build and acquire and operate ships, boats and vessels of all kinds and wharves, piers, flake yards, storehouses, reservoirs, and all other kinds of buildings and structures;

To carry on the fur trade and manufacture of all articles in connection therewith, and generally all business of a commission agency or otherwise, commercial, industrial, financial, directly or indirectly connected with such trade;

To carry on the business of importers and exporters and dealers generally in men's, women's and children's clothing, dry-gooods, boots and shoes, farm produce and general merchandise, and to own and operate generally stores wherever authorized to do business;

To buy, sell and otherwise deal in hides of all kinds and descriptions whatsoever, and to carry on business as tanners and dealers in any of the goods, wares and merchandise referred to, in the next preceding paragraph, together

cédent, avec tous les matériaux, brute ou autres, qui peuvent être utilisés en rapport avec lesdits effets et marchandises ou qui entrent dans leur fabrication, et acquérir entretenir et exploiter des fabriques, moulins ou usines qui peuvent être requis en rapport avec ladite industrie;

Faire le commerce en qualité de fabricants, marchands en gros ou en détail, importateurs ou exportateurs de fertilisants, huiles, colles et généralement de toutes choses d'aucune nature ou espèces quelconque qui proviennent directement ou indirectement du poisson ou de la chasse ou d'autres produits des mers, rivières et lacs;

Acquérir, posséder, développer et faire le commerce des immeubles requis ou utiles, ou considérés comme tels, pour les fins de la compagnie, faire des avances de deniers aux clients de la compagnie, garantir leurs obligations ou les obligations d'autres personnes ayant des relations commerciales de toute nature avec la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits et les affaires de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir et détenir les actions, obligations ou autres valeurs de ces dites compagnies;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, licences, baux, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements appartenant à la compagnie ou contrôlées par elle;

Exercer toute autre indistrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire tout ce qui précède et toutes les choses qu'autorisent les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seul ou conjointement avec d'autres;

Distribuer la totalité ou toute partie des propriétés ou biens de la compagnie, en nature ou deniers, parmi ses actionnaires;

Faire toutes autres choses qui sont de nature à atteindre les objets de la compagnie;

Payer les frais, charges et dépenses encourus ou contractés relativement à la promotion et l'établissement de la compagnie ou que la compagnie considèrera comme préliminaires;

with all materials, raw or otherwise, which may be used in connection therewith or form compenent parts thereof, and to acquire, maintain and operate factories, mills or plants which may be required in connection therewith;

To deal as manufacturers, wholesale or retail merchants, importers or exporters, or fertilizers, oils, glues and generally of all things of any kind or nature whatsoever which may be derived directly or indirectly from fish or game or other products of the seas, rivers and lakes;

To acquire, own, develop, and deal with real estate, required or convenient, or considered so to be, for the purposes of the company, make advances to the company's clients, guarantee their obligations or the obligations of others having any dealings whatsœver with the company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liability of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To adopt such means of making known the products and business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To consolidate or amalgamate with any other company having objetcs similar in whole or in part to those of this company, and to acquire and hold the stock, bonds, or other securities of any such other company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, leases, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information belonging to or controlled by the company;

To carry on any other business, wheter manufacturing or otherwise, capable of being conveniently carried on in connection with this business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all or any of the above things and all things authorized by the Letters Patent or Supplementary Letters Patent, as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To distribute the whole or any part of the property or assets of the company in kind or money among its shareholders;

To do all such other things as are conducive to the attainment of the objects of the company;

To pay all costs, charge, and expenses incurred or sustained about the promotion and establishment of the company, or which the company shall consider to be preliminary;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître autrement la compagnie dans tout pays étranger et y désigner et nommer des personnes comme fondés de pouvoir ou représentants de la compagnie, avoir plein pouvoir de représenter la compagnie en toutes affaires en conformité des lois de cedit pays étranger et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite, sous le nom de " The Piedmont Fish & Packing Compagny, Limited ", avec un capital total de quarante-neuf mille ($49,000.00) piastres, divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent ($100.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Datée du bureau du secrétaire la province, ce quinzième jour d'août, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4487

To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any foreign country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the company, with full power to represent it in all matters according to the laws of such foreign country, and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit, under the name of " The Piedmont Fish & Packing Company, Limited ", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of August, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4488

"The Trading and Transport, Limited".

Avis es donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre, 1922, constituant en corporation: Paul-Emile Lanctot, Paul Lalonde, avocats, et Jeannes Fittes sténographe tous trois de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de voituriers pour l'expédition et le transport de marchandises et aussi le commerce de propriétaires de quais et d'entreposeurs et acheter et vendre du grain, bois de commerce, marchandises, charbon, bétail sur pied autres et biens mobiliers, à commission ou autrement, et faire des avances de deniers sur tels effets;

Posséder, bâtir, acheter, louer, vendre et aliéner des bâteaux à vapeur et autres véhicules convenables pour l'emménagement et le transport de fret.

Exercer l'industrie de marchands généraux et acheter, vendre, fabriquer et faire le commerce de marchandises, articles, de consommation, biens mobiliers et effets de toutes sortes, en gros et en détail et faire toutes les opérations d'une agence financière relatives à tels effets ou articles et en général faire tous commerce et opérations que la compagnie jugera de nature à promouvoir directement ou indirectement ses intérêts;

Acheter ou acquérir ou autrement, détenir, engager, hypothéquer, vendre ou aliéner autrement de parts ou actions, obligations, débentures ou valeurs de toutes corporations ou compagnies;

Emettre des actions en paiement des propriétés ou biens acquis par la compagnie;

Faire des avances de deniers aux clients ou autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie ou guarantir l'exécution de transactions par toutes telles personnes;

Se fusionner à des compagnies autorisées à faire tout commerce semblable à aucun des objets lesquels cette compagnie est constituée.

Conclure des conventions avec toute autorité ou gouvernement, municipale, locale ou autre, que la compagnie jugera de nature à atteindre les objets ou aucuns des objets de la compagnie et obtenir de toute telle autorité, tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'elle croira convenable d'obtenir, et exécuter ou exercer ou se conformer

"The Trading and Transport, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1922, incorporating Paul-Emile Lanctot, Paul Lalonde, advocates, and Jeanne Fittes, stenographer all three of the city and district of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of carriers for the forwarding and transporting of goods and also the business of wharfingers and warehousesmen and to buy sell and make advances on grain, lumber, merchandises, coal, live stock and other movable property upon commission and otherwise;

To own build purchase, lease, chartry, sell and dispose of steamers and other whicles suitable for the accommodation and transportation of freight;

To carry on the business of general traders and to buy, sell, manufacture, and deal in goods, consumable articles, chattels and effects of all kinds, both wholesale and retail, and to transact every kind of agency business connected with such goods or articles and generally to engage in any business or transaction which may seem to the company directly or indirectly conducive to the interests of the company;

To purchase or otherwise acquire, hold, pledge, hypothecate, sell, or otherwise dispose of shares or stock bonds, debentures or other securities in any other corporation or company;

To issue shares in payment of property or assets acquired by the company;

To lend money to customers and others having dealing with the company and to guarantee the performance of transactions on any such persons;

To amalgamate with companies authorized to engage in a business similar to any of the objects for which this company is incorporated;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects of any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain and to carry out or exercise and comply with

à tous tels conventions, droits et avantages, et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers et y désigner les personnes pour faire tous acts et choses qui paraîtront convenables en vertu des lois pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires, là ou ailleurs.

Faire toutes autres affaires que la compagnie jugera susceptibles d'être convenablement exercées en rapport avec son industrie ou de nature à augmenter la valeur d'aucuns des biens ou droits de la compagnie ou les mettre à profit, sous le nom de "The Trading and Transport, Limited" avec un capital total de cinq cent mille ($500,000.00) piastres, divisé en cinq mille parts (5,000) de cent (100) piastres chacun.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4489 C.-J. SIMARD.

any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreing country and to designate persons therein and to do such acts and things as may be expedient under the laws of such country to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhoere;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection wih its sbusiness or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's propety or rights, under the name of "The Trading and Transport, Limited" with a total capital stock of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,
4490 Assistant Provincial Secretary.

"Albert Wexler, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de septembre, 1922, constituant en corporation:

Albert Wexler, Benjamin Wexler, Mark-J. Wexler, Joseph-M. Wexler, David Waxler, tous commerçants, de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

Acquérir, utiliser et exploiter les droits, biens, clientèle de toutes sortes et assumer la totalité ou toute partie du passif et prendre à son nom comme industrie active, soit en tout ou en partie, le commerce exercé actuellement à Montréal, par monsieur Albert Wexler, en ce qui regarde le commerce de bonnetterie et les payer en deniers, en obligations ou actions acquittées de la présente compagnie ou autrement;

Fabriquer, acheter, vendre, faire le commerce de draps, habits, manteaux, hardes faites, vêtements, chapeaux et nouveautés en général;

Acquérir par achat ou autrement tous biens immobiliers que la compagnie jugera nécessaire pour ses besoins présents ou futurs;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement de tout individu, firme, ou compagnie, la totalité ou partie de l'actif immobilier de tout commerce ou industrie en tout ou en partie semblable au commerce de la compagnie, avec ou sans les terrains ou bâtisses utilisés ou détenus pour leur exploitation, et l'outillage, ameublement et autrés biens en général et les payer en derniers comptants ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains, obtenus ou acquis par la compagnie des magasins ou toutes autres bâtisses qui seront jugées nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, disposer ou autrement, faire le commerce de la totalité ou toute partie de ses biens mobiliers, emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations. débentures ou autres valeurs et grêver, hypothèquer ou engager les biens réels ou personnels de la compagnie ou les deux

---

"Albert Wexler, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Compagnies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1922, incorporating:

Albert Wexler, Benjamin Wexler, Mark J. Wexler, Joseph M. Wexler, David Wexler, all traders of the city of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, utilize and exploit the rights, property assets, goodwill of any kind, undertake the whole or any part of the habilities and take over as a going concern either in part or in whole the business presently carried on at Montreal by Mr Albert Wexler, in so far as relating to millinery business and to pay for the above in cash, bonds or paid up shares of the present company or otherwise;

To manufacture, buy, sell and deal cloths, clothings, clocks, suits, evening apparels, millinery and general dry goods;

To acquire by purchase, exchange or otherwise any real estate properties which may be deemed necessary for the present or future requirements of the company;

To acquire by purchae, exchange, lease or otherwise from any individual, firm, or company the totality or portion of the property assets of any trade and business in whole or in part similar to the business of the company with or without the lands and buildings used or destined to its exploitation and its equipment furnishings and its other assets generally and to pay for the same in cash (or in bonds or in paid up stock) shares of the company;

To construct, maintain and exploit upon any land obtained or acquired by the company, stores and all other buildings which may be deemed necessary or useful for the object of the company;

To sell, exchange, lease, exchange, dispose of or otherwise, deal with all or any parts of its movable properties, to borrow money upon the credit of the company, to issue bonds, debentures or other ssecurities and to mortgage, hypothecate or pledge the real or personal property of the company or both, to secure any

pour garantir cesdites obligations ou valeurs et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Albert Wexler Limited's", avec un capital total de vingt mille ($20.000.00) piastres, divisé en deux cent (200) actions, de cent ($100.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce septième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4513 C.-J. SIMARD.

such bonds or securities and any moneys borrowed for the purposes of the company, under the name of Albert Wexler, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of september, 1922.

C.-J. SIMARD,

4514 Assistant Provincial Secretary.

"Mansfield Realty Corporation,Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre, 1922, constituant en corporation:

Andrew Ross McMaster, avocat et conseil du roi, de Westmount, Mlles Minnie Bradly et Lillian Marguerite Gallagher, sténographes, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location, échange ou autrement et les payer soit en argent, ou obligations ou autres valeurs de la compagnie, des lots urbains et ruraux, des fermes ou autres terres et des biens-fonds et propriétés réelles de toutes espèces ou de tous intérêts ou droits s'y rattachant;

Prendre, bâtir, détenir, posséder, entretenir, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement faire le commerce et disposer des dits lots, terres, immeubles et biens-fonds ou de tous intérêts s'y rattachant;

Disposer d'aucune des propriétés ainsi acquises en les subdivisant en lots à bâtir et y traçant des lots, rues et emplacements avec droit d'y faire des rues, des systèmes d'égoûts et de drainage nécessaires pour les terrains et aménager les édifices ainsi construites ou autres bâtisses de système d'éclairage à l'électricité, de chauffage, de gaz, d'eau et autres nécessités, les fournir d'électricité pour fins d'éclairage, de chauffage, de gaz, et d'eau, sujet aux lois provinciales et municipales à cet effet;

Agir en qualité d'agent pour la vente et l'achat d'immeubles et de tous intérêts s'y rattachant et, généralement comme agent d'immeubles, de maisons, et de location et comme commerce connexe, faire affaires comme agent d'assurance contre le feu;

Faire le commerce de matériaux de construction.

Prendre, détenir des hypothèques pour toutes soldes de prix d'achat et pour tout terrains ou bâtisses vendus par la compagnie et disposer des dits hypothèques;

Se fusionner à toutes autres compagnies, exerçant des industries semblables à celles exercées par cette compagnie ou une industrie que la compagnie croira convenable d'exercer en rapport avec la sienne; et aussi s'associer ou faire des conventions pour le partage des profits avec tous individus ou compagnies exerçant une industrie semblable.

Acheter et détenir des actions dans d'autres compagnies exerçant des industries semblables à celles de cette compagnie.

Partager les biens de la compagnie, en nature, entre les actionnaires.

"Mansfield Realty Corporation,Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date of the sixth day of September, 1922, incorporating:

Andrew Ross McMaster, advocate and King's Counsel, of Westmount, Miss Minnie Bradley and Miss Lillian Margaret Gallagher, stenographers of, the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to pay for the same either in money or in shares, bonds or other securities of the company, city lots, stuburban lots, farm lands or other lands and any description of real estate and real property or any interest or right therein;

To take, build upon, hold, own, maintain, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, real state and real property or any interest therein;

To deal with any portion of the property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and building sites, and with power to construct streets thereon,necessary sewerage and drainage system to build upon the same, and to sypply buildings so erected or other buildings with electric light, heat, gas, water or other requisites therefor, the supplying of electric light, heat, gas and water being subject to all provincial and municipal laws in that regard;

To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interest therein, and generally to act as real estate house and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

To deal in building material;

To take or hold hypothecs for any unpaid balance of the purchase money and any of the lands or buildings sold by the company and to dispose of said hypothecs;

To amalgamate with any company conducting a business similar to that conducted by this company, or one which it is convenient to carry on in connection therewith, and likewise to enter into partnership or profit sharing agreement with any individual or company carrying on such business;

To purchase and hold stock in other companies carrying on a business similar to that carried on by the company;

To divide up the property of the company in kind among the shareholders;

Faire toutes choses et exercer tous commerces qui sembleront de nature à promouvoir les objets pour lesquels cette compagnie est formée, sous le nom de " Mansfield Realty Corporation, Limited ", avec un capital total de quarante-cinq mille ($45,000.00) piastres, divisé en quatre cent cinquante actions (450) d'une valeur au pair de cent piastres ($100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4515

To do all such things and to carry on all such business as may be conducive to the advancement of the objects for which the company is formed, under the name of " Mansfield Realty Corporation, Limited ", with a total capital stock of forty five thousand dollars ($45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montréal.

Dated of the office of the Provincial Secretary, this sixth day of september, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Shoe Deliveries, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour du mois de septembre 1922, constituant en corporation:

Allan Harrison Simpson, maître-charretier, Edwin Peel, comptable autorisé et Léo Troughton, gérant tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Se charger de l'industrie exercée par Allan Harrison Simpson, de Montreal, présentement connu sous le nom de Simpson's Parcel Delivrery, Registered ", avec sa clientèle, ses droits, l'actif et le passif, s'il y en a, et émettre des obligations acquittées de la compagnie en paiement de cette acquisition;

Exercer l'industrie de camionneurs, livreurs et entreposeurs dans toutes ces spécialités;

Exercer l'industrie d'importateurs et d'exportateurs et acheter, vendre et faire le commerce de camions automobiles, voitures de livraison et les pièces de ces machines, et les acheter, vendre et en faire le commerce et faire les réparations de toutes sortes s'y rattachant;

Exercer toute autre industrie, commerciale, (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer au possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou

---

"Shoe Deliveries, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of september, 1922, incorporating:

Allan Harrison Simpson, master carter, Edwin Peel, chartered accountant, and Leo Troughton, manager, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To take over the business carried on by Allan Harrison Simpson, of Montreal, now known as "Simpson's Parcel Delivery, Registered ", with the good-will, rights, assets and liabilities, if any, and to issue in payment therefor stock of the company;

To carry on the business of cartage, delivery and storage in all its branches;

To carry on the business of importers and exporters of and to buy, sell and deal in all kinds of trucks, motor-trucks and delivery equipment and the parts thereof and to conduct the business of repair work of all kind in connection therewith;

To carry on any other business (wether trading, manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise, acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive, or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, or company carrying on or engaged in or about to

sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdi.es personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou en disposer autremen' ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en parties semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges, que la compagnie croira nécessaires aux objets de son industrie, et particulièrement la machinerinerie, l'outillage, le fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir, ou troquer autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Shoe Deliveries Limited ", avec un capital total de vingt mille (20,000.00) piastres, divisé en deux cents actions (200) de cent (100) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de septembre 1922.

Le Sous-secrétaire de la province,

4517 C.-J. SIMARD.

carry on or engage in, any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, reissue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of the company, or its business, and in particular any plant, land and buildings, stock in trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securties of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To adopt such means of making known the products of the company, as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of Shoe Deliveries, Limited ", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of september, 1922.

C.-J. SIMARD,

4518 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi tendant à amender la charte de la cité de Montréal, Octave Lemay, entrepreneur, Edouard Cousineau, cultivateur, J.-O. Labrecque, marchand, Philippe Deserres, électricien, George Tolhurst, cultivateur, et autres contribuables de l'ancienne ville de Cartierville, formant aujourd'hui partie du quartier Ahuntsic, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire modifier la charte de la cité aux fins d'abroger l'article 73 de la loi 8 George V, chap. 84, faire mettre de côté tous règlements, résolutions ou rôles de perception faits par la cité en vertu dudit article, laisser imputable aux fonds généraux de la cité le coût des travaux d'égout, de trottoirs permanents et de conduites d'eau exécutés dans la ci-devant ville de Cartierville, abroger ou modifier toute loi s'y rapportant, et pour d'autres fins.

Montréal, 16 octobre 1922,
Les avocats des requérants.
DESSAULLES, GARNEAU,
4529—42-4 DESY & LORRAIN.

Avis pubilc est donné que lors de l'étude du projet de loi tendant à amender la charte de la cité de Montréal, les propriétaires des lots 149, 151 et 152 du quartier Notre-Dame-de-Grâce, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire modifier l'article 28 de la loi 4, George V, chap. 73, et faire répartir, sur une période de trente ans, le coût des égouts, et pour d'autres fins.

Montréal, 17 octobre 1922.
Les avocats des pétitionnaires,
DESSAULES, GARNEAU, DESY
4561—42-4 & LORRAIN

Avis est par les présentes donné que Charles-A. Pratt, de la ville de Longueuil, Marie-Louise-Evelina Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Joseph-Gustave Laviolette, Marie-Angélina-Virginie Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Georges Matthews, et Aloysia Pratt, de la cité de Montréal, épouse de P.-F. Woodcock, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et autres, tous héritiers de la succession de feu John Pratt, en son vivant marchand, de la cité de Montréal, s'adresseront au Parlement de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi relative à la dite succession de feu John Pratt, et amendant la loi 51-52 Victoria, chap. 127, et la loi 1 Edouard VII, chap. 94, tel qu'amendé par la loi 7 Edouard 7, chap. 137, par la loi 1 George V, chap. 114, par la loi 4 George V, chap. 133, et par la loi 11 George V, chap. 168, afin de faire augmenter les rentes et avances qui leur sont payées par ladite succession, en vertu du testament du dit feu John Pratt et en vertu des dites lois, et pour autres fins.

Montréal. 17 octobre, 922.
ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
4563—42-4 Procureurs des requérants.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that when the Bill amending the Charter of the City of Montreal is being considered, Octave Lemay, contractor, Edouard Cousineau, farmer, J. O. Labrecque, merchant, Philippe De Serres, electrician, George Tolhurst, farmer, and other rate payers of the former town of Cartierville, now forming part of Ahuntsic Ward, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have the charter of the City amended in such a way as to repeal section 73 of the Act 8, George V, chap. 84, to set aside all by-laws, resolutions and assessment rolls made by the City of Montreal under the authority of such section, allowing the cost of the construction of sewers, permanent sidewalks and waterpipes in the former town of Cartierville to remain chargeable to the general funds of the City; to repeal or amend any existing law to the contrary, and for other purposes.

Montreal, 16th October, 1922,
DESSAULLES, GARNEAU,
DESY & LORRAIN,
4530—42-4 Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that, when the bill amending the Charter of the City of Montreal is being considered, the proprietors of lots 149, 151 and 152 of Notre-Dame-de-Grâce Ward will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to have section 28 of the Act 4, George V, chap. 73, amended, and the cost of sewers assessed over a period of thirty years, and for other purposes.

Montreal, 17th October, 1922.
DESSAULES, GARNEAU, DESY
& LORRAIN
4562—42-4 Attorneys for petitioners

Notice is hereby given that Charles A. Pratt, of the city of Longueuil, Marie Louise Evelina Pratt, of the city of Montreal, widow of the late Joseph Gustave Laviolette, Marie Angelina Virginie Pratt, of the city of Montreal, widow of the late George Matthews, and Aloysia Pratt, of the city of Montreal, wife of P. F. Woodcock, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and others, all heirs to the estate of the late John Pratt, in his lifetime merchant, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the said estate of the late John Pratt, and amending the Act 51-52 Victoria, chap. 127, and the Act 1 Edward VII, chap. 94, as amended by the Act 7 Edward VII, chap. 137, by the Act 1 George V, chap. 114, by the Act 4 George V, chap. 133, and by the Act 11 George V, chap. 168, so as to increase the annuities and advances paid to them by the said estate, under the last will and testament of the said late John Pratt and under the said acts, and for orther purposes.

Montreal, October, 17th, 1922.
ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
4564—42-4 Attorneys for applicants.

PROVINCE DE QUEBEC.

DISTRICT DE MONTREAL.

Avis est par les présentes donné, que le soussigné s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par le moyen d'un bill privé, la passation d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise après examens.

Le requérant,
ARTHUR DUTILLY, M. D.

Montréal, 6 octobre 1922. 4405—41–4

Avis public est par le présent donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de cinq cent quatre-vingt mille dollars ($580,000.00) pour payer le coût des dépenses suivantes, savoir: deux cent mille dollars ($200.000.00) pout travaux d'aqueduc, vingt-cinq mille dollars ($25.000.00) pour trottoirs permanents; vingt-cinq mille dollars ($25,000.00) pour la côte Franklin, dix mille dollars ($10.000.00) pour la côte des Glacis, vingt-cinq mille dollars ($25,000.00) pour la côte d'Abraham, et deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars ($295,000.00) pour pavages permanents dans les rues; une autre somme de cent trente-cinq mille dollars ($135,000.00) pour les objets suivants, savoir: vingt-cinq mille dollars ($25,000.00) pour le canal collecteur de la rue St-Olivier, trente-cinq mille dollars ($35,000.00) pour la constructions de pontons, cinquante mille dollars ($50,000.00) pour prolonger le quai de la Traverse, et vingt-cinq mille dollars ($25,000.00) pour l'érection d'un canal collecteur sur la rue Montmagny; pour être exemptée du cautionnement lorsque la Cité appelle d'un jugement; pour octroyer des permis et imposer des règlements aux cochers de place, camionneurs, rouliers, ou commissionnaires; pour réglementer ou défendre la fabrication, l'emmagasinage, l'usage et le transport de la poudre, gazoline et autres matières explosives; pour prescrire et autoriser l'entrée de tous officiers municipaux dans les maisons et édifices publics pour les fins de la prévention des incendies; pour ordonner l'arrêt de tous véhicules, tramways, à l'approche d'une voiture d'ambulance, d'une voiture du feu, ou de la patrouille, pour permettre aux voitures du service des incendies, de la patrouille et des ambulances de se servir de sirènes spéciales; pour reglementer ou prohiber les tag days; pour porter l'indemnité annuelle des échevins à mille dollars ($1,000.00); pour porter le terme des échevins à trois ans; pour être autorisée à se servir des fonds d'amortissement pour le remboursement d'un emprunt différent de celui pour lequel ledit fonds a été déposé; pour fixer la rémunération des cotiseurs à une somme n'excédant pas trois mille cinq cents dollars ($3,500.00); pour annexer une partie de la municipalité de Sillery; pour annexer une partie de la municipalité de la Petite-Rivière; pour emprunter une somme n'excédant pas deux cent mille dollars ($200.000.00) pour la construction d'un Palais d'Industrie et d'un Palais Agricole ; pour être autorisée à passer un règlement pour exiger des compagnies d'assurance contre le feu un état annuel des primes et des pertes; pour être autorisée à nommer un inspecteur des fils électri-

PROVINCE OF QUEBEC.

DISTRICT OF MONTREAL.

Notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, by way of a private Bill, for the passing of an act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, to admit him among their members and to grant him the required license after examination.

ARTHUR DUTILLY, M. D.
Applicant.

Montreal, 6th October, 1922. 4406—41–4

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation and for authorization to borrow the sum of five hundred and eighty thousand ($580,000.00) dollars to pay the cost of the following expenses, namely: Two hundred thousand ($200,000.00) dollars for waterworks, twenty five thousand ($25,000.00) dollars for permanent sidewalks, twenty five thousand ($25,000.00) dollars for Franklin Hill, ten thousans ($10,000.00) dollars for Côte des Glacis, twenty five thousand ($25,000.00) dollars for Côte d'Abraham, and two kundred and ninety five thousand ($295,000.00) dollars for permanent street works; another sum of one hundred and thirty five thousand ($135,000.00) dollars for the following objects, namely: twenty five thousand ($25,000.00) dollars for the collecting sewerin St. Oliver Street, thirty five thousand ($35,000.00) dollars for the construction of pontoons, fifty thousand ($50,000.00) dollars for an extension to the Ferry wharf, and twenty five thousand ($25,000.00) dollars for the laying of a collecting sewer in Montmagny street; to be exempted from giving surety when the city appeals from a jugdment; to grant licences and make regulations for cabdrivers, truckmen, carters or commissioners; to regulate or prohibit the manufacture, storing, use and transportation of powder, gasoline and other explosives; to enact and authorize the admission of any municipal officers in the houses and public buildings for fire prevention purposes; to compel any vehicles, tramways to stop at the approach of an ambulance, fire wagon or patrol-wagon; to permit the use of special spartons on fire vehicles, patrol-wagons and ambulances; to regulate or prohibit tag-days; to raise the yearly indemnity of the aldermen to one thousand ($1,000.00) dollars; to extend the term of office of aldermen to three years; to be authorized to apply the sinking funds for the redemption of any loan other than the one for which the said fund was established; to fix the salary of the assessors to a sum not exceeding three thousand five hundred ($3,500.00) dollars; to annex a part of the municipality of Sillery; to annex a part of the municipality of Little River; to borrow a sum not exceeding two hundred thousand ($200.000.00) dollars for the erection of an Industrial Building and an Agricultural Building; to be authorized to pass a by-law compelling fire insurance companies to supply the city each year with a statement of the premiums collected and fire losses paid; to be authorized to appoint an Inspector of electric wiring; to be authorized to apply a sum of twelve thousand ($12,000.00) dollars, already borrowed for the purchase of sprinklers;

ques; pour être autorisée à employer une somme de douze mille dollars ($12.000.00) déjà empruntée pour l'achat de voitures arrosoirs; pour être autorisée à créer une caisse municipale, et pour autres fins. 4407—41-4

Avis public est par les présentes donné que la ville de Kénogami, la ville de Jonquière, La corporation de la paroisse de St-Dominique de Jonquière, La corporation du canton Bourget, La corporation du village de St-Ambroise et la Corporation de la paroisse de St-Ambroise, dans le comté de Chicoutimi, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte ratifiant un acte d'accord intervenu entre elles et Price Brothers & Co, Limited, le 2 août 1922, devant le notaire J. G. Verreault, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la Rivière Saguenay entre Kénogami et Shipshaw, et un autre acte d'accord entre ces mêmes municipalités, passé devant le notaire J. Miville-Lacroix, le 5 octobre 1922, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins et des autres travaux nécessaires pour rendre ce pont accessible au public, et déclarant tels actes d'accord valides à toutes fins, les confirmant, accordant aux dites corporations le pouvoir de taxation pour l'exécution des dits actes d'accord, et mettant les dits pont et chemins sous le contrôle du conseil de comté, et pour autres fins.

Pour les requérants,
4411—41-4 THS-LS BERGERON.

Avis public est donné par les présentes par la Corporation de la Ville Laval-des-Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Définition de terres en culture, exemption de taxes pour constructions nouvelles, emprunts pour compteurs, arrangement avec le C.P.R *re* construction d'une passerelle et emprunt à cet effet, cens électoral, exemption de taxes spéciales *re* communautés religieuses, autres emprunts et pour autres fins.

Montréal, 10 octobre 1922.
Les procureurs de la ville Laval-des-Rapides,
4419—41-2 DUCKETT & DUFRESNE.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes, savoir:

Réglementer la circulation des voitures, rembourser à certains propriétaires le coût du pavage de la rue Evelyne, réparation et reconstruction des trottoirs dans la cité, l'expropriation pour l'ouverture des rues Wellington, Bannantyne, Aqueduct et l'avenue Strathmore.

Montréal, 10 octobre, 1922.
Les procureurs de la cité de Verdun,
4421—41-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis est par les présentes donné que Margaret Gascoigne, fille majeure et usant de ses droits, David N. C. Hogg, gérant, James Colin Kemp, ingénieur, William Leggat, courtier, Ernest A. Macnutt, trésorier, George C. McDonald, comptable licencié, Percy E. Nobbs, architecte, Dame Ellen M. Peck, veuve de T. Esmond Peck, Gilbert S. Stairs, avocat, et Robert O. Sweezy, ingénieur, tous des cité et district de Montréal, en la province de Québec, feront application à la prochaine

to be authorized to create a Municipal Savings Fund, and for other purposes. 4408—41-4

Public notice is hereby given that the Town of Kenogami, the Town of Jonquière, the Corporation of the parish of Saint- Dominique of Jonquière, the Corporation of the Township of Bourget, the Corporation of the Village of Saint Ambroise, the Corporation of the parish of Saint Ambroise, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to pass an Act ratifying an agreement passed between them and Price Brothers & Company, Limited, on the 2nd of August 1922, before J. G. Verreault, N. P. concerning the construction and the maintenance of a bridge on the Saguenay River between Kenogami and Shipshaw, and another agreement passed between them, before J. Miville Lacroix, N. P. on the 5th of October 1922, concerning the construction and the maintenance of the roads and other necessary works to make this bridge accessible to the public, and declaring these agreements valid for all purposes, confirming them, granting to said corporations the right of taxation for the execution of said agreements, and putting said bridge and roads under the control of the county Council and for other purposes.

THS. LS. BERGERON,
4412—41-4 Attorney for the Applicants.

Public notice is hereby given by the Corporation of the town of Laval des Rapides that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters:

Definition of land under cultivation, exemption of taxes *re* new buildings, loan *re* water meters, agreement with the C.P.R. *re* construction of a footbridge and loan to this effect, electoral census, exemption of special taxes *re* religious institutions, other loans and for other purposes.

Montreal, 10th October, 1922.
DUCKETT & DUFRESNE,
4420—41-2 Attorneys for the town of Laval-des-Rapides.

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature at its next session, for amendments to its Charter on the following matters:

To regulate the traffic of any vehicle, to refund certain proprietors of amount paid for paving of Evelyn street, to repair and rebuild sidewalks in the city, to expropriate certain parcel of ground to open Wellington, Bannantyne, Aqueduct streets and Strathmore Avenue.

Montreal, 10th October, 1922.
FAUTEUX & FAUTEUX,
4422-41-4 Attorneys for the city of Verdun.

Notice is hereby given, that Margaret Gascoigne, spinster, of the full age of majority and enjoying civil rights, David N. C. Hogg, manager, James Colin Kemp, engineer, William Leggat, broker, Ernest A. Macnutt, treasurer, George C. McDonald, chartered accountant, Percy E. Nobbs, architect, Dame Ellen M. Peck, widow of T. Esmond Peck, Gilbert S. Stairs, advocate and Robert O. Sweezy, engineer, all of the city and district of Montreal, in the Province of Que-

session de la Législature de Québec, pour qu'un acte soit passé aux fins de les incorporer ainsi que toutes autres personnes qui pourront en faire partie à l'avenir en une corporation sous le nom de "Study Corporation" ou tout autre nom approprié, aux fins d'acquérir, entretenir et diriger l'école pour filles actuellement dirigée par ladite Margaret Gascoigne, sur l'avenue Seaforth en la dite cité de Montréal, avec pouvoirs d'acquérir, posséder, vendre et aliéner les immeubles, bâtisses, mobiliers d'exploitation de toutes sortes pour les fins de ladite corporation, accepter des souscriptions, donations ou dons, d'en investir les argents, d'emprunter, émettre des bons, débentures ou debenture stock, d'hypothéquer, mortgager et de donner en gage tous ou aucune partie des immeubles et des meubles de ladite corporation ou les deux, pour garantir des bons, débentures ou debenture stock ou toutes autres obligations ou dettes de ladite corporation, de faire des règlements et des ordonnances dans la direction et l'administration des affaires de la dite corporation pour employer, rémunérer et pourvoir à des pensions ou à des fonds de retraite pour le personnel, pour la création de bourses pour les élèves et pour aider les professeurs ou les élèves et pour telles autres dispositions convenables ou désirables pour l'établissement, la direction et l'administration, par la dite corporation, d'une école d'enseignement primaire et secondaire pour les jeunes filles et pour l'exemption de toutes taxes civiques ou municipales des propriétés de ladite corporation employée pour fins scolaires, y compris des stipulations pour l'admission et la mise à retraite des membres de ladite corporation et quant à sa dissolution.

Montréal, 5 octobre 1922.

Les agents pour les solliciteurs,
McGIBBON, MITCHELL, CASGRAIN, McDOUGALL & STAIRS.

4441—41-4

Avis est par les présentes donné que Dame Marie-J.-Albertine Ostell, épouse séparée de biens de Joseph-Armand Bériau, commis, des cité et district de Montréal, et ledit Joseph-Armand Bériau pour autoriser les présentes; Marie-Sophie-Jeanne-Mélina Ostell, épouse séparée de corps et de biens d'Albert Constantin, commis, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée en justice, aux fins des présentes; Joseph Thomas Ostell et Edward Sydney Ostell, tous deux des cité et district de Montréal, et John Benjamin Ostell, de la ville de Chicago, dans les Etats-Unis d'Amérique, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, à donner un titre clair à l'acquéreur ou adjudicataire des propriétés vendues ou à être vendues en vertu du jugement du 29 juin 1922, ordonnant la vente des immeubles suivants, savoir:

L'immeuble connu et désigné sous le numéro trois (3) du quartier Saint-Louis, et un autre immeuble formant partie du lot officiel numéro cent soixante-seize (176) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal—avec les bâtisses portant les numéros trois cent trente-sept et trois cent trente-neuf (337 et 339) de la rue Saint-Louis, lesquels immeubles furent dûment mis à l'enchère le 5 septembre 1922, et le premier de ces immeubles adjugé à Alexandre Prudhomme et fils, Limitée, et le

bec, will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act for the purpose of incorporating them and such other persons as may become members thereof as a corporation under the name of The Study Corporation or some other appropriate name, for the purpose of acquiring, maintaining and conducting the school for girls now conducted by the said Margaret Gascoigne at Seaforth Avenue in the said city of Montreal, with power to acquire hold, sell and dispose of lands, buildings and equipment of all kinds for the purposes of the corporation, to accept subscriptions, donations or endowments, to invest moneys, to borrow money, issue bonds, debentures or debenture stock, to hypothecate, mortgage and pledge the whole or any part of the corporation's immoveable or moveable property or both, to secure any such bonds, debentures or debenture stock or any other obligation or indebtedness of the corporation, to make by-laws and regulations for the conduct and administration of the affairs of the corporation, to employ, remunerate and provide pensions or retiring allowances for the staff and scholarship of bursaries for pupils and to assist teachers or pupils, and containing such other provisions as may be suitable or desirable for the establishment, conduct and administration by the corporation of a school for the elementary and higher education of girls, exempting the property of the corporation used for educational purposes from civic or municipal taxes, including provisions for the admission and withdrawal of members of the corporation and for its dissolution.

Montreal, 5th October, 1922.

McGIBBON, MITCHELL, CASGRAIN, McDOUGALL & STAIRS,
Agents for applicants.

4442—41-4

Notice is hereby given by Dame Marie Anne Joséphine Albertine Ostell, wife separate as to property of Joseph Armand Beriau, clerk, of the city and district of Montreal, and the said Joseph Armand Beriau, to authorize his wife, Dame Marie Sophie Jeanne Melina Ostell, wife separate as to bed and board of Albert Constantin, clerk, of the city and district of Montreal, and duly authorized in justice for the purposes hereof; Joseph Thomas Ostell and Edward Sydney Ostell, both of the city and district of Montreal, and John Benjamin Ostell, of the city of Chicago, in the United States of North America, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal to grant a clear title to the purchaser of the properties sold, or to be sold, in virtue of the judgment of the 29th June, 1922, ordering the sale by licitation of the following immoveables, to wit:

The property known as number three (3) of Saint Louis ward, and another property forming part of the lot official number one hundred and seventy six (176) of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing the numbers 337 and 339 of Saint Louis street in the city of Montreal; which immoveables were duly offered for sale on the 5th September, 1922, and the first allotted to Alexandre Prudhomme & Fils, Limitée, and the

deuxième immeuble devant être remis en vente suivant la loi.

Montréal, le 9 octobre 1922.

Le procureur des requérants,
ANATOLE GAUDET.

4443—41-4

Avis est par les présentes donné, que Georges Laurencelle, étudiant de Longueuil, présentera un bill à la prochaine session de la Législature de Québec, afin d'être autorisé à pratiquer comme dentiste, après examen final.

Les procureurs du requérant,
ARCHAMBAULT & MARCOTTE.

4445—41-4

Avsi est par les présentes donné que la compagnie dit "L'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice Limitée" (The Saint Maurice Cold Storage Limited). ayant son siège social dans la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de modiqer le chapitre 142 du Statut 12 George V, de Québec, et de remplacer les articles 1 et 2 du dit chapitre, de manière à ce que le règlement No 364 adopté par la cité des Trois-Rivières le 20 janvier 1919, tel qu'amendé par le règlement No 373 adopté le 2 septembre 1919, pour garantir les obligations émises par la compagnie, soit ratifié et confirmé à toutes fins que de droit.

Les procureurs de la réclamante,
BEIQUE & BEIQUE.

Québec, 12 octobre 1922. 4449—41-4

Avis est donné par les présentes que Mgr Jos.-Edouard Feuilletault, P. D. et curé de Sainte-Marie, Beauce, MM. Edmond Savoie, Eugène Rhéaume, Hermias Dupuis, Philéas Simard, tous cinq comme représentant la fabrique de Sainte-Marie, Beauce, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation, eux et leurs successeurs, sous les noms de: "L'Hôpital de Notre-Dame de Protection" à Sainte-Marie, Beauce, avec les pouvoirs habituellement conférés à ces corporations.

Sainte-Marie, Beauce, 29 septembre 1922.

Le procureur des requérants,
THOMAS LESSARD.

4245—40-4

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes : emprunts et referendum; contributions foncières et taxes; fermeture de l'ancienne rue Sherbroke, entre les rues Aylwin et Nicolet; obligations *re* annexions: rue paroisse Saint-Laurent; dommages *re* ruelles; égouts collecteurs; parcs; rôles; ratification d'actes.

Par ordre,
Le greffier de la cité,
RENÉ BAUSET.

Bureau du greffier,
Hôtel de ville,
Montréal, 30 septembre 1922. 4247—40-2

Avis est par les présentes donné que Monsieur Armand Bélanger, de la cité de Montréal, étudiant en droit, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, (et avec le consentement de la chambre des notaires)

second to be reoffered for sale according to law.

Montreal, 9th October, 1922.

ANATOLE GAUDET,
Attorney for petitioners.

4444—41-4

Notice is hereby given that Georges Laurencelle, student, of the city of Longueuil, will present a bill at the next session of the Legislature of Quebec, in order to be authorized to practise as a dentist after final examination.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
Attorneys for petitioner.

4446—41-4

Notice is hereby given that the company named "L'entrepot Frigorifique Saint-Maurice Limitée" (The Saint Maurice Cold Storage Limited), having its head office in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifiing chapter 142 of the Act 12 George V of Quebec, and to replace articles 1 and 2 of the said chapter so that the by-law No. 364 adopted by the city of Three Rivers the 20th. of January 1919, as amended by the by-law No. 373 adopted the 2nd of September 1919, to guarantee the bonds issued by the same company, be ratified and confirmed for all lawful purposes.

BEIQUE & BEIQUE,
Attorneys for Applicant.

Quebec, October 12th. 1922. 4450—41-4

Notice is given by the presents that Mgr. Jos. Edouard Feuilletault, P. D. and curé of Sainte-Marie, Beauce, Messrs Edmond Savoie, Eugène Rhéaume, Hermias Dupuis, Philéas Simard, all five as representing the fabric (Fabrique) of Sainte-Marie, Beauce, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the purpose of being incorporated, themselves and their successors, under the name of: "L'Hôpital de Notre-Dame de Protection" at Sainte-Marie, Beauce, with the powers usually granted to same corporations.

Sainte-Marie, Beauce, September 31th, 1922.

THOMAS LESSARD,
Attorney for applicants.

4246—40-2

CITY OF MONTREAL.

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58,and to the different Acts amending the same, on the following matters: loans and referendum; assessments and taxes; closing of former Sherbrooke st., between Aylwin and Nicolet streets; obligations *re* annexations; street in the parish of Saint Laurent; damages *re* lanes; trunk sewers; parks; rolls; ratification of deeds.

By order,
RENE BAUSET,
City clerk.

City clerk's office.
City hall,
Montreal, 30th September, 1922. 4248—40-2

Notice is presently given that Mr. Armand Bélanger, of the city of Montreal, student at law, will apply, with the consent of the board of notaries, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a law giving effect

aux fins d'en obtenir une loi faisant remonter au 14 juillet 1920, l'effet de son brevet de clériccature.

Québec, 2 octobre 1922.

Pour le requérant,

4279—40-4 JOS. SIROIS.

Avis est par les présentes donné que Jean Rodier, comptable de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la ratification d'un acte de vente que lui a consenti la succession de feu Alfred Dalbec, en son vivant avocat de Montréal, d'une propriété immobilière sise en la cité de Montréal sur les rues Sainte-Catherine et Fullum, et pour autres fins.

Montréal, le 2 octobre 1922.

L'avocat,

4281—40-4 CHARLEMAGNE RODIER.

Avis est donné par les présentes que La Société de Prêts & Placements de Québec, corps politique et incorporé ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi d'incorporation spéciale avec tous les pouvoirs accordés par les Statuts refondus de la province de Québec, 1909 et amendements, aux Sociétés de prêts et placements, et pour autres fins.

Québec, ce 5 octobre 1922.

Les procureurs de La Société de Prêts et Placements de Québec,

4325—40-4 CHAUVEAU & RIVARD.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Madame Caroline Vincent, de la ville de Chicoutimi, veuve de feu Alphonse Hamel, pour l'adoption d'une loi conférant à Mademoiselle Isabelle Hamel, sa fille, tous les droits et privilèges que comportent les relations de mère et d'enfant d'après les lois de la province de Québec, et pourvoyant à la vente de certains immeubles situées en la ville de Chicoutimi, propriété de ladite Isabelle Hamel.

Les procureurs de la requérante,

CANNON, POWER, LEMIEUX & CANNON.

Québec, 5 octobre 1922. 4327—40-4

Avis est par les présentes donné que M. Raoul Gagnon, de Jonquière, comté de Chicoutimi, étudiant en loi à l'Université Laval, demandera à la Législature de Québec à sa prochaine session, la passation d'un acte autorisant le barreau à l'admettre parmi ses membres en juillet prochain, après examens.

4307—40-4 RAOUL GAGNON.

Avis est donné au public que MM. Edmond-Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, conseil en loi du Roi et avocat, James Edward Hutcheson, gérant, Kenneth Buchanan, Thornton, ingénieur et l'honorable David Ovide L'Espérance, sénateur s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une charte les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Tramways Company", dans les buts suivants:

Acheter, louer ou acquérir autrement, et construire, exploiter et entretenir des tramways et chemins de fer dans la cité de Québec et dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac St-Jean, Charlevoix, Montmorency, Québec, Portneuf, Champlain, St-Maurice, Maskinongé, Berthier,

to his indenture of studentship as from the 14th of July, 1920.

Quebec, October 2nd, 1922.

JOS. SIROIS,

4280—40-4 For the petitioner.

Public notice is hereby given by Jean Rodier, accountant, of Montreal, that he will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ratify, amongst other purposes, a deed of sale made to him by the estate of the late Alfred Dalbec, in his lifetime advocate of Montreal, of an immoveable property, situated on Sainte Catherine and Fullum streets, in the city of Montreal.

Montreal, October 2, 1922.

CHARLEMAGNE RODIER,

4282—40-4 Advocate.

Notice is hereby given that La Société de Prêts & Placements de Québec, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act of special incorporation with all the powers granted by the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and amendments to loan and investment societies and other purposes.

Quebec, October 5th, 1922.

CHAUVEAU & RIVARD,

Attorneys for La Société de Prêts &

4326—40-4 Placements de Québec.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Madam Caroline Vincent, of the town of Chicoutimi, widow of the late Alphonse Hamel, for the passing of an act conferring to Miss Isabel Hamel, her daughter, all the rights and privileges of the relations of parents and child, according to the law of Province of Quebec; and also regulating the sale of certain immoveable property, situated in the town of Chicoutimi, and owned by the said Isabel Hamel.

CANNON, POWER, LEMIEUX & CANNON,

Attorneys for petitioner.

Quebec, October 5th, 1922. 4328—40-4

Notice is hereby given that Mr Raoul Gagnon, of Jonquière, Chicoutimi, student at Law, at Laval University, will present, to the Legislature of Quebec at its forth coming session, a bill authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him as one of its members next July, after examinations.

4308—40-4 RAOUL GAGNON.

Public notice is hereby given that Edmund Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, king's Counsel and advocate, James Edward Hutcheson, manager, Kenneth Buchanan Thornton, engineer, and honourable David Ovide L'Espérance, senator, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter incorporating them under the name of Quebec Tramways Company for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire, and to construct, operate and maintain tramways and railways in the city of Quebec and in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake St. John, Charlevoix, Montmorency, Quebec, Portneuf, Champlain, Saint Maurice, Maskinongé,

Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drommond, Richmond, Richelieu, Bagot Shefford, Sherbrooke, Stanstead et Saint-Hyacinthe, dans la province de Québec; acheter, louer ou acquérir autrement et construire, développer et exploiter des usines génératrices d'énergie hydraulique, électrique ou autre, des usines à gaz ou aqueducs dans la cité de Québec où dans aucun desdits comtés, susceptibles d'être utilisées anx fins de fournir de l'énergie ou d'être exploitées conjointement avec les tramways ou chemin de fer de la compagnie, et vendre et distribuer dans la cité de Québec ou dans aucun desdits comtés, toute partie de l'énergie ou du gas produits dans lesdites usines; acquérir, construire et exploiter des lignes de téléphone ou de télégraphe avec ou sans fil, qui pourront être requises en rapport avec l'exercice du commerce de la compagnie; acquérir en tout ou en partie par achat ou autrement, le capital-actions, les parts, valeurs, entreprises et propriétés des compagnies dites Quebec Railway, Light, Heat & Power Company Limited, Quebec Railway Light & Power Company, Quebec Jacques Cartier Electric Company, Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Light Company, ou d'aucune d'icelles, ou d'une ou plusieurs autres compagnies dont la totalité ou aucune partie des propriétés ou entreprises peuvent être convenablement ou avantageusement utilisées ou exploitées conjointement avec les affaires ou entreprises de la compagnie, y compris la totalité ou aucune de leurs chartres, contrats, franchises, droits, pouvoirs, privilèges, immunités etexemptions d'aucune nature et description; et les vendre ou les aliéner autrement, en tout ou en partie; accorder à toute compagnie dont aucune partie de l'entreprise, des propriétés ou des autres droits seront acquis par la compagnie, l'autorité nécessaire pour les transporter à la compagnie.

Les procureurs des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC.

Québec, 4 octobre 1922. 4309—40—4

Avis est donné au public que MM. Edmond Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, conseil en loi du Roi et avocat, James Edward Hutcheson, gérant, Kenneth Buchanan Thornton, ingénieur, et l'honorable David Ovide L'Espérance, sénateur, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une charte les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Power Company", dans les buts suivants:

Acheter, louer ou acquérir autrement, et construire développer et exploiter des usines génératrices d'énergie hydraulique, électrique ou autre, usines à gaz et des aqueducs dans la cité de Québec et dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac St-Jean, Charlevoix, Montmorency, Québec, Portneuf, Champlain, Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drummond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, et Saint Hyacinthe, dans la province de Québec; et manufacturer, acheter, vendre et distribuer de l'eau, du gaz, de l'énergie électrique ou autre dans la cité de Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Temiscuata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechase, Levis, Dorchester, Lotbinière, Megantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drommond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead and Saint Hyacinth in the province of Quebec; to purchase, lease or otherwise acquire and to construct, develop and operate hydraulic, electric or other power plants, gas plants or waterworks in the city of Quebec or in any of the said counties capable of being used for the purpose of supplying power to or being operated in conjunction with the company's tramways or railways, and to sell and distribute in the city of Quebec or in any of the said counties any part of the power or gas procuded by the said plants; to acquire, construct and operate such wire or wireless telephone or telegraph lines as may be required in connection with the carrying on of the business of the company; to acquire in whole or in part by purchase or otherwise the capital stock, shares, securities, undertakings and properties of the Quebec Railway, Light, Heat & Power Company, Limited, Quebec Railway Light & Power Company, Quebec Jacques Cartier Electric Company, Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Light Company, or of any of them, or of any other company or companies whose property or undertaking or any part thereof, might be conveniently or advantageously used or operated in conjunction with the company's business or undertaking, including all or any of their charters, contracts, franchises, rights, powers, privileges, immunities and exemptions of every nature and description; and to sell or otherwise dispose of the same in whole or in part; to grant to any company, any part of whose undertaking, property or other rights are acquired by the company, the necessary authority to convey the same to the company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Quebec, October 4th, 1922. 4310—40—4

Public notice is hereby given that Edmund Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, king's counsel and advocate, James Edward Hutcheson, Manager, Kenneth Buchanan Thornton, Engineer, and Honourable David Ovide L'Espérance, senator, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter incorporating them under the name of Quebec Power Company for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire and to construct, develop and operate hydraulic, electric or other powers, plants, gas plants or waterworks in the city of Quebec or in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake St. John, Charlevoix, Montmorency, Quebec, Portneuf, Champlain, Saint Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Temiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Levis, Dorchester, Lotbinière, Megantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drummond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead and Saint Hyacinthe in the Province of Quebec, and to manufacture, buy, sell and distribute water and gas and electric and other power in the city of Quebec or in any of the said

Québec ou dans aucun desdits comtés; acheter, louer ou acquérir autrement, en tout ou en partie, des tramways ou chemins de fer ou autres entreprises susceptibles d'utiliser de l'eau, du gaz, ou de l'énergie vendus ou produits par la compagnie; acquérir, construire et exploiter des lignes de téléphone ou de télégraphe avec ou sans fil, qui pourront être requises en rapport avec l'exercice du commerce de la compagnie; acquérir en tout ou en partie par achat, bail ou autrement, le capital-actions, les parts, valeurs, entreprises et propriétés des compagnies dites Quebec Railway, Light, Heat & Power Company Limited, Quebec Railway, Light & Power Company, Quebec Jacques Cartier Electric Company, Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Company, ou d'aucune d'icelles, ou d'une ou de plusieurs autres compagnies dont la totalité ou aucune partie des propriétés ou entreprises peuvent être convenablement ou avantageusement utilisées ou exploitées conjointement avec les affaires ou entreprises de la compagnie, y compris la totalité ou aucune de leurs chartes, contrats, franchises, droits, pouvoirs, privilèges, immunités et exemptions d'aucune nature et descriptions; et les vendre ou les aliéner autrement en tout ou en partie; accorder à toute compagnie dont aucune partie de l'entreprise, des propriétés ou des autres droits seront acquis par la compagnie, l'autorité nécessaire pour les transporter à la compagnie.

Les procureurs des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC.

Québec, 4 octobre 1922. 4311—40-4

Avis est donné au public que M.M. Edmond Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, conseil en loi du Roi et Avocat, James Edward Hutcheson, gérant, Kenneth Buchanan Thornton, ingénieur, et l'honorable David Ovide L'Espérance, sénateur, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une charte les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Gas Company", dans les buts suivants:

Acheter, louer ou acquérir autrement, et construire, développer et exploiter des usines à gaz, des usines génératrices d'énergie hydraulique, électrique ou autre et des aqueducs dans la cité de Québec et dans les comtés de Saguenay, Chicoutini, Lac Saint-Jean, Charlevoix, Montmorency, Québec, Portneuf, Champlain, Saint-Maurice. Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, l'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Dorchester, Lstbinière, Mégantic. Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drummond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead et St-Hyacinthe, dans la province de Québec; et manufacturer, acheter, vendre et distribuer de l'eau, du gaz, de l'énergie électrique ou autre dans la cité de Québec ou dans aucun des dits comtés ; acquérir, construire et exploiter des lignes de téléphone ou de télégraphe avec ou sans fil, qui pourront être requises en rapport avec l'exercice du commerce de la compagnie; acquérir en tout ou en partie par achat, bail ou autrement, le capital-actions, les parts, valeurs, entreprises et propriétés des compagnies dites Quebec Railway, Light, Heat & Power Company, Limited, Quebec Railway, Light & Power Compnay, Quebec Jacques-Cartier Electric Company, Quebec County Railway Company,

counties; to purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, tramways or railways or other undertakings capable of using water, gas or power sold or produced by the company; to acquire, construct and operate such wire or wireless telephone or telegraph lines as may be required in connection with the carrying on of the business of the company; to acquire in whole or in part by purchase, lease or otherwise, the capital stock, shares, securities, undertakings and properties of the Quebec Railway Light Heat & Power Company, Limited, Quebec Railway Light & Power Company, Quebec Jacques Cartier Electric Company, Quebec County Ra lway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Light Company, or of any of them, or of any other company or companies whose property or undertaking, or any part thereof, might be conveniently or advantageously use or operated in conjunction with the company's business or undertaking, including all or any of their charters, contracts, franchises, rights, powers, privileges, immunities and exemptions of every nature and description; and to sell or otherwise dispose of the same in wole or in part; to grant to any company, any part of whose undertaking, property or other rights are acquired by the company, th necessary authority to convey the same to the company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Quebec, October 4th, 1922. 4312—40-4

Public notiçe is hereby given that Edmund Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, King's Counsel and advocate, James Edward Hutcheson, manager, Kenneth Buchanan Thornton, engineer, and Honourable David Ovide L'Espérance, Senator, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter incorporating them under the name of Quebec Gas Company for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire, and to construct, develop and operate gas plants and hydraulic, electric or other powers, plants or waterworks in the city of Quebec or in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake St.John, Charlevoix, Montmorency, Quebec, Portneuf, Champlain, Saint Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Levis, Dorchester, Lotbinière, Megantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drummond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead and St. Hyacinthe in the Province of Quebec, and to manufacture, buy, sell and distribute gas and water and electric and other power in the city of Quebec, or in any of the said counties; to acquire, construct and operate such wire or wireless telephone or telegraph lines as may be required in connection with the carrying on of the business of the Company ; to acquire, in whole or in part, by purchase, lease or otherwise, the capital stock, shares, securities, undertakings and properties of the Quebec Railway Light Heat & Power Company, Limited, Quebec Railway Light & Power Company, Quebec Jacques-Cartier Electric Company. Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company,

Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Company, ou d'aucunes d'icelles, ou d'une ou de plusieurs autres compagnies dont la totalité ou aucune partie des propriétés ou entreprises peuvent être convenablement ou avantageusement utilisées ou exploitées conjointement avec les affaires ou entreprises de la compagnie, y compris la totalité ou aucune de leurs chartes, contrats, franchises, droits, pouvoirs, privilèges, immunités et exemptions d'aucune nature et description; et les vendre ou les aliéner autrement en tout ou en partie; accorder à toute compagnie dont aucune partie de l'entreprise, des propriétés ou des autres droits seront acquis par la compagnie, l'autorité nécessaire pour les transporter à la compagnie.

Les procureurs des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC.

Québec, 4 octobre 1922. 4313—40-4

Frontenac Gas Company, Canadian Electric Light Company, or of any of them, or of any other company or companies whose property or undertaking, or any part thereof, might be conveniently or advantageously used or operated in conjunction with the company's business or undertaking, including all or any of their charters, contracts, franchises, rights, powers, privileges, immunities and exemptions of every nature and description; and to sell or otherwise dispose of the same in whole or in part; to grant to any company, any part of whose undertaking, property or other rights are acquires by the company, the necessary authority to convey the same to the company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC.
Sollicitors for Applicants.

Quebec, October 4th, 1922. 4314—40-2

Avis est par les présentes donné que le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 40 Victoria, chapitre 23 et autres lois l'amendant, afin d'augmenter leur pouvoir d'emprunt pour des fins scolaires, et pour autres fins.

Sherbrooke, le 4 octobre 1922.

Le secrétaire-trésorier du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke,
LEON-O. LACOMBE.

Le secrétaire-trésorier du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke,
H. C. KING.

4315—40-4

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke and the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend the act 40 Victoria, chapter 23, and other Acts amending the same, to augment their borrowing powers for school purposes, and for other purposes.

Sherbrooke, October 2nd 1922.

LEON O. LACOMBE,
Secretary treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.

H. C. KING,
Secretary-treasurer of the Board of Protestant School Commissioners of the City of Sherbrooke.

4316—40-4

Avis est donné au public que la compagnie dite Montreal Public Service Corporation ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi aux fins de changer son nom et d'obtenir les pouvoirs nécessaires lui permettant de faire affaires en dehors de la province de Québec, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la compagnie
"MONTREAL PUBLIC SERVICE CORPORATION",
D. K. GOODFELLOW.

Montréal, 2 octobre 1922. 4319—40-4

Public notice is hereby given that the Montreal Public Service Corporation having its head office at the city and district of Montreal will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act for the purpose of changing its name and of obtaining all necessary powers to enable it to do business outside of the Province of Quebec, and for other purposes.

D. K. GOODFELLOW,
Secretary treasurer of
MONTREAL PUBLIC SERVICE CORPORATION.

Montreal, October 2nd, 1922. 4320—40-4

Avis est donné par les présentes ques Mesdames Marie-Eugénie Roy, dite St-Josaphat, supérieure; Georgianna Naud, dite St-Onésime, assistante; Alphonsine St-Pierre, dite St-Germain, économe; Aurélie Bourassa, dite St-Anselme, hospitalière; Camille Aubert, dite St-Evariste, secrétaire, toutes cinq des Sœurs de la Charité de Québec s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation, elles et leurs successeurs, sous le nom de "L'Orphelinat de Saint-Sauveur", avec les pouvoirs habituellement conférés à ces corporations.

Québec, 20 septembre 1922.

Pour les requérantes,
JOS. SIROIS, N. P.

4105—39-4

Notice is hereby given that the Sisters Marie Eugénie Roy, named St-Josaphat, supérieure; Georgianna Naud, named St-Onésime, assistante; Alphonsine St-Pierre, named St-Germain, économe; Aurélie Bourassa, named St-Anselme, hospitalière; Camille Aubert, named St-Evariste, secrétaire, all five of "Les Sœurs de la Charité de Québec" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them as a corporation, them and their successors, under the name of "L'Orphelinat de Saint-Sauveur", with the powers generally granted to such corporations.

Quebec, 20th September, 1922.

JOS. SIROIS, N. P.
For the petitioners

4106—39-4

Avis public est donné par les présentes que "Temple Emmanu-El" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour amender son acte d'incorporation (46 Victoria, chapitre 67), pour corriger l'épellation de son nom, pour étendre ses pouvoirs, pour régulariser ses registres de l'état civil, pour exercer d'autres pouvoirs au sujet des congrégations religieuses en général, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 septembre 1922.

Le procureur du pétitionnaire,

4107—39-4 NATHAN GORDON.

Avis est par les présentes donné par la cité de Hull, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, aux fins suivantes:

Définition du mot "immeuble"; division des quartiers de la cité, pour en ajouter un ou deux; changer le nombre des échevins pour chaque quartier; modifier le terme du maire et des échevins; au sujet de la liste électorale dans une élection partielle; le quorum du conseil; les avis publics au sujet des règlements; formalités pour les règlements; pour autorisation de vendre de l'éclairage; les améliorations locales; imposition du taux de la taxe générale et augmenter le taux de la taxe; pour imposer une taxe sur les banques et leurs succursales; imposer une taxe sur les marchands de cigarettes; obtenir le pouvoir aux commissaires d'écoles de Hull, de contracter des emprunts jusqu'à concurrence du montant de $300.000, sans suivre les formalités d'usage; pour imposer une taxe scolaire sur les occupants de certains lots; au sujet des avis en cas de dissidence.

Hull, septembre 1922,

La cité de Hull,

L'avocat de la cité de Hull,

4117—39-4 J.-WILFRID STE-MARIE.

Avis est donné, par Monsieur Léopold Lamy, cultivateur, de la cité de Trois-Rivières, qu'il présentera à la Législature, à sa prochaine session, un projet de loi pour confirmer l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte, et confirmer et ratifier une vente consentie par Léopold Lamy, à St. Lawrence Paper Mills, Limited, passée devant J.-A. Trudel, N. P., le vingtième jour de mai 1922.

Trois-Rivières, 23 septembre 1922.

Les agents et procureurs de M. Leopold Lamy,

BUREAU, BIGUE,

4129—39-4 GARIEPY & GOUIN.

Avis public est par le présent donné que M. Georges Painchaud, marchand, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine seession, pour demander l'adoption d'une loi validant, confirmant et ratifiant à toutes fins que de droit un acte de retrocession par Joseph-F. Leblanc es-qualité au dit Georges Painchaud, passé devant le notaire Lionel Joron, le 27 septembre 1919.

Montréal, 20 septembre 1922.

Le procureur du requérant,

4149—39-4 JOSEPH JEAN.

Avis public est donné par les présentes que M. Eugène Bruneau, gérant, de la cité et du district de Montréal, et M. Tetrus Cyr, de Sainte-Scholastique, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sapprochaine session, la passation d'un acte pour ratifier un contrat de vente par

Public notice is hereby given that "Temple Emmanu-El" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its act of incorporation (46 Victoria, chapter 67), to correct the spelling of its name, to extend its powers, to regularize its registers of civil status, to exercise other rights incidental to religious congregations generally, and for other purposes.

Montreal, 21st September, 1922.

NATHAN GORDON,

4108—39-4 Solicitor for applicant.

Notice is hereby given by the city of Hull, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passation of a special law, for the following subjects:

Meaning of the word "immoveable"; division of the wards of the city, to add one or two more; to change the number of aldermen for each ward; to motify the acting term of the mayor and the aldermen; for the municipal voting list of a by-election ; quorum of the council; public notices for the by-laws; regulations for the by-laws; for authorization to sell lighting; local improvements; rate of the general tax and to increase the rate of the tax; to impose a tax upon the banks or their branches; to impose a tax on the merchants selling cigarettes; to obtain the power for the School Commissioners to borrow money to the amount of $300.000. without following the usual regulations; to impose a school tax upon the occupants of certain lots; for the notices in case of dissenting;

Hull, September, 1922.

The city of Hull,

J. WILFRID STE-MARIE,

4118—39-4 Attorney for the city of Hull.

Notice is hereby given, by Mr. Léopold Lamy, farmer, of the city of Three Rivers, that he will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to confirm the interpretation of the last will and testament of the late Désiré Lacerte, and to confirm and ratify a sale made by Léopold Lamy to St. Lawrence Paper Mills, Limited, before J. A. Trudel, N. P., the twentieth day of May, 1922.

Three Rivers, September 23rd, 1922.

BUREAU, BIGUE,

GARIEPY & GOUIN,

Agents and attorneys for Mr. Léopold Lamy.

4130—39-4

Public notice is hereby given that Mr. Georges Painchaud merchant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to validate, confirm and ratify for all lawful purposes a deed of retrocession by Joseph-F. Leblanc *es-qualité* to the said Georges Painchaud, passed before notary Lionel Joron, the 27th of September, 1919.

Montreal, November 20th, 1922.

JOSEPH JEAN,

4150—39-4 Attorney for applicant.

Public notice is hereby given that Mr. Eugene Albert Bruneau, manager, of the city andd district of Montreal, and Mr. Tetrus Cyr, farmer, of Sainte-Scholastique, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act to ratify a deed of sale by the said Eugene

le dit Albert Bruneau au dit Tetrus Cyr,devant N. Forest, N. P , de Sainte-Scholastique, en date du 4 octobre 1920, sous le numéro 6445 de ses minutes, d'un certain morceau de terre connu et désigné comme lot deux cent soixante-six (266) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Scholastique—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, et déclarant tel contrat de vente comme y liant les parties et confirmant le titre du dit Tetrus Cyr à la dite propriété.

Les procureurs du pétitionnaire,
LAFLEUR, McDOUGALL, McFARLANE &
4151—39-4 BARCLAY.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Montcalm Land Company, Limited, corporation dûment constituée suivant la loi, et ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Québec, pour l'adoption d'une loi détachant de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery les lots de terre Nos 203-1 à 203-258, inclusivement, les lots 203-A-1 à 203-A-4, inclusivement, et le lot No 204 du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery, et les annexant au territoire de la cité de Québec pour fins civiles, municipales et scolaires.

Les procureurs de la requérante,
BELLEAU, BAILLARGEON, BELLEAU
& BOULANGER.
Québec, le 27 septembre 1922. 4171—39-4

Avis est par les présentes donné par la Dominion Corset Company qu'elle s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour autorisation de remanier son capital et pour autres fins

DOMINION CORSET COMPANY.
Québec, 27 septembre 1922. 4173—39-4

Avis est donné que les exécuteurs testamentaires de la succession de l'honorable J.-Octave Villeneuve, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs, et pour autres fins.

Montréal, 27 septembre 1922.

L'avocat des requérants,
4175—39-4 ALPHONSE MORIN.

Avis public est par le présent donné, que la ville du Cap-de-la-Madeleine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet d'amender sa charte sur les matières suivantes: Erection de la ville en cité; division de la cité en six quartiers; mode d'élection du maire et des échevins; confection de la liste électorale municipale; pouvoir de faire des règlements concernant la subdivision de tout terrain comportant la création de nouvelles rues; pouvoir de faire des règlements concernant l'alignement des édifices; pouvoir d'emprunter pour payer et consolider ses dettes actuelles en une seule; pouvoir d'emprunter pour payer l'achat de son système d'aqueduc et d'égoût; pouvoir de faire un règlement concernant la nomination d'un gérant; évaluation d'une certaine partie des terres en culture et autre matières dans l'intérêt et pour la bonne administration de la cité.

Cap-de-la-Madelelne 27 septembre 1922.
L'agent et procureur de la ville du Cap-
de-la-Madeleine,
4183—39-4 LOUIS-R. GAGNE.

Albert Bruneau to the said Tetrus Cyr before N. Forest, N. P. of Sainte Scholastique, dated the 4th of October, 1920 under the number 6445 of his minutes, of a certain piece of land known and designated as lot number two hundred and sixty-six (266) of the official cadastre of the parish of Sainte Scholastique—with house and other buildings thereon erected, and declaring such deed of sale binding for the parties thereto and confirming the title of the said Tetrus Cyr to the said property.

LAFLEUR, McDOUGALL, McFARLANE &
4152—39-4 BARCLAY.
Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Montcalm Land Company, Limited, corporation duly constituted according to law, and having its head office and chief place of business in the city and district of Quebec, for the passing of an act detaching from the municipality of the parish of Saint Colomb of Sillery the lots of land Nos 203-1 to 203-258, inclusively, the lots 203-*A*-1 to 203-*A*-4, inclusively, and the lot 204 on the official cadaster of the said municipality parish of Saint Colomb of Sillery, and annexing the said lots to the territory of the city of Quebec, for civil, municipal and school purposes.

BELLEAU, BAILLARGEON,
BELLEAU & BOULANGER,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 27th September, 1922. 4172—39-4

Notice is hereby given by the Dominion Corset Company that application will be made to the Legislature, at its next session, for authorization to reorganize its capital and for other purposes.

DOMINION CORSET COMPANY.
Quebec, 27th September, 1922. 4174—39-4

Public notice is given that the testamentary executors of the estate of the Honourable J. Octave Villeneuve, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act extending their powers, and for other purposes.

Montreal, 27th September, 1922.

ALPHONSE MORIN,
4176—39-4 Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that the town of Cap de la Madeleine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend its charter on the following matters: Erection of the town into a city; division of the city into six wards; mode of election of the mayor and aldermen; making of the municipal voters' lists; power to make by-laws respecting the subdivision of any land necessiting the creation of new streets; power to make by-laws respecting the alinement of the buildings; power to borrow to pay and consolidate its present debts into one single debt; power to borrow to pay for the purchase of its waterworks and sewers systems; power to make by-laws respecting a manager; valuation of certain part of the lands under cultivation and other matters in the interest and for the proper administration of the city.

Cap-de-la-Madeleine, September, 27th, 1922.

LOUIS R. GAGNE,
Agent and attorney for the town of Cap-de-la-
4184—39-4 Madeleine.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires de l'église protestante de la municipalité, de la cité et paroisse de Lachine, incluant les villes de Lasalle et de Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, demanderont à la Législature de la province de Québec. à sa prochaine session, la passation d'un acte pour autoriser la dite municipalité à élire et avoir un conseil de six commissaires; déclarer que le conseil actuel de six commissaires a été régulièrement élu; pour rendre valides et confirmer tous les actes accomplis par le conseil de six commissaires qui a ci-devant été élu par la dite municipalité, en autant qu'il pourrait être affecté par le dit nombre, depuis le moment où un conseil de six fut d'abord en existence; et pour autres fins analogues.

Les procureurs des pétitionnaires,
BROWN, STAVELEY & JENKINS.
4191—39-4

Public notice is hereby given that the Protestant School trustees of the municipality of the city and parish of Lachine, including the towns of Lasalle and Dorval, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the said municipality to elect and have a board of six trustees; to declare the present board of six trustees to have been regularly elected; to validate and confirm all acts done and performed by the board of six trustees that has hitherto been elected by said municipality, in so far as the same way be affected by said number, from the time a board of six trustees first came into existence, and for other purposes cognate thereto.

Montreal, 27th September, 1922.
BROWN, STAVELEY & JENKINS,
Attorneys for petitioners.
4192—39-4

Avis est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour les fins suivantes: changer la date de la nomination des échevins; changer le nom de certaines rues; élever le taux de l'intérêt sur les arrérages de taxes; accorder un escompte sur les taxes; augmenter son pouvoir d'emprunt; employer son fonds d'amortissement; sanctionner certains règlements et certains actes; autoriser l'imposition de taxes spéciales sur les propriétés exemptes de taxes; et pour autres fins.

Montréal, ce 27 septembre 1922.
Les procureurs de la requérante,
4197—39-4 LACHAPELLE & LALONDE.

Notice is hereby given that the town of Saint Laurent will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to amend its charter on the following matters: to change the date of the nomination of the aldermen; change the name of certain streets; raise the rate of interest on arrears of taxes; grant a discount on taxes; increase its borowing power; make use of its sinking fund; sanction certain by-laws and certain acts; authorise the levying of special taxes on properties exempted from taxes, and for other purposes.

Montrea, September 27th 1922.
LACHAPELLE & LALONDE,
4198—39-4 Attorneys for applicant.

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Catherine, à Montréal, et les syndics de la dite paroisse s'adresseront à la Législature à sa prochaine session; pour demander l'adoption d'une loi autorisant le parachevement de l'église de la dite paroisse, les emprunts nécessaires à cette fin, ainsi que la permission d'imposer et prélever une répartition annuelle basée sur le rôle d'évaluation municipale sur les francs tenanciers catholiques romains de la dite paroisse; constituant les syndics actuellement élus avec d'autres personnes en bureau spécial pour les fins susdites, avec les droits et les pouvoirs nécessaires.

Montréal, 27 septembre 1922.
Les procureurs des requérants,
4199—39-4 LACHAPELLE & LALONDE.

Notice is hereby given that the Curé and church wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Sainte Catherine, at Montreal, and the trustees of the said parish will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to authorise the completion of the church of the said parish, the loans necessary to that end, as well as leave to impose and levy a yearly assessment based on the municipal valuation roll on the roman catholic rate payers of the said parish; incorporating the trustees now in office with other persons into a special board for the aforesaid purposes, with the necessary rights and powers,

Montreal, September 27th, 1922.
LACHAPELLE & LALONDE,
4200—39-4 Attorneys for applicants.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 493.

Dame Bertha Bellemarre, de la cité et du district des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Alide Bourassa, marchand du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Alide Bourassa, du même lieu; défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13ème jour d'octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
DESILETS & FORTIER.
Trois-Rivières, 16 octobre 1922. 4499—42-5

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Three-Rivers, Superior Court, No. 493.

Dame Bertha Bellemarre, of the City and district of Three-Rivers, wife of Alide Bourassa, duly authorized à ester en justice; plaintiff; vs Alide Bourassa, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 13th of October 1922.

DESILETS & FORTIER,
Attorneys for plaintiff.
Three-Rivers, October, 16th, 1922.
4500—42-5

Canada, province de Québec, District de Beauce, No 6716, Dans la Cour Supérieure.

Dame Rose-Anna Bolduc, épouse commune en biens de Georges Couture, charretier, de Vallée-Jonction, demanderesse; contre le dit Georges Couture, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ième jour d'octobre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
ROSAIRE BEAUDOIN.

Saint-Joseph-de-Beauce, 5 octobre 1922,
4381—41-5

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été prise le 8 septembre 1922, devant la Cour Supérieure du district de Kamouraska, No 8240, par Dame Marie-Anne Beaulieu, épouse de Charles-Eugène Lavoie, cultivateur, de la paroisse de Trois-Pistoles, dûment autorisée à cet effet contre le dit Charles-Eugène Lavoie.

Rivière-du-Loup, 9 octobre 1922.

L'avocat de la demanderesse,
4397—41-5 S. C. RIOUX.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 1084.

Dame Ethel Tennenhouse, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Mendel Lassner, marchand, du même lieu, demanderesse ; contre Mendel Lassner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,
SHULMAN & SHULMAN.

Montréal, 4 octobre 1922. 4321—40-5

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 3571.

Dame Sadie Cornfield, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac Garshon, marchand, du même lieu, demanderesse; contre Isaac Garshon, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 4 octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4323—40-5 SHULMAN & SHULMAN.

Province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 1274.

Dame Marie-Eva Côté, épouse commune en biens de Joseph-A. Bélanger, demanderesse, & le dit Joseph A. Bélanger, de la paroisse de l'Islet, comté de l'Islet, hôtellier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
GAGNE & GAGNE.

Montmagny, ce 19 septembre 1922.
4295—40-5

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, No 240. Avis est donné par les présentes que Dame Purissima Rougeau, de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, dans le district d'Iberville, épouse de Napoléon Ostigny, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

Saint-Jean, 28 septembre 1922.

Le procureur de la dite demanderesse,
4145—39-5 P. A. CHASSE.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6716.

Dame Rose-Anna Bolduc, wife common as to property of Georges Couture, carter, of Valley Junction, plaintiff, against the said Georges Couture, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this case.

ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for the plaintiff.

Saint-Joseph-de-Beauce, October 5th, 1922.
4382—41-5

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted, the 8th of September, 1922, before the Superior Court of the district of Kamouraska, No. 8240, by Dame Marie-Anne Beaulieu, wife of Charles-Eugène Lavoie, farmer, of the parish of Trois-Pistoles, duly authorized for that purpose, against the said Charles-Eugène Lavoie.

S. C. RIOUX,
Attorney for plaintiff.

Riviere-du-Loup, October 9th, 1922.
4398—41-5

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montréal, No. 1084.

Dame Ethel Tennenhouse, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Mendel Lassner, merchant, of the same place, plaintiff; against Mendel Lassner of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

SHULMAN & SHULMAN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 4th October, 1922. 4322—40-5

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 3571.

Dame Sadie Cornfield, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isaac Garshon, merchant, of the same place, plaintiff; against Isaac Garshon, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 4th October, 1922.

SHULMAN & SHULMAN,
4324—40-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 1274.

Dame Marie Eva Côté, wife common as to property of Joseph A. Bélanger, plaintiff; vs the said Joseph A. Bélanger, of the parish of l'Islet, county of l'Islet, hotel-keeper, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

GAGNE & GAGNE,
Attorneys for plaintiff.

Montmagny, September 19th, 1922.
4296—40-5

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 240. Notice is hereby given that Dame Purissima Rougeau, of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, in the district of Iberville, wife of Napoléon Ostigny, trader, of the same place, and duly authorized for the purposes hereof, has instituted an action for separation as to property against her said husband. before the said Court.

Saint John's 28th September, 1922.

P. A. CHASSE,
4146—39-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No, 5349.

Dame Irène Lemonde, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Zéphirin Huot, contracteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Zéphirin Huot, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
J.-EUDORE MORIER.

Montréal, 27 septembre 1922.
4297—40-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 983.

Dame Anna Baribeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Hector Filion, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Hector Filion, agent, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 13 septembre 1922.

Montréal, 25 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4177—39-5 BEAUREGARD & LABELLE.

Dame Almosa Vigeant, du village de Saint-Pie, district de Saint-Hyacinthe, donne, par les présentes, avis que, ce jour, sous No 1159 de la Cour supérieure de ce district, elle a institué une action en séparation de biens contre son mari, Clodomir Lussier, voyageur de commerce, du même lieu.

Saint-Hyacinthe, 23 septembre 1922.

L'avocat de la demanderesse,
4127—39-5 J.-O. BEAUREGARD.

Province de Québec, district de Montréal, No 452.

Florida Lecompte, épouse commune en biens de J.-Isidore Caza, contrateur, des cité et district de Montréal; vs J.-Isidore Caza, de la même place.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 27 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4179—39-5 LACHAPELLE & DENIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2458.

Angélina Fortier, épouse commune en biens de Eugène Beauchamp, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par un jugement de cette Cour, demanderesse; vs Eugène Beauchamp, commerçant, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 septembre 1922.

Montréal, 27 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4181—39-5 BEAUDRY & BERTRAND.

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 856. Dame Marie Valéda Plante, épouse commune en biens de Joseph-Alphonse Pelletier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph-Alphonse Pelletier, du même lieu, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5349.

Dame Irène Lemonde, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Zephirin Huot, contractor, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff, vs the said Zephirin Huot of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 27th of September, 1922.

J. EUDORE MORIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 27 the September, 1922.
4298—40-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 983.

Dame Anna Baribeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Hector Filion, agent, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Hector Filion, agent, of the said city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 13th of September, 1922.

Montreal, 25th September, 1922.

BEAUREGARD & LABELLE,
4178—39-5 Attorneys for plaintiff.

Dame Almosa Vigeant, of the village of Saint-Pie, district of Saint-Hyacinthe, hereby gives notice that, on this day, under No. 1159 of the Superior Court of the said district, she has instituted an action for separation as to property against her husband, Clodomir Lussier, commercial traveller, of the same place.

Saint Hyacinthe, September, 1922.

J. O. BEAUREGARD,
4128—39-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 452.

Florida Lecompte, wife of J. Isidore Caza, contractor, of the city oand district of Montreal; vs J. Isidore Caza, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on September 23rd, 1922.

Montreal, 27th September, 1922.

LACHAPELLE & DENIS,
4180—39-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2458.

Angelina Fortier, wife common as to property of Eugene Beauchamp, of the city and district of Montreal, duly authorized to these presents by a judgment of this court, plaintiff; vs the said Eugene Beauchamp, trader, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 18th of September, 1922.

Montreal, 27th Septen ber, 1922.

BEAUDRY & BERTRAND,
4182—39-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 856. Dame Marie Valéda Plante, wife common as to property of Joseph Alphonse Pelletier, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Alphonse Pelletier, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le quinzième jour de septembre 1922.

Québec, 15 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
FITZPATRICK, DUPRÉ, GAGNON &
3997—38-5 TASCHEREAU.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 254. Dame Exilias Martineau, modiste, de la ville de Magog, district de Saint-François, épouse de Joseph-Pierre Fleurquin, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Pierre Fleurquin, défendeur.

Une actions en séparation de biens a été instituée en cette cause le douzième jour de septembre mil neuf cent vingt-deux.

Magog, le 13 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3999—38-5 ALF. TOURIGNY.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2405. Dame Emélia Guilbault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adélard Pageau, plombier, du même lieu, et dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs le dit Adélard Pageau, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12ième jour de septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
4001—38-5 J.-EUDORE MORIER.

Beauce, Cour supérieure, No 6672. Dame Marie-Elmina Giguère, épouse de J.-Linière Vachon, commerçant, de Saint-Joseph-de-Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit J.-Linière Vachon, de Saint-Joseph, Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4029—38-5 PACAUD & MORIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 444. Dame Elen Sozanska, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Karol Krasutsky, du même lieu, demanderesse; vs Karol Krasutsky, des cité et district de Montréal, restaurateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 28 août 1922.

Montréal, 18 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
4031—38-5 AURELE TESSIER.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6483. Dame Délina Gilbert, de Saint-Propser, épouse de Ambroise Champagne, cultivateur, de Saint-Prosper, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ambroise Champagne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8ème jour de juillet 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 8 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
FORTIER, CLICHE & DUTIL.

(Vraie copie). Les procs de la demanderesse,
FORTIER, CLICHE & DUTIL,
4035—38-5

An action for separation as to property ha been instituted in this cause on the 15th o September, 1922.

Quebec, 15th September, 1922.

FITZPATRICK, DUPRÉ, GAGNON &
TASCHEREAU,
3998—38-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 254. Dame Exilia Martineau, of the town of Magog, district of Saint Francis, dressmaker, wife of Joseph Pierre Fleurquin, of the same place, contractor, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Pierre Fleurquin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twelfth day of September, 1922.

Magog, 13th September, 1922.

ALF. TOURIGNY,
4000—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2405. Dame Emelia Guilbault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adelard Pageau, plumber, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff; vs the said Adélard Pageau, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on 12th September, 1922.

Montreal, 15th September, 1922.

J. EUDORE MORIER,
4002—38-5 Attorney for plaintiff.

Beauce, Superior Court, No. 6672. Dame Marie Elmina Giguère, wife of J. Linière Vachon, trader, of Saint-Joseph-de-Beauce, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff; vs the said J. Linière Vachon, of Saint Joseph, Beauce, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 15th of September, 1922.

PACAUD & MORIN,
4030—38-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 444. Mrs. Elen Sozanska, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Karol Krasutsky, of the same place, plaintiff; vs Karol Krasutsky, of the city and district of Montreal, restaurant-keeper, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 28th August, 1922.

Montreal, 18th September, 1922.

AURELE TESSIER,
4032—38-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6483. Dame Delima Gilbert, of Saint Prosper, wife of Ambroise Champagne, farmer, of Saint Prosper. duly approved to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ambroise Champagne, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 8th day of July, 1922.

Saint Joseph, Beauce, 8th Sepremper, 1922.

FORTIER, CLICHE & DUTIL,
Attorneys for plaintiff.

(True copy),
FORTIER, CLICHE & DUTIL,
Attorneys for plaintiff. 4036—38-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3417.

Dame Rachel Caplan, épouse de Morris Lashinsky, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Morris Lashinsky, tailleur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 septembre 1922.

Montréal, 19 septembre 1922.

Les avocats de la demanderesse,

4063—38-5 DESCARIES & DESCARIES.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 3451.

Dame Alice DeCourville, épouse commune en biens de Edmond Renaud, voyageur de commerce, de la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; vs Edmond Renaud, voyageur de commerce, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 7 septembre 1922.

Montréal, 20 septembre 1922.

L'avocat de la demanderesse,

4091—38-5 JOSEPH JEAN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3417.

Dame Rachel Caplan, wife of Morris Lashinsky, of the city and district of Montreal, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Morris Lashinsky, tailor, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 8th of September, 1922.

Montreal, September 19th, 1922.

DESCARRIES & DESCARRIES,

4064—38-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No 3451.

Dame Alice DeCourville, wife common as to property of Edmond Renaud, commercial traveller, of the town of Montreal-East, district of Montreal, plaintiff; vs Edmond Renaud, commercial traveller, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 7th of September, 1922.

Montreal, September 20th 1922.

JOSEPH JEAN,

4092—38-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 109. Dame Eveline Gladu, épouse commune en biens d'Hormisdas Gendron, journalier, de la cité des Trois-Rivières, demanderesse; vs ledit Hormisdas Gendron, defendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour d'août 1922,

Trois-Rivières, 15 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,

4045—38-5 CHARLES BOURGEOIS.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 109. Dame Eveline Gladu, wife common as to property of Hormisdas Gendron, journeyman, of the city of Three Rivers, plaintiff; vs the said Hormisdas Gendron, defendant

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause on the eighth day of August, 1922.

Three Rivers, 15th September, 1922.

CHARLES BOURGEOIS,

4046—38-5 Attorney for plaintiff.

Avis

Avis est par le présent donné que le permis accordé à C. J. Oben, Company, Inc, est annulé, conformément à l'article 6105 des S. R. Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4543 C. J. SIMARD.

Notice

Notice is hereby given that the licence issued to C. J. Oben Company, Inc., is cancelled, in accordance with article 6105 Q. R. S. 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of October 1922.

C. J. SIMARD,

4544 Assistant Provincial Secretary.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent, donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du trois juillet dernier (1922), Joseph-H. Savaria, notaire, de Montréal, a été suspendu dans l'exercice de la profession de notaire, pour la durée de dix années, et ce, pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispo-

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the third day of July last (1922), Joseph H. Savaria, notary, of Montreal, has been suspended in the exercise of the profession of notary, for a period of ten years, and this, for having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of para-

sitions du paragraphe sixième de l'article 4849 du Code du Notariat.

Cette suspension prendra effet le vingt-unième jour d'octobre courant (1922), et se terminera le vingt-unième jour d'octobre mil neuf cent trente-deux, après paiement à la Chambre des notaires par l'inculpé de tous les frais et déboursés occasionnés par ledit jugement et l'exécution du dit jugement.

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.

4385—41-2 EDOUARD BIRON.

graph sixth of the article 4849 of the Notarial Code.

Such suspension will take effect on the twenty-first day of October instant (1922) and will cease the twenty-first day of October nineteen hundred and thirty-two, after due payment to the Board of Notaries by said J. H. Savaria of all fees in regards with the above judgment and the execution whereof.

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON

4386—41-2 Secretary B. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent, donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du trois juillet dernier (1922), Armand Boisseau, notaire, résidant à St-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, a été destitué de la charge de notaire pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions des paragraphes sixième et septième de l'article 4849 du Code du Notariat.

Such removal will take effect the twenty-first day of October instant (1922).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,

4387—41-2 Secretary, B. N.

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the third day of July last (1922), Armand Boisseau, notary, residing at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe, has been removed as notary, having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of paragraphs sixth and seventh of the article 4849 of the Notarial Code.

Cette destitution prendra effet le vingt-et-unième jour d'octobre courant (1922).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire, C. N.

4388—41-2 EDOUARD BIRON.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent , donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du trois juillet dernier (1922), Joseph-Alphonse Mousseau, notaire, ci-devant de Montréal, a été destitué de la charge de notaire pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les paragraphes sixième et septième de l'article 4849 du Code du Notariat.

Cette destitution prendra effet le vingt-unième jour d'octobre courant (1922).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.

4389—41-2 EDOUARD BIRON.

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the third day of July last (1922), Joseph Alphonse Mousseau, notary, formerly of the city of Montreal, has been removed as notary, having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of paragraphs sixth and seventh of the article 4849 of the Notarial Code.

Such removal will take effect the twenty-first day of October instant (1922).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October, nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,

4390—41-2 Secretary N. B.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent, donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du dix juillet dernier (1922), Joseph-Archie-Albéric Mondou, notaire, ci-

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the tenth day of July last (1922), Joseph-Archie-Albéric Mondou, notary, form-

evant de Montréal, a été destitué de la charge de notaire pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions des articles sixième et septième de l'article 4849 du Code du notariat.

Cette destitution prendra effet le vingt-et-unième jour d'octobre courant (1922).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.

4391—41-2 EDOUARD BIRON.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent, donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du vingt-et-un septembre dernier (1922), Joseph-Octave Lavallée, notaire, ci-devant de Saint-Gabriel de Brandon, a été destitué de la charge de notaire pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions de l'article 4841 du Code du Notariat.

Cette destitution prendra effet le vingt-et-unième jour d'octobre courant (1922).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.

4393—41-2 EDOUARD BIRON.

erly of the city of Montreal, has been removed as notary, having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of paragraphs sixth and seventh of the article 4849 of the Notarial Code.

Such removal will take effect the twenty-first day of October instant (1922).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October, nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,

4392—41-2 Secretary B. N.

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the twenty-first day of September last (1922), Joseph-Octave Lavallée, notary, formerly residing at Saint-Gabriel of Brandon, has been removed as notary, having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of article 4841 of the Notarial Code.

Such removal will take effect the twenty-first day of October instant (1922).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October, nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,

4394—41-2 Secretary B. N.

Avis divers

"Harris Box & Card Company, Limited".

Règlement 48.

Le règlement No 13 des règlements de la Compagnie est révoqué et remplacé par le suivant:

Les affaires de la Compagnie seront administrés par un conseil de cinq directeurs, il faudra la présence de trois de ces derniers pour constituer un quorum.

Vraie copie du règlement 48, passé le 7 juillet 1922.

Le secrétaire,

4495 M.-G. HEBERT.

"Harris Box & Card Company, Limited".

Règlement 52.

Le règlement No 1 de la compagnie fait le 10 juillet 1922, est par les présentes rescindé et remplacé par le suivant:

La principale place d'affaires de la Compagnie sera à Lennoxville, dans la province de Québec.

Vraie copie du règlement 52, fait le 5 septembre. 1922.

Le secrétaire,

4497 M.-G. HÉBERT.

Avis est donné au public en vertu de la section 6016 de la Loi des Compagnies de Québec, 1920, que La Cie de Pouvoir du bas St-Laurent, par un règlement adopté par son Bureau de Direction à une assemblée tenue le 31ème jour de juillet 1922, approuvé confor-

Miscellaneous Notices

"Harris Box & Card Company, Limited".

By-law 48.

By-law No 13 of the by-laws of the Company is repealed and replaced by the following:

The affairs of the Company shall be managed by a Board of five Directors, of whom three shall be present to constitute a quorum.

A true copy of by-law 48 enacted July 17th. 1922.

M. G. HEBERT,

4496 Secretary.

"Harris Box & Card Company, Limited".

By-law 52.

By-law 1 of the Company enacted on the 10th day of July, 1922, is hereby rescinded and replaced by the following:

The Company's chief place of business shall be in the town of Lennoxville, in the Province of Quebec.

A true copy of by-law 52 enacted September, 5th, 1922.

M. G. HEBERT,

4498 Secretary.

Public Notice is hereby given that under section 6016 of Quebec companies Act 1920, Lower St. Lawrence Power Company, by a by-law passed by its Board of Directors at a meeting held on the 31st day of July 1922, approved according to law, at a special gene-

mément à la loi, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie, dûment convoquée à cet effet, et tenu le 31ème jour de juillet, 1922, a augmenté le nombre de ses directeurs par le règlement suivant:

Assemblée des directeurs, juillet 31, 1922. Il est proposé, secondé et résolu à l'unanimité Règlement No 11: Un bureau de direction composé de neuf membres sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie.

Assemblée des actionnaires juillet 31, 1922: Il est proposé, secondé et résolu à l'unanimité: Que le règlement No 11 adopté à une assemblée du bureau de direction, lequel règlement vient d'être lu à cette assemblée, soit par les présentes sanctionné et approuvé.

Je certifie que ce qui précède sont des copies fidèles des minutes de la compagnie et qu'aux deux assemblées ci-dessus mentionnées, tous les directeurs et actionnaires de la compagnie étaient présents représentant la totalité du capital souscrit.

Rimouski, le 14 octobre 1922,

Le secrétaire,

4511 P.-E. GAGNON.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295*a* des Statuts refondus, 1909, et amendements, que "La compagnie de pouvoir du Bas Saint-Laurent", corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Rimouski, dans le comté de Rimouski, se propose de demander l'autorisation de faire faire un barrage sur la rivière Métis, dans le comté de Matane; le dit barrage devant être situé à travers ladite rivière et appuyé d'un côté sur le No 95-*c*, du troisième rang de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, dans la seigneurie du fief Pachot, de l'autre côté sur le lot 446 de la paroisse de Sainte-Flavie, dans la seigneurie Lepage et Thivierge.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et le terrain qui sera affecté pour le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Rimouski, Qué.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU BAS SAINT-LAURENT.

Le président et gérant,

J.-A. BRILLANT.

Rimouski, 25 août 1922. 4509—42-3

ral meeting of the sheraholders of the said company duly called for that purpose and held on the 31st day of July 1922, has increased the number of its directors by the following by-laws:

Meeting of directors: July 31st 1922. It was moved, seconded and unanimously resolved: By-Law No 11: A board of nine directors shall be elected annually from among the shareholders of the company.

Meeting of the shareholders, July 31st 1922: It was moved seconded and unamimously resolved: That by-law No 11 passed at a meeting of the Board of Directors, and which by-laws has just been read to this meeting be and is hereby sanctioned and approved.

I certify that the above are true copies extract of the minutes of the company, and that at the two above meetings, all and every directors and sheraholders of the company were present, representing the totality of subscribed stock.

Rimouski, Oct. 14th 1922.

P. E. GAGNON,

4512 Secretary.

Public notice is hereby given, pursuant to article 7295*a* of the Revised Statutes, 1909, and amendements thereto, that "La Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent", a body politic and corporate, having its head office in the town of Rimouski, in the county of Rimouski, intends to apply for authorization to dam the Métis river, in the county of Matane; the said dam to be built across the said river and abutting on one side on the lot No. 95-*c* of the third range of the parish of Saint-Octave-de-Métis, in the seigniory of Fief Pachot, and on the otherside, on the lot 446 of the parish of Sainte Flavie, in the seigniory Lepage and Thivierge.

Notice is further given that a petition to that effect accompanied by the plans and specification showing the site chosen for the erection of such works and the lands which will be affected by the raising of the waters, have been transmitted to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Rimouski, Que.

The application contained in the petition will be considered on or after the day following the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU BAS SAINT-LAURENT.

President and manager,

J.-A. BRILLANT.

Rimouski, August 25th, 1922. 4510—42-3

Avis de Liquidation

EXTRAIT des minutes d'une assemblée générale des actionnaires de la compagnie dite "The Chronicle Printing Company" tenue au bureau de la compagnie, en la cité de Québec, le treizième jour d'octobre 1922.

Il est proposé par monsieur J.-P. Craig appuyé par monsieur R. McQueen:

"Que cette compagnie soit liquidée volontairement et dissoute en vertu des provisions de la Section 6120 et seq. des Statuts Refondus de Québec et que P.-F. Seymour, C. A.

Winding-up Notice

EXTRACT from the minutes of a General Meeting of the Shareholders of The Chronicle Printing Company held at the office of the company in the city of Quebec on the 13th day of October, 1922.

It was moved by Mr. J. P. Craig seconded by Mr. R. McQueen:

"That this company shall be wound up voluntarily and dissolved under the provisions of Section 6120 et seq. of he Revised Statutes of Quebec and that P. F. Seymour, C. A. of

de la firme Robert Wilson & Co., comptables autorisés de la cité de Montréal, soit nommé liquidateur de la compagnie aux fins de liquider les affaires de la compagnie et de distribuer son actif."

Le président demanda le vote sur la dite résolution et votèrent en faveur de ladite résolution les actionnaires de la compagnie représentant personnellement ou par procuration 590 actions, étant toutes les actions représentées à l'assemblée. Le président s'assura alors que la résolution avait été adoptée par une majorité des actionnaires représentant plus que les deux tiers du capital de la compagnie et il déclara ensuite que la résolution avait été dûment adoptée.

Certifié un extrait fidèle des minutes de l'assemblée générale de la compagnie dite "The Chronicle Printing Company" tenue le 13ème jour d'octobre, 1922.

Québec, 13 octobre 1922.

Le secrétaire,
A.-J. EGAN.

Daté ce dix-septième jour d'octobre 1922,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4541

the city of Montreal, be appointed the Liquidator of the Company for the purpose of winding up the affairs of the Company and of distributing its assets."

The Chairman then put the resolution to the meeting and there voted in favor of the said resolution Shareholders of the Company representing in person and by proxy 590 shares, being all the shares represented at the meeting. The Chairman thereupon verified that the resolution had been passed by a majority of the Shareholders representing more than two-thirds of the stock of the Company, and the Chairman thereupon declared that the resolution had been duly passed.

Certify a true extract from the minutes of a General Meeting of The Chronicle Printing Company held on the 13th day of October, 1922.

Quebec, October 13th, 1922.

S. A. EGAN,
Secretary,

Dated this seventeenth day of October 1922,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4542

Bureaux-chef

Avis est par le présent donné que la compagnie "Universal Contractors, Incorporated" constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juin 1922, a établi son bureau chef au No 511 rue Ste-Catherine Ouest, Chambre 213 Edifice Drummond, en la cité de Montréal, district de Montréal, et qu'à compter de la date dudit avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce sixième jour d'octobre mille neuf cent vingt deux.

Le secrétaire.
H. LINDSAY.

4545

Avis est par le présent donné que l'"Edifice Marcil Trust, Incorporée" ayant été incorporée d'après la section 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, par lettres patentes, émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 29 août 1922, a établi son bureau-chef à Montréal, au numéro 288-290, rue Saint-Jacques. A compter de la date de cet avis, ce bureau sera considéré comme le bureau-chef de la Compagnie.

Daté à Montréal, le quatrième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Bureau de Direction provisoire,
Le Président,
J. OGILVY HARRIS.

4569

Chief Offices

Notice hereby given that Universal Contractors, Incorporated, incorporated by Letters Patents, granted on the 22nd day of June, 1922, has established its head office at No 511 St. Catherine Street West, Room 213 Drummond Building, in the city and district of Montreal, and after the date of said notice the said office shall be considered by the Company, as the Head Office.

Dated at Montreal, this 6th day of October, nineteen hundred and twenty-two.

H. LINDSAY,
Secretary.

4546

Notice is hereby given that the "Marcil Trust Building, Incorporated" having been incorporated under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec and bearing date of August 29th, 1922, has made its head office in Montreal at 288-290, Saint James street. From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this fourth day of October, one thousand nine hundred twenty two.

J. OGILVY HARRIS,
Chairman.
Provisional Board of Directors.

4570

Compagnies autorisées à faire des opérations

La Compagnie "Jaffe Brothers, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes

Companies authorized to do business

The company "Jaffe Brothers, Limited", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the province of Quebec,

aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 591, rue Sainte-Catherine-ouest.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Edmund Ritchie, de Montréal.

Québec, 28 septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4547 C. J. SIMARD.

La Compagnie "Western Importing Company", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charge, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 35, rue Saint-Nicholas.

Son agent principal, aux-fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. H. C. Walby, de Montréal

Québec, 9 octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4549 C.-J. SIMARD.

and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at No 591 St. Catherine St West, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John Edmund Ritchie, of Montreal.

Quebec, 28th September, 1922.

C. J. SIMARD,

4548 Assistant Provincial Secretary.

The "Western Importing Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at No 35 St. Nicholas St, Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against, it, is Mr. H. C. Walby, of Montreal.

Quebec, October 9th, 1922.

C. J. SIMARD,

4550 Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Québec, ce 13 octobre 1922

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 12 octobre 1922, d'accorder en faveur de M. Z. Rivard, N. P., de Ville-Marie, comté de Témiscamingue, le transfert des minutes, répertoire et index de feu J.-D. Pellerin, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

4491 C.-J. SIMARD.

Québec, ce 2 octobre 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, pour M. Joseph-Théophile Legault, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu James Lonergan, en son vivant notaire du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

4265—40-5 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, October 13th, 1922

Notice is hereby given, in accordanc with the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-governor has been pleased, by Order in Council dated the 12th, of October, 1922, to grant in favour of M. Z. Rivard, N. P., of Ville-Marie, County of Temiscamingue, the transfer of the minutes, repertory and index of the late J. D. Pellerin, in his lifetime, notary of the same place.

C. J. SIMARD,

4492 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, September 2nd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Théophile Legault, notary, residing and practicing at Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late James Lonergan, in his lifetime, notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,

4266—40-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 483.

Albéric Cloutier, demandeur, vs Joseph Brulotte, défendeur, et Georges Fortin, opposant.

Sur l'ordre de l'honorable juge Bruneau,

Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 483.

Alberic Cloutier, Plaintiff, vs Joseph Brulotte, Defendant, & George Fortin, Opposant.

By order of the Honourable Justice Bru-

donné le vingt-cinquième jour de septembre 1922. Il est ordonné aux créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, de les produire en cette cause, au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la "Gazette Officielle" de Québec, conformément aux articles Nos 673-674 du Code de procédure civile.

Le député protonotaire,

4493—42-2 T. DEPATIE.

neau, given the twenty-fifth day of September, 1922. It is ordered to the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, to produce them in this cause, in the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the "Quebec Official Gazette" in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

T. DEPATIE,

4494—42-2 Dep. P. S. C. M.

Soumissions

VILLE DE MONTREAL-EST

SOUMISSIONS

Avis est par les présentes donné, que le conseil municipal de la ville de Montréal-Est recevra, d'ici au 30 octobre courant, 1922, jusqu'à cinq heures de l'après-midi au bureau du soussigné, secrétaire-trésorier, No 5430 Notre-Dame, Montréal-Est, des soumissions cachetées, pour l'achat de $250,000. d'obligations de la ville de Montréal-Est, émises en vertu du règlement No 65 de la ville, approuvé par les électeurs municipaux le 16 juillet 1917, et par le lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel, en date du 13 septembre 1917, conformément aux dispositions de la charte amendée de la ville (6 Geo. V., chap. 50) et à celles de l'article 5784 S. R. Q., 1909.

Ces obligations sont datées du premier août 1917 et rachetables le premier août 1932; elles portent intérêt au taux de 6 % par année, payable semi-annuellement les premiers août et février de chaque année et sont payables au porteur, au bureau principal de la Banque d'Hochelaga dans les cités de Montréal et Québec ou à l'option du détenteur au bureau de la National Park Bank dans la cité de New-York, état de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique.

Elles sont émises en deux séries: Série "A" comprenant trois cents (300) obligations de la dénomination de $500. chacune, numérotées consécutivement de 1 à 300 inclusivement; série "B" comprenant cent (100) obligations de la dénomination de $1000. chacune, numérotées consécutivement de 1 à 100 inclusivement.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié égal à 1 % du montant de l'emprunt et doit mentionner si le prix offert comprend ou exclut l'intérêt accru sur les obligations au temps de la livraison, laquelle pourra se faire le premier novembre 1922, attendu que ces obligations sont actuellement déposées en fiducie au bureau de The Sun Trust Company, en la cité de Montréal, conformément aux termes d'un acte de fiducie en date du 26 novembre 1917 passé devant J.-Emery Coderre, notaire public.

Les chèques déposés par les soumissionnaires dont les offres ne seront pas acceptées leur seront remis sans délai. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

La ville de Montréal-Est ne s'engage pas à

Tenders

TOWN OF MONTREAL EAST

TENDERS

Notice is hereby given that the municipal council of the town of Montreal East will receive from now until the thirtieth day of October instant 1922, till five o'clock in the afternoon at the office of the undersigned, secretary-treasurer, No 5430 Notre-Dame Street Montreal East, sealed tenders for the purchase of $250,000. of debentures of the town of Montreal, East issued in virtue of by-law No 65 of the town, approved by the municipal electors on the 16th of July 1917 and by the lieutenant-governor in council by order dated September 13th 1917, in conformity with the dispositions of the amended charter of the town (6 Geo. V, chap. 50) and to the article 5784 R. S. Q. 1909.

These debentures are dated 1st August 1917 and redeemable 1st August 1932; they bear interest at the rate on 6% per annum payable semi-annually on the first days of August and February in each year and are payable to the bearer at the chief office of the bank of Hochelaga in the cities of Montreal and Quebec or at the option of the owner at the office of the National Park Bank, New-York State, one of the United States of America.

These debentures are issued in two series: series "A" comprising three hundred (300) debentures of the denomination of $500. each, numbered consecutively from 1 to 300 both inclusive; series "B" comprising one hundred (100) debentures of the denomination of $1000. each, numbered consecutively from 1 to 100 both inclusive.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of this loan and must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the debentures at the time of their delivery, which delivery may be effected on the 1st of November 1922, whereas said debentures are actually deposited in trust at the office of The Sun Trust Company in the city of Montreal, according to the terms of a Trust Deed dated 26th November 1917 executed before J. Emery-Coderre, notary public.

Cheques deposited by the tenderers whose offers will not be accepted will be handed back to them without delay; that of the successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

The town of Montreal East does not bind

accepter la plus haute soumission ni aucune autre.

Donné à Montréal-Est, ce dixième jour d'octobre 1922.

Le secrétaire-trésorier de la ville
4423—41-2 J. EMERY-CODERRE

itself to accept the highest or any tender.

Given at Montreal East, on this tenth day of October 1922.

J. EMERY-CODERRE,
4424—21-2 Secretary-treasurer of the town.

Dans l'affaire de "The Great Eastern Paper Company, Limited, cédante autorisée.

LIMITES A BOIS, PULPERIE ET SCIERIE

Avis de vente par soumission.

Avis est par le présent donné que conformément à la Loi des faillites The Royal Trust Company, Montréal, en sa qualité de syndic autorisé aux biens de The Great Eastern Paper Company, Limited, cédante autorisée, dûment autorisé à cette fin, offre en vente par soumissions toutes les propriétés mobilières et immobilières de ladite cédante autorisée, comprenant approximativement 1,400 acres de terre à bois en franc-alleu, situé dans le canton de Denoue, dans le comté de Gaspé, dans la province de Québec, étant les blocs "B" et "C" dudit comté; 450 milles carrés plus ou moins de limites à bois sous licence de la Couronne, comprenant les limites rivière Madeleine No 2, 3, 4, 5, et 6, nord, les limites rivière Madeleine numéros 1, 2 et 3, sud, limites rivière Pierre et Claude numéro 29, canton Taschereau, numéro 30 et canton Denoue, numéro 19, avec ensemble les pouvoirs d'eau, la scierie (la pulperie partiellement endommagée par le feu) les machineries, outillages, fond de commerce, magasins, fournitures et provisions, ainsi que le capital action émis de la Magdelen River Valley Railway Company. Visible en aucun temps.

La vente est sujette à tous les contrats existants avec la réserve de tous les comptes recevables et de l'argent en caisse.

Lesdites soumissions seront reçues par The Royal Trust Company, en sa qualité de syndic autorisé jusqu'au 3 novembre, 1922, inclusivement.

La vente se fera en bloc, au comptant, et tous les soumissionnaires devront inclure avec leur soumission un chèque accepté sur une banque à charte du Canada, payable à l'ordre de The Royal Trust Company, le syndic autorisé, pour une somme égale à dix pour cent, du montant de la soumission, laquelle somme dans le cas où la soumission serait acceptée sera affectée comme partie du paiement du prix d'achat et sera remise dans le cas où la soumission ne serait pas acceptée.

Si un acheteur dont la soumission a été acceptée ne se conforme pas aux conditions de la vente ou du paiement du plein montant du prix d'achat dans le cours d'une semaine de l'acceptation de la soumission, alors dans ce cas, ledit dépôt sera confisqué et appartiendra irrévocablement à The Royal Trust Company, syndic autorisé, comme dommages liquidés.

Les syndics autorisés ne s'obligent pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Des renseignements supplémentaires seront fournis sur demande en s'adressant au soussigné.

Le syndic autorisé,
THE ROYAL TRUST COMPANY.
105, rue Saint-Jacques, Montréal. 4267—40-4

In the matter of the Great Eastern Paper Company, Limited, authorized assignor.

TIMBER LIMITS, PULP AND SAW MILLS

Notice of sale by tender

Notice is hereby given that, pursuant to the Bankruptcy Act, The Royal Trust Company, Montreal, as authorized assignee of the property of the Great Eastern Paper Company, Limited, authorized assignor duly authorized for the purpose, offers for sale by tender all the moveable and immoveable property of the authorized assignor, including approximately 1400 acres of freehold timber lands situated in the township of Denoue, in the county of Gaspé, in the province of Quebec, being blocks "B" and "C" of the said township; 450 square miles more or less of timber limits under license from the Crown, consisting of limits River Magdalen Nos. 2, 3, 4, 5 and 6 north, limits River Magdalen Nos 1, 2 and 3 south, limits River Pierre and Claude No. 29, township of Taschereau No. 30 and township of Denoue No. 19, together with water powers, saw mill, (Pulp mill partially damaged by fire), machinery, equipment, stock, stores, supplies and provisions, and all the issued capital stock of the Magdalen River Valley Railway Company. All open for inspection.

The sale is to be subject to all existing contracts and a reserve of all accounts receivable and cash on hand.

Tenders for the above will be received by The Royal Trust Company, as authorized assignee, up to and including the 3rd day of November, 1922.

The sale will be made en bloc for cash and any intending purchaser must enclose with his tender as a deposit an accepted cheque of a chartered bank in Canada, to the order of The Royal Trust Company, as authorized assignee for a sum equal to ten per cent of the amount of the tender, which deposit, in the event of the acceptance of the tender, will be applied on account of the purchase price, and if the tender is not accepted will be returned. Should any purchaser whose offer has been accepted fail to comply with the conditions of the sale or to pay the full amount of the purchase price within one week from the acceptance of his tender, then, in such event, the said deposit shall be forfeited and shall belong absolutely to The Royal Trust Company, as authorized assignee, as liquidated damages.

The authorized assignee shall not be bound to accept the highest or any tender.

Information may be obtained by application to the undersigned.

THE ROYAL TRUST COMPANY,
Authorized assignee.
105, Saint James street, Montreal. 4268—40-4

Des soumissions cachetées adressées au secrétaire-trésorier, cité de Verdun, seront reçues par le soussigné, jusqu'au 23 octobre 1922, à 7 p.m., au greffe de la corporation de la cité de Verdun, hôtel de ville, Verdun, pour l'achat de l'émission suivante de débentures:

Règlement No 184, montant de $175,000.00, date d'échéance, le 1er novembre 1942; taux d'intérêt 6% ; principal et intérêts payables au bureau-chef de la banque Hochelaga, en la cité de Montréal.

Les débentures du règlement No 184 sont par coupures de $1,000.00 chacune avec coupons d'intérêts annexés payables les 1er mai et novembre de chaque année.

Le règlement en vertu duquel les débentures sont émises, à été approuvé par la Commission Métropolitaine de l'Ile de Montréal, et par le lieutenant gouverneur en Conseil.

La livraison des débentures se fera vers le 1er novembre 1922.

Le dépôt exigé par la loi doit accompagnée chaque soumission.

Sur demande, on fournira toutes particularités sur ces émissions. Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute soumission ni aucune autre.

Les soumissions seront prises en considération le 23 octobre et les débentures accordées sur décision du conseil.

Par ordre du conseil,

Le secrétaire-trésorier,
J. WHISHART.

Hôtel-de-Ville.
2 octobre 1922. 4335—40-3

Sealed tenders, addressed to the secretary-treasurer, city of Verdun, will be received by the undersigned, until 7 p. m. October 23rd 1922, at the office of the corporation of the city of Verdun, city hall, Verdun, for the purchase of debentures being issued under by-law No. 184.

By-law No. 184, amount of $175,000.00; date of maturity November 1st, 1942; rate of interest 6% per annum; principal and interest payable at the Chief office of the banque d'Hochelaga in the city of Montreal.

The debentures of by-law No. 184 are in denominations of $1,000.00 each, with interest coupons attached thereto payable the 1st day of May and of November in each year.

The by-law under which the above debentures are being issued have been approved by the Metropolitan Commission of the island of Montreal and by the Lieutenant Governor in Council.

Delivery of the bonds can be made for November 1st 1922.

A deposit called for by law must accompany each tender.

Full particulars of the issue may be had upon application.

The Council does not bind itself to accept the highest or any other tender.

The tenders will be considered on October 23rd and bonds awarded in accordance with the decision of the council.

By order of the council.

J. WHISHART,
Secretary-treasurer.

City hall,
Verdun, October, 2, 1922. 4336—40-3

MUNICIPALITE SCOLAIRE DE LA VILLE DE COATICOOK

COMTE DE STANSTEAD

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Municipalité scolaire de la ville de Coaticook,comté de Stanstead, jusqu'à CINQ heures de l'après-midi, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1922, pour l'émission et l'achat des débentures suivantes, en vertu d'une résolution des Commisaires d'écoles pour la dite Municipalité, dûment approuvée suivant la loi.

Montant:$35,000.00, remboursable dans une période de trente ans, à un taux d'intérêt de six pour cent par année.

L'émission se compose de deux séries: La Série "A" comprend quatre-vingt-cinq débentures de cent piastres chacune numérotées de 1 à 85 inclusivement et la Série "B" comprend cinquante-trois débentures de cinq cents piastres chacune numérotées de 1 à 53 inclusivement, toutes datées du premier octobre 1922, et payables au porteur au Bureau de La Banque Nationale, Coaticook, Qué. ou à tout autre endroit qui pourra être fixé par la Commission scolaire sur simple résolution.

Chaque débenture pourra devenir nominative quant au capital.

L'intérêt est payable semi-annuellement le premier jour d'avril et le premier jour d'octobre de chaque année, au même endroit que les débentures. Les semestres d'intérêts sont représentés par des coupons payables au porteur et annexés aux débentures.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COATICOOK.

STANSTEAD COUNTY

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received by the undersigned secretary-treasurer of the school Municipality of the Town of Coaticook, Stanstead County, until FIVE o'clock in the afternoon on the SEVENTH day of NOVEMBER 1922, for the issue and purchase of the following debentures, in virtue of a resolution of the School Commissioners for the Town of Coaticook, duly approved according to law.

Amount: $35,000.00, redeemable in a period of thirty years, bearing interest at a rate of six per cent per annum.

The issue is composed of two series. The series "A" comprises eighty-five debentures of one hundred dollars each, numbered from one to eighty-five inclusively. The series "B" comprises fifty-three debentures of five hundred dollars each numbered from one to fifty-three inclusively. All those debentures are dated the First day of October 1922 and are payable to bearer at the office of La Banque Nationale, Coaticook, Que. or at any other place to be fixed by the School Corporation by mere resolution.

Each debenture can be made payable to any person as to the principal.

The interest is payable semi-annually the First of April and the First of October of each year, at the same place as the debentures. The interest instalments are represented by coupons payable to bearer and annexed to the debentures.

Les débentures et les intérêts sont payables tel qu'indiqué dans le tableau ci-après.

The debentures are payable with interest, as shown in the following table.

Années — Years	2 semestres d'intérêts — 2 instalments of interests	Capital	Total	Numéros des débentures — Numbers of debentures	
				Série "A" — Series "A"	Série "B" — Series "B"
1923	$ 2,100.	$ 400.	$ 2,500.	1 à-to 4	
1924	2,076.	500.	2,576.	5 à-to 9	
1925	2,046.	500.	2,546.	10 à-to 14	
1926	2,016.	500.	2,516.	15 à-to 19	
1927	1,986.	600.	2,586.	20.	1.
1928	1,950.	600.	2,550.	21.	2.
1929	1,914.	600.	2,514.	22.	3.
1930	1,878.	700.	2,578.	23 à-to 24	4.
1931	1,836.	700.	2,536.	25 à-to 26	5.
1932	1,794.	700.	2,494.	27 à-to 28	6.
1933	1,752	800.	2,552.	29 à-to 31	7.
1934	1,704.	800.	2,504.	32 à-to 34	8.
1935	1,656.	900.	2,556.	35 à-to 38	9.
1936	1,602.	900.	2,502.	39 à-to 42	10.
1937	1,548.	1,000.	2,548.		11 à-to 12.
1938	1,488.	1,100.	2,588.	43.	13 à-to 14.
1939	1,422.	1,100.	2,522.	44.	15 à-to 16.
1940	1,356.	1,200.	2,556.	45 à-to 46	17 à-to 18.
1941	1,284.	1,300.	2,584.	47 à-to 49	19 à-to 20.
1942	1,206.	1,300.	2,506.	50 à-to 52	21 à-to 22.
1943	1,128.	1,400.	2,528.	53 à-to 56	23 à-to 24.
1944	1,044.	1,500.	2,544.	57 à-to 61	25 à-to 26.
1945	954.	1,600.	2,554.	62.	27 à-to 29.
1946	858.	1,700.	2,558.	63 à-to 64	30 à-to 32.
1947	756.	1,800.	2,556.	65 à-to 67	33 à-to 35.
1948	648.	1,900.	2,548.	68 à-to 71	36 à-to 38.
1949	534.	2,000.	2,534.	72 à-to 76	39 à-to 41.
1950	414.	2,100.	2,514.	77 à-to 82	42 à-to 44.
1951	288.	2,300-	2,588.	83 à-to 85	45 à-to 48.
1952	150.	2,500.	2,650.		49 à-to 53.

L'offre devra être accompagnée d'un chèque accepté de un pour cent du montant de l'emprunt, et mentionnera si elle est sujette à l'intérêt accru ou non. Les offres seront étudiées par la Commission scolaire à une assemblée publique qui sera tenue le 7 novembre 1922 à sept heures et demie de l'après-midi.

La Commission scolaire ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
P.-E. DUROCHER.

Coaticook, 11 octobre 1922. 4521

The offer must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan and should mention if it is subject to accrued interest or not. The offers will be considered by the School corporation at a public meeting to be held on November 7th, 1922, at half past seven o'clock in the afternoon.

The School corporatiopn does not bind itself to accept the highest or any other tender.

P. E. DUROCHER,
Secretary-Treasurer.

Coaticook, 11th October, 1922. 4522

Ventes, Loi de faillite

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs tel que mentionné plus bas.

No 19—In Re J.-Armand Boisseau, de la cité de St-Hyacinthe, dans le comté de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, cédant-autorisé.

Trois terres portant respectivement les numéros cent soixante-neuf, cent soixante-dix (Nos 169-170) et la moitié nord-ouest du lot numéro cent soixante-onze (½ No 171) du cadastre officiel du Canton de Wendover, dans la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil,—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues, lot par lot, en trois adjudications séparées et consécutives, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, dans le comté de Drummond, le JEUDI, VINGT-TROISIEME jour du

Sales, Bankruptcy Act

Notice is hereby given that the lands and tenements undermentioned will be sold at the respective time and place mentionned below.

No 19—In Re: J Armand Boisseau, of the city of St- Hyacinthe, in the county of St. Hyacinthe, district of St. Hyacinthe, authorized assignor.

Three tracts of land bearing respectively the numbers one hundred and sixty nine, one hundred and seventy (Nos 189-170) and the northwest half of the lot number one hundred and seventy one (N. W. ½ No 171) of the official cadastre of the township of Wendover, in the parish of Notre-Dame-du-Bon-Conseil,—with the buildings thereon erected.

To be sold, lot by lot, in three separate and consecutive adjudications, at the church door of the parish of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, in the county of Drummond, on THURSDAY, the TWENTY THIRD day

mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Daté à St-Hyacinthe, le quatorzième jour du mois d'octobre 1922.

Le syndic-autorisé,
L.-A. BRUNELLE.

Bureau: 110 rue Mondor, St-Hyacinthe.
4505—42-2

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs tel que mentionné plus bas.

No 19—In Re J.-Armand Boisseau, de la cîté de St-Hyacinthe, dans le comté de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, cédant-autorisé.

1. Un terrain mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur une profondeur de cent cinq pieds dans la ligne nord-est, et de cent pieds dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise, mais sans aucune garantie de mesure précise, et étant une partie du lopin de terre qui a été détachée autrefois de la terre désignée sous le numéro mille quatre-vingt-neuf (No 1089) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hyacinthe, et situé maintenant dans le quartier numéro cinq de la cité de St-Hyacinthe, lequel terrain est borné en front, au sud-est, par le chemin public connu maintenant comme rue Girouard, en profondeur, par le terrain ci-après désigné, d'un côté, par partie du dit lot numéro mille quatre-vingt-neuf appartenant à Oscar Pothier, et de l'autre côté par la rue Tellier.

2. Un autre emplacement sis et situé en la cité de St-Hyacinthe, dans le quartier numéro cinq, et y connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Hyacinthe, comme étant et faisant partie du lot numéro mille quatre-vingt-neuf (1089) de la contenance de cinquante pieds de front par cent vingt-deux de profondeur, le tout mesure anglaise et renfermé dans les limites suivantes: en front, la rue Tellier, en profondeur, par la partie du dit lot de terre numéro mille quatre-vingt-neuf appartenant au dit Oscar Pothier, d'un côté le terrain ci-dessus désigné et le dit Oscar Pothier, et de l'autre côté par partie du dit lot numéro mille quatre vingt-neuf appartenant à Louis Tellier.

Pour être vendus en deux adjudications distinctes et consécutives, sur les lieux, en la cité de St-Hyacinthe, MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures du matin.

Daté à Saint-Hyacinthe, le quatorze octobre 1922.

Le syndic-autorisé,
L.-A. BRUNELLE.

110 Mondor, St-Hyacinthe. 4507—42-2

Dans l'affaire de l'actif de: Xavier Bilodeau, Saint-Ludger, comté de Beauce, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des faillites, le 7 octobre 1922, tel que prescrit par la Loi des faillites, 1920.

L'immeuble suivant sera vendu par enchère publique, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE 1922, à TROIS heures de l'après-midi, au

of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dated at St. Hyacinthe, the fourteenth day of the month of October, 1922.

Office: 110 Mondor street, St-Hyacinthe.

L.A. BRUNELLE,
Authorized Trustee.

4506—42-2

Notice is hereby given that the lands and tenements undermentioned will be sold at the respective time and place mentioned below.

No. 19-Re Armand Boisseau, of the city of Saint-Hyacinthe, in the County of Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, Authorized Assignor.

1. A piece of land measuring seventy five feet in width by a depth of one hundred and five feet in the northeast line and of one hundred feet in the southwest line, the whole English measurements but without guarantee as to precise measurements, and being a part of the parcel of land formerly detached from the tract of land designated under the unmber one thousand and eighty nine, (1089), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe, and now situated in Ward number Five of the city of Saint-Hyacinthe, said piece of land being bounded in front to the southeast by the public road new known as Girouard street, in depth by the land hereunder described, on one side by part of the said lot one thousand and eighty nine belonging to Oscar Pothier and on the other side by Tellier street.

2. Another emplacement lying and situate in the city of Saint Hyacinthe, in Ward number Five, and there known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Hyacinthe, as being and forming part of the lot number one thousand and eighty nine (1089), containing fifty feet in front by one hundred and twenty two feet in depth, the whole English measurements and contained within the following limits: in front, Tellier street, in depth, the part of the said lot number one thousand and eighty nine belonging to the said Oscar Pothier, on one side the land above described and the said Oscar Pothier, and on the other side, part of the said lot number one thousand and eighty nine belonging to Louis Tellier.

To be sold into separate and consecutive abjudications, on the premises, in the city of Saint Hyacinthe, WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of the month of NOVEMBER next, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon.

Dated at Saint-Hyacinthe, the fourteenth of October 1922.

L.-A. BRUNELLE,
Authorized Trustee.

Office, 110 Mondor street,
Saint-Hyacinthe. 4508—42-2

In the matter of: the estate of Xavier Bilodeau, Saint-Ludger, County of Beauce, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that under a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the seventh of October, 1922, and as prescribed by the Bankruptcy Act 1920, the following immoveable will be sold by public auction, the FIFTEENTH of NOVEMBER, 1922, at THREE o'clock in the afternoon, at the office

bureau du syndic autorisé, Tancrède Beaudoin, à St-Joseph-de-Beauce:

Un certain terrain ayant (4½) quatre arpents et demi de largeur sur la profondeur du lot connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot de terre No 5 dans le huitième rang, des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Risborough;—avec bâtisses.

A la réserve de la coupe de tout bois et droits de mines et minéraux et autres droits en faveur de John Breaky, Limited, suivant leur titre.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B 3 de la Loi des faillites 1920, 9 et 10 Geo. V, chapitre 36 et a les mêmes effets que si la vente était faite par le shérif lui-même.

Pour plus amples informations s'adresser au bureau du syndic soussigné.

St-Joseph-de-Beauce, 13 octobre 1922.

Le syndic-autorisé,
4531—42-2 TANCREDE BEAUDOIN.

Dans l'affaire de l'actif de Alexandre Boily, cultivateur, Hébertville, comté du Lac Saint-Jean P. Q. cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public sur les lieux à Jonquière, comté de Chicoutimi, P. Q. ,les immeubles ci-après décrits, savoir:

A. Tout le lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées — connu et désigné au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-six A, quarante-neuf (26-A-49), lequel mesure soixante (60) pieds vers l'est à l'ouest, sur une profondeur de cent (100) pieds vers le sud au nord et est borné vers le nord par la rue portant le numéro cadastral No 26a-44a, vers l'est par le résidu du lot dont il forme partie, vers le sud par le terrain d'Oliva Boily, et vers l'ouest par le terrain de D. Gagné ou représentants.

B. Tout ce lopin de terre ou emplacement étant la partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-six A, quarate-huit (26-A-48), lequel mesure cinquante (50) pieds de large de l'est à l'ouest, sur une profondeur de cent (100) pieds du nord ou sud, et borné vers le nord par une ruelle, vers le sud par le terrain d'Oliva Boily vers l'est par le terrain sous-décrit et vers l'ouest par le terrain de Alfred Simard,—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-b de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

La vente se fera pour chaque item séparement et au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-H. DELISLE.

Bureau: Bloc L. E. Otis,
Roberval, P. Q. 4403—41-2

Dans l'affaire de Dame Méridé Lapointe Enrg., de Jonquières, Qué. Cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que JEUDI LE 16 NOVEMBRE, 1922, à 11 heures A. M. sera vendu par encan public à la porte de l'église

of Tancrède Beaudoin, authorized trustee, at Saint-Joseph-de-Beauce:

That certain piece of land measuring four arpents and one half (4½) in width by the depth of the lot, known and designated as being the northwest half of the lot of land No 5, in the 8th range, on the official cadastral plan and book of reference of the township of Risborough—with the buildings thereon.

With the reserve of the cut of all the timber and mine, mining and other rights in favour of John Breakey, Limited, according to their title.

The sale is made in conformity with article 20, paragraphe B 3 of the Bankruptcy Act, 1920, 9-10 Geo. V, chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

For further particulars apply to the office of the undersigned.

St-Joseph-de-Beauce, October 15th, 1922.

TANCREDE BEAUDOIN,
4532—32-2 Authorized Trustee.

In the matter of the assets of Alexandre Boily, farmer, Hebertville, county of Lake Saint. John, P. Q. Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, on the premises at Jonquière, county of Chicoutimi, P. Q. , the following mmoveables, to wit:

A. All that parcel of land or emplacement—with all the buildings thereon erected—known and designated on the official cadastre for the third range of the township of Jonquière, under the number twenty six-A forty nine (26-A-49), measuring sixty (60) feet from east to west, by a depth of one hundred (100) feet from south to north and bounded to the north by the street bearing the cadastral No. 26-A-44-A, to the east by the residue of the lot of which it forms part, to the south by the land of Oliva Boily and to the west by the land of D. Gagné or representatives.

B. All that parcel of land or emplacement being part of the lot known and designated on the official cadastre for the third range of the township of Jonquière, under the number twenty six A forty eight (26-A-48), measuring fifty (50) feet in width from east to west by a depth of one hundred (100) feet from north to south, bounded to the north by a lane, to the south by the land of Oliva Boily, to the east by the land above described and to the west by the land of Alfred Simard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-b of The Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Each item to be sold separately and to the highest and last bidder.

The titles can be seen at my office at any time.

Conditions of payment: Cash.

J. H. DELISLE,
Authorized Trustee.

Office: L. E. Otis Building,
Roberval, P. Q. 4404—41-2

In the matter of: Dame Méridé Lapointe, Reg'd, of Jonquières, Que. authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY the SIXTEENTH DAY of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A. M.,

paroissiale de la ville de Jonquières, l'actif de cette faillite décrit comme suit:

A. Le roulant..... $160.00

B. Un lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances—connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, comme faisant partie du lot numéro vingt un A trente sept (21-A-37) du rang quatre du dit canton, lequel terrain mesure quatre-vingt-seize pieds et six pouces de profondeur du sud au nord, côté est, et quatre-vingt-quinze pieds et six pouces aussi de profondeur pour le côté ouest, sur une largeur de soixante pieds vers l'est à l'ouest et est borné au nord par les terrains d'Adélard Harvey et Aimé Harvey, à l'est partie par le terrain de Frs Levesque et partie par celui de Jean Tremblay ou représentant, au sud par la rue Saint-François, et à l'ouest par le terrain de Gagnon & Frères ou représentants.

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

La liste du roulant ainsi que les titres et certificats regardant les propriétés peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3 B de la Loi des faillites qui équivaut la vente au shérif.

Conditions de paiement: comptant.

Les syndics autorisés
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec. 4425—41-2

Dans l'affaire de Philémon Bussières, 23-25 rue Dollard, Québec, marchand de grain, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI LE 14 NOVEMBRE, 1922, à 11 HEURES, A. M., sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 côte de la Montagne Québec, tout l'actif de cette faillite décrit comme suit:

A. Fonds de commerce.....$ 149.04
B. Dettes actives "Crédits"..... 9,661.23
C. Machineries, comprenant: moteur, séparateur, moulange, arbres, etc., etc..... 1,087.63
D. Un coffre-fort..... 200.00
E. Ameublement du bureau..... 106.50
F. Le roulant..... 796.00

G. 1 Un terrain ou emplacement situé à Saint-Sauveur de la cité de Québec, au sud de la rue Dollard, connu sous le numéro douze cent vingt-huit (1228) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, contenant quarante pieds de front sur soixante pieds de profondeur,—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un terrain ou emplacement situé à Saint-Sauveur en la cité de Québec, quartier Saint-Valier, au sud de la rue Dollard, connu et désigné sous le lot numéro douze cent deux (1202) sur le plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, contenant trente-sept pieds et quatre pouces de front et trente-six pieds et dix pouces de large au bout de la profondeur, sur soixante-trois pieds et deux pouces de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure,—avec bâtisses et dépendances.

Ces deux terrains seront vendus en un seul item.

La vente se fera pour chaque item séparément à tant dans la piastre et au plus haut

there will be sold at public auction, at the parochial church door of the town of Jonquières, the assets of this estate described as follows:

A. Rolling stock..... $160.00

B. A parcel of land or emplacement—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies—known and designated on the official cadastre of the township of Jonquières as forming part of the lot number twenty one A thirty seven (21-A-37) of the fourth range of the said township, measuring ninety six feet and six inches in depth from south to north, east side, and ninety five feet, and six inches also in depth in the west side, by a width of sixty feet from east to west, and bounded to the north by the land of Adelard Harvey and Aimé Harvey, to the east, partly by the land of Frs Levesque and partly by that of Jean Tremblay or representative, to the south by St. François street, and to the west by the land of Gagnon & Frères or representatives.

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The inventory of the rolling stock and the titles and certificates respecting the properties can be seen at the offices of the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B of The Bankruptcy Act, which gives it the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill Street,
(Bossé Building), Quebec. 4426—41-2

In the matter of Philémon Bussière, 23-25 Dollard Street, Quebec, Que. grain merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY the FOURTEENTH of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at public auction, at the offices of the undersigned 147 Mountain Hill street, Quebec, all the assets of this estate, described as follows:

A.—Stock in trade.....$ 149.04
B. Book Debts "Credits"..... 9,661.23
C. Machineries, including a Motor, Separator, Millstone, Shafts, Etc., Etc..... 1,087.63
D. One safe..... 200.00
E. Office furniture..... 106.50
F. Rolling Stock..... 796.00

G. 1—A lot of land or emplacement situate at Saint Sauveur of the city of Quebec, to the south of Dollard street, known under the number twelve hundred and twenty eight (1228) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, containing forty feet in front by sixty feet in depth—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land or emplacement situate at Saint Sauveur, in the city of Quebec, Saint Valier Ward, to the south of Dollard street, known and designated under the number twelve hundred and two (1202) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Sauveur de Québec, containing thirty seven feet and four inches in front and thirty six feet and ten inches in width at the rear, by sixty three feet and two inches in depth, the whole more or less and without warranty of measurements—with the buildings and dependencies thereon.

The above two lots of land to be sold as one single item. Items A. B. and C. to be sold

enchérisseur pour les item A. B. et C. et au plus haut enchérisseur pour les item D. E. F. et G.

L'inventaire, la liste des crédits et les titres et certificats se rapportant aux propriétés peuvent être examinés au bureaux des soussignés.

Le magasin sera ouvert pour l'inspection des propriétés et des autres item, LUNDI LE 13 NOVEMBRE, 1922, ou avant en s'adressant aux soussignés.

Cette vente est faite comformément à l'article 20, paragraphe 3 B. de la Loi des faillites qui équivaut la vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE & GAGNON

Bureaux: 147 côte de la Montagne,
(Edifice Bossé) Québec.

L'encanteur Jos. Giroux. 4427—41-2

Dans l'affaire de la Compagnie du Boulevard Pie IX, Ltée, Montréal, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, LE QUINZIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus à l'encan public, et conformément au paragraphe 3B de l'article 20 de la Loi de faillite, au bureau du shérif du district de Montréal, dans le Palais de Justice, à Montréal, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif de la compagnie cédante, savoir: Les lots suivants de la subdivision du lot originaire numéro 66, du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, situés à Montréal-Nord.

1. Les lots numéros 51, 62, 63, 64, 74, 75, 76, 77, 85, 86, 87, 88, 89, 97, 98, 99, 100, 242, 25 , 255, 256, 302, 339, 350, 351, 352, faisant front tous sur le Boulevard Pie IX;

2. Les lots numéros 37, 38, tous deux faisant front sur la rue des Tramways;

3. Les lots numéros 54, 55, 56, 58, 59 et 60, tous faisant front sur la 3ème rue;

4. Les lots numéros 66, 67, 68, 70, 71 et 72, tous faisant front sur la rue Beaudin;

5. Les lots numéros 78, 79, 80, 82, 83 et 84, tous faisant front sur la 4ième rue;

6. Les lots numéros 90, 91, 92, 94, 95 et 96, tous faisant front sur la 5ième rue;

7. Les lots numéros 102, 103, 104, 106, 107 et 108, tous faisant front sur la 6ième rue;

8. Les lots numéros 114, 115, 116, 118, 119 et 120, tous faisant front sur la Rue Champoux;

9. Les lots numéros 126, 127, 128, 130, 131 et 132, tous faisant front sur la 7ième rue;

10. Les lots numéros 138, 139, 140, 142, 143 et 144, tous faisant front sur la 8ième rue;

11. Les lots numéros 150, 151, 152, 154, 155 et 156, tous faisant front sur la 9ième rue;

12. Les lots numéros 162, 163, 164, 166, 167 et 168, tous faisant front sur la rue Malo;

13. Les lots numéros 174, 175, 176, 178, 179 et 180, tous faisant front sur la 10ième rue;

14. Les lots numéros 186, 187, 188, 190, 191 et 192, tous faisant front sur la 11ième rue;

15. Les lots numéros 198, 199, 200, 202, 203 et 204, tous faisant front sur la 12ième rue;

16. Les lots numéros 210, 211, 212, 214, 215 et 216, tous faisant front sur la rue Dufort;

17. Les lots numéros 222, 223, 224, 226, 227 et 228, tous faisant front sur la 13ième rue;

18. Les lots numéros 234, 235, 236, 238, 239 et 240, tous faisant front sur la 14ième rue;

19. Les lots numéros 246, 247, 248, 250, 251 et 252, tous faisant front sur la 15ième rue;

separately at so much in the dollar and to the highest bidder and items D. E. F. and G to be sold to the highest bidder.

The inventory, list of Book Debts and the titles and certificates respecting the properties can be seen at the offices of the undersigned.

Store will be open for the inspection of the properties and other items on MONDAY the THIRTEENTH of NOVEMBER, 1922, or previous to that date on applying to the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3 B of the Bankruptcy Act, which gives it the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill Street.
(Bossé Building), Quebec.

Jos. Giroux, Auctioneer 4428—41-2

In the matter of La Compagnie du Boulevard Pie IX, Ltée, Montréal, authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction and pursuant to paragraph 3 B of article 20, of The Bankruptcy Act, at the office of the sheriff of the district of Montreal, in the Court House, at Montreal, the following immoveables forming part of the assets of the above authorized assignor, namely:—The following subdivision lots of the original lot number 66, of the official cadastre of the parish of Sault au Récollet, situated at Montreal North;

1. The lots numbers 51, 62, 63, 64, 74, 75, 76, 77, 85, 86, 87, 88, 89, 97, 98, 99, 100, 242, 254, 255, 256, 302, 339, 350, 351, 352, all fronting on Boulevard Pie IX;

2. The lots numbers 37, 38, both fronting on Tramways Street;

3. The lots numbers 54, 55, 56, 58, 59 and 60, all fronting on 3rd Street;

4. The lots numbers 66, 67, 68, 70, 71 and 72, all fronting on Beaudin street;

5. The lots numbers 78, 79, 80, 82, 83 and 84, all fronting on 4th street;

6. The lots numbers 90, 91, 92, 94, 95 and 96, all fronting on 5th. street;

7. The lots numbers 102, 103, 104, 106, 107 and 108, all fronting on 6th. street;

8. The lots numbers 114, 115, 116, 118, 119 and 120, all fronting on Champoux street;

9. The lots numbers 126, 127, 128, 130, 131 and 132, all fronting on 7th. street;

10. The lots numbers 138, 139, 140, 142, 143 and 144, all fronting on 8th. street;

11. The lots numbers 150, 151, 152, 154, 155 and 156, all fronting on 9th. street;

12. The lots numbers 162, 163, 164, 166, 167 and 168, all fronting on Malo street;

13. The lots numbers 174, 175, 176, 178, 179 and 180, all fronting on 10th. street;

14. The lots numbers 186, 187, 188, 190, 191 and 192, all fronting on 11th. street;

15. The lots numbers 198, 199, 200, 202, 203 and 204, all fronting on 12th. street;

16. The lots numbers 210, 211, 212, 214, 215 and 216, all fronting on Dufort street;

17. The lots numbers 222, 223, 224, 226, 227 and 228, all fronting on 13th. street;

18. The lots numbers 234, 235, 236, 238, 239 and 240, all fronting on 14th. street;

19. The lots numbers 246, 247, 248, 250, 251 and 252, all fronting on 15th. street;

20. Les lots numéros 258, 259, 260, 262, 263 et 264, tous faisant front sur la rue Forest;

21. Les lots numéros 270, 271, 272, 274, 275 et 276, tous faisant front sur la 16ième rue;

22. Les lots numéros 282, 283, 284, 286, 287 et 288, tous faisant front sur la 17ième rue;

23. Les lots numéros 294, 295, 296, 298, 299 et 300, tous faisant front sur la 18ième rue;

24. Les lots numéros 306, 307, 308, 310, 311, 312, tous faisant front sur la rue Majeau;

25. Les lots numéros 319, 320, 322, 323 et 324, tous faisant front sur la 19ième rue;

26. Les lots numéros 330, 331, 332, 334, 335 et 336, tous faisant front sur la 20ième rue;

27. Les lots numéros 342, 343, 344, 346, 347 et 348, tous faisant front sur la 21ième rue;

28. Les lots numéros 354, 355, 356, 358, 359 et 360, tous faisant front sur la 22ième rue;

29. Les lots numéros 366, 367, 368, 370, 371 et 372, tous faisant front sur la 23ième rue;

30. Les lots numéros 375, 376, 377, 378, 379 et 380, tous faisant front sur la 24ième rue;

31. Un terrain étant partie du lot numéro 42 d'une superficie de 2835 pieds, faisant front sur la rue des Tramways;

32. Un terrain étant partie du lot numéro 43, d'une superficie de 3267 pieds, faisant front sur la rue des Tramways;

Les lots suivants de la subdivision du lot originaire numéro 65 du cadastre officiel de la paroisse du Sault au Récollet, situés à Montréal-Nord:

Les lots numéros 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 85, 92, 93, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 107, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 136, 137, 141, 142, 143, 160, 161, 162, 173, 174, 175, 179, 181, 185, 186, 187, 191, 197, 198, 199, 202, 203, 207, tous faisant front sur le Boulevard Pie IX.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente payable comptant.

Cette vente faite en vertu de la loi de faillite, tel que susdit, et a le même effet que si elle était effectuée par le shérif.

Montréal, 9 octobre 1922,

Le syndic autorisé,
WILFRID DAMPHOUSSE.

Bureau, 426 Power Building,
Montréal 4429—41-2

Dans l'affaire de Amédée Brousseau, entrepreneur, Cap-de-la-Madeleine, cédant-autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a. m., sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, l'actif immobilier de cette faillite, décrit comme cuit:

Un emplacement, situé sur le côté sud-est de la rue Notre-Dame, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de vingt-huit pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public ou rue Notre-Dame à aller au fleuve Saint-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, comme étant partie du lot numéro cent cinquante-neuf (ptie 159), dans le comté de Champlain, borné, en front, à la rue Notre-Dame, en profondeur au fleuve Saint-Laurent, du côté sud-ouest à Noé Lottinville et du côté nord-est à Gédéon Brousseau—avec la maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances, avec droit de passage mitoyen en commun avec la propriété voisine, côté nord-est, et droit de

20. The lots numbers 258, 259, 260, 262, 263 and 264, all fronting on Forest street;

21. The lots numbers 270, 271, 272, 274, 275 and 276, all fronting on 16th. street;

22. The lots numbers 282, 283, 284, 286, 287 and 288, all fronting on 17th. street;

23. The lots numbers 294, 295, 296, 298, 299 and 300, all fronting on 18th. street;

24. The lots numbers 306, 307, 308, 310, 311, 312, all fronting on Majeau street;

25. The lots numbers 319, 320, 322, 323 and 324, all fronting on 19th. street;

26. The lots numbers 330, 331, 332, 334, 335 and 336, all fronting on 20th. street;

27. The lots numbers 342, 343, 344, 346, 347 and 348, all fronting on 21st street;

28. The lots numbers 354, 355, 356, 358, 359 and 360, all fronting on 22nd street;

29. The lots numbers 366, 367, 368, 370, 371 and 372, all fronting on 23rd. street;

30. The lots numbers 375, 376, 377, 378, 379 and 380, all fronting on 24th. street;

31. A piece of land being part of the lot number 42 of a superficies of 2835 feet, fronting on Tramways street;

32. A piece of land being part of the lot number 43, of a superficies of 3267 feet, fronting on Tramways street;

The following subdivision lots of the original lot number 65 of the official cadastre of the parish of Sault au Récollet, situated ad Montreal North:

The lots numbers 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 85, 92, 93, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 107, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 136, 137, 141, 142, 143, 160, 161, 162, 173, 174, 175, 179, 181, 185, 186, 187, 191, 197, 198, 199, 202, 203, 207, all fronting on Boulevard Pie IX.

To be adjudged to the highest bidder and price of sale payable cash.

This sale is made under The Bankruptcy Act, as aforesaid, and has the same effects as a sheriff's sale.

Montreal, October 9th, 1922

WILFRID DAMPHOUSSE,
Authorized Trustee.

Office: 426 Power Building,
Montreal. 4430—41-2

In the matter of Amédée Brousseau, contractor, Cap-de-la-Madeleine, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SIXTEENTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., there will be sold at public auction, at the parochial church-door of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, the immoveable assets of this estate, described as follows:

An emplacement situate on the southeast side Notre-Dame street, in the town of Cap-de-la-Madeleine, containing twenty eight feet in width by the depth there may be from the public road of Notre-Dame street to the river Saint Lawrence, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, as being part of the lot number one hundred and fifty nine (pt. 159), in the county of Champlain, bounded in front by Notre-Dame street, in depth by the river Saint Lawrence, on the south west side by Noé Lottinville and on the northeast side by Gédéon Brousseau—with the two tenement houses thereon erected, circumstances and dependencies, with a right of passage in common with the adjacent property, northeast side, and the

vues et d'ouvertures réciproque sur ledit passage, qui a dix pieds de largeur.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau, en aucun temps.

L'immeuble plus haut désigné peut être visité en tout temps, en s'adressant au soussigné ou sur les lieux.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3*b* de la Loi des faillites, et a les mêmes effets que la vente du chérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,
J.-A.-DONAT CHAGNON.

Bureau: 49 rue Alexandre
Trois-Rivières, Qué.

Trois-Rivières, 11 octobre 1922. 4479—41-2

Dans l'affaire de J.-René Coulombe, Trois-Rivières, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le TRENTE-UNIÈME jour d'OCTOBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus, comme un seul et même lot, par encan public à mon bureau édifice Banque d'Hochelaga, Trois-Rivières, les immeubles suivants, savoir:

Deux lots de terre ou emplacements situés sur le boulevard Saint-Louis, en la cité des Trois-Rivières, de la contenance, chacun, de trente pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, à mesure anglaise, bornés en front par le boulevard Saint-Louis, au sud-est par la cinquième avenue, en arrière par la ruelle et de l'autre côté par W. & R. Ferron, J. Hamel, C. Lafond, connus et désignés comme étant les lots numéros cent quarante-sept et cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot numéro treize cent soixante-quatre (1364-147-148) du cadastre officiel fait pour la cité des Trois-Rivières—avec les bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser au

Le syndic autorisé,
HENRI BISSON.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 11 octobre 1922. 4481—41-2

Dans l'affaire de Charles-Eugène Lavoie, Trois-Pistoles, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE 1922, à ONZE heures A.M. sera vendu sur les lieux, à Trois-Pistoles, les immeubles ci-après décrits:

1. Une terre située au deuxième rang de la dite paroisse de Trois-Pistoles, comté de Témicouata, connue et désignée sous les numéros cinq cent cinq, cinq cent sept et cinq cent nuef (505, 507 et 509) du cadastre officiel de la dite paroisse, mesurant six arpents de front sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins; bornée au nord par Jules Bérubé et au sud par Arthur Boucher, à l'est par Nazaire Rioux, à l'ouest par le No 504—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Françoise, contenant environ quatre-vingt-dix

reciprocal right to place doors and windows on the said passage, which is ten feet wide.

The sale to be made to the highest bidder.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

The immoveable above described can be inspected at any time on applying to the undersigned or on the premises.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3*b* of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of Payment: Cash.

J.-A.-DONAT CHAGNON,
Authorized trustee.

Office: 49 Alexandre street.
Three Rivers, Que.

Three Rivers, 11th October, 1922. 4480—41-2

In the matter of J.-René Coulombe, Three Rivers, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER, 1922, at TEN o'clock, in the forenoon, there will be sold, as one single plot of land, at public auction, at my office, Hochelaga Bank building, Three Rivers, the following immoveables, namely:

Two lots of land or emplacements situated on Saint Louis boulevard, in the city of Three Rivers, each lot containing thirty feet in front by ninety feet in depth, according to English measurements; bounded in front by Saint Louis boulevard, to the southeast by Fifth avenue, in rear by the lane and on the other side by W. & R. Ferron, J. Hamel, C. Lafond, known and designated as being the lots numbers one hundred and forty seven and one hundred and forty eight of the official subdivision of the lot number thirteen hundred and sixty four (1364-147-148) of the official cadastre made for the city of Three Rivers—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

This property may be inspected at any time on applying to the undersigned.

Conditions for payment: Cash.

For further particulars, apply to

HENRI BISSON,
Authorized trustee.

Office: Hochelaga Bank building.

Three Rivers, 11th October, 1922. 4482—41-2

In the matter of Charles Eugène Lavoie, Trois Pistoles, P.Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER, 1922, at ELEVEN o'clock a.m., there will be sold on the premises, at Trois-Pistoles, the immoveables described below:

1. A farm situate in the second range of the said parish of Trois Pistoles, county of Temiscouata, known and designated under the numbers five hundred and five, five hundred and seven and five hundred and nine (505, 507 and 509) of the official cadastre of the said parish, measuring six arpents in front by forty arpents in depth, more or less: bounded to the north by Jules Bérubé and to the south by Arthur Boucher, to the east by Nazaire Rioux and to the west by the No. 504—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. A lot of land situate in the parish of Sainte Françoise, containing about ninety arpents in

arpents en superficie, connu et désigné au cadastre officiel de la dite paroisse comme faisant partie des lots Nos 12, 13, 14 et 15—avec ensemble une cabane à sucre et les ustensiles de sucrerie ; le dit lot de terre est borné comme suit: au sud à Narcisse Albert, au nord à Joseph Pelletier, Philippe Beaulieu et Joseph Plourde, à l'ouest à Xavier St-Laurent, à l'est à Charles-Eugène Jean;

3. Une terre à bois d'un arpent de largeur par trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins; borné à l'ouest à Elzéar D'Amours et à l'est à Cérice D'Amours, au sud au cinquième rang et au nord au troisième rang, laquelle terre fait partie, du lot de terre No cent cinquante-neuf (159) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Mathieu, comté de Rimouski, tel que le tout est actuellement;

4. Un lopin de terre situé en le premier rang de la paroisse de Sainte-Françoise, contenant envirhn deux arpents, plus ou moins en superficie; borné au nord au fronteau, en le troisième rang de Trois-Pistoles, et le premier rang de Sainte-Françoise, au sud de la rivière du Bic, à l'est à Paul Bérubé et à l'ouest à Joseph Morin; lequel terrain est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Françoise, comme faisant partie des lots numéros deux et trois (2 et 3), circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement : argent compatnt.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné:

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.,
Québec, ce 20 septembre 1922. 4071—38-2

Dans l'affaire de Arcadius Goulet, Saint-Prosper, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE 1922, à ONZE heures A.M., sera vendu, sur les lieux, à Saint-Prosper, comté Dorchester, les immeubles ci-après décrits:

1. Une terre de cinquante acres (50) en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, connue et désignée comme étant partie du lot numéro quarante-huit (48) du cadastre pour le rang trois, canton Watford, comté Dorchester, étant la juste moitié sud-ouest du dit lot en largeur sur la profondeur; bornée au sud-est au chemin de front, au nord-ouest au trait-carré entre les rangs dix et trois, au nord-est à l'autre moitié du lot et au sud-ouest au lot quarante-sept (47);

2. Un lopin de terre de cinquante acres connu sous le numéro cinquante (50) rang huit (8), Metgermette Nord—avec bâtisses dessus construites.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

superficies, known and designated on the official cadastre of the said parish as forming part of the lots Nos. 12, 13, 14 and 15—together with a sugary and the sugary ustensils; the said lot of land being bounded as follows: to the south by Narcisse Albert, to the north by Joseph Pelletier, Philippe Beaulieu and Joseph Plourde, to the west by Xavier St. Laurent and to the esat by Charles Eugène Jean;

3. A timber land of one arpent in width by thirty arpents in depth, the whole more or less; bounded to the west by Elzéar D'Amours and to the east by Cérice D'Amours, to the south by the fifth range and to the north by the third range, the said land forming part of the lot of land number one hundred and fifty nine (159) on the official cadastre of the parish of Saint-Mathieu, county of Rimouski, as the whole now subsists.

4. A parcel of land situate in the first range of the parish of Sainte Françoise, containing about two arpents more or less, in superficies; bounded to the north by the front range line, in the third range of Trois Pistoles, and the first range of Sainte Françoise, to the south by the river Du Bic, to the east by Paul Bérubé and to the west by Joseph Morin, the said parcel of land being presently known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte Françoise, as forming part of the lots numbers two and three (2 and 3) circumstances and dependencies.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

For further particulars, apply to the undersigned:

J.-P.-E. GAGNON,
Authorised trustee.

Office: 44 Dalhousie street,
Canda Steamship Lines, Ltd., building,
Quebec, 20th September, 1922. 4072—38-2

In the matter of Arcadius Goulet, Saint Prosper, P.Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER, 1922, at ELEVEN o'clock A.M., there will be sold on the premises, at Saint Prosper, county of Dorchester, the immoveables described below:

1. A piece of land of fifty (50) acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, known and designated as being part of the lot number forty eight (48) of the cadastre for the third range of the township of Watford, county of Dorchester, being the exact southeast half in width of the said lot by the depth thereof; bounded to the southeast by the front road, to the northwest by the *trait-carré* between the tenth and third ranges, to the north-east by the other half of the lot and to the southwest by the lot forty seven (47);

2. A parcel of land of fifty acres known under the number fifty (50) of the eighth range of the township of North Metgermette—with the buildings thereon erected.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné,

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Québec, ce 20 septembre 1922. 4073—38-2

Dans l'affaire de l'actif de "Majestic products Co. Reg'd, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que, VENDREDI le DIXIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures A. M., sera vendu à l'enchère publique à notre bureau, No 108 rue Saint-Joseph, à Québec les immeubles provenant de cette cession comme suit:

Les lots (Nos 39-40-41) trente-neuf, quarante, quarante-un du lot originaire (No 698) six cent quatre vingt dix-huit du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport situés sur le côté ouest de l'avenue Laurent—avec bâtisses dessus construites le tout tel qu'existant actuellement.

A. Lesdits lots mésurant environ (40) quarante pieds de front chacune sur environ (73) soixante-treize pieds de profondeur plus ou moins.

Lesdits lots étant la propriété de Olivier Flamondon faisant affaire sous la raison sociale de "Majestic Products Co. Reg'd", cédante autorisé, pour les avoir acquis comme suit: -

Le lot (No 39) trente-neuf de M. Joseph Picard, en vertu d'un acte de vente passé devant Mtre Louis Leclerc, notaire en date du 9 juillet 1909, et enrégistré à Québec le 20 juillet 1909 sous le numéro 129157.

Les lots (No 40-41) quarante quarante-un de M. F.-X. Lachance en vertu d'un acte de vente passé devant Mtre Louis Leclerc, notaire, et daté du 23 juin 1909 et enregistré à Québec le 26 juin 1920, sous le numéro 126955.

B.—Un lot vacant (No 28) vingt-huit subdivision du lot originaire No (698) six cent quatre-vingt dix-huit du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, situé sur le côté est de lavenue Laurent, mesurant environ (40) quarante pieds de front sur l'avenue Laurent sur (70) soixante-dix pieds de profondeur plus ou moins.

Ledit lot appartenant à M. O. Plamondon faisant affaire sous la raison sociale de "Majestic Products Co. Reg'd," cédante autorisée, pour l'avoir acquis de M. Martin Madden, en vertu d'un acte de vente passé devant Mtre C.-E. Taschereau, notaire, en date du 30 juillet, 1918 et enregistré à Québec le 9 août 1918 sous le No 165003.

La vente se fera pour les deux item séparément en bloc au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres pourront être examinés en tout temps à notre bureau.

Pour tous renseignements, s'adresser aux syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article "20", section 3-B de la Loi de faillite et a le même effet d'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER.
Bureau, 108 rue Saint-Joseph, Québec.
4353—40-2

Dans l'affaire de Donat Martel, marchand de bois et propriétaire de moulins, Caucapscal, P.Q., cédant autorise.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a. m., sera vendu à mon

For further particulars, apply to the under signed,

J.-P.-E. GAGNON,
Authorized trustee.
Office: 44 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd. building
Quebec, 20th September, 1922. 4074—38-2

In the matter of Majestic Products Co Reg'd, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TENTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold by public auction at our office No. 108 Saint-Joseph street, at Quebec, the immoveables of this estate which are as follows:

The lots (Nos 39-40-41) thirty nine, fourty, forty one of the original lot (No. 698) six hundred and ninety eight of the official cadastre for the parish of Beauport, situated on the west side of Laurent Avenue—with the buildings thereon erected as the whole now subsists.

A. Each of the said lots measuring about (40) forty feet in front, by about (73) seventy three feet in depth, more or less.

The said lots being the property of Olivier Plamondon carrying on business under the firm name of Majestic Products Co. Reg'd, authorized assignor and having been acquired by him as follows:

The lot (No. 39) thirty nine from Joseph Picard, under a deed of sale passed before Mtre Louis Leclerc, notary, dated the 9th July, 1909, and registered at Quebec, the 28th, of July, 1909, under the number 129157.

The lots (Nos 40-41) forty, forty one, from F. X. Lachance under a deed of sale passed before Mtre Louis Leclerc, notary, dated the 23rd of June, 1909, and registered at Quebec the 26th of June 1920, under the No. 126955.

B. A vacant lot of land being the subdivision (No. 28) twenty eight, of the original lot (No. 698) six hundred and ninety eight of the official cadastre for the parish of Beauport, situated on the east side of Laurent Avenue, measuring about (40) forty feet in front on Laurent Avenue, by (70) seventy feet in depth, more or less.

The said lot belonging to O. Plamondon, carrying on business under the firm name of Majestic Products Co. Reg'd, authorized assigner, and having been acquired by him from Martin Madden, under a deed of sale passed before Mtre C. E. Taschereau, notary, dated the 30th of July, 1918, and registered at Quebec the 9th of August 1918, under the number 165003.

The two above item to be sold separately, *en bloc*, to the highest and last bidder.

The titles can be seen at many time at our office.

For further particulars, apply to the undersigned trustees.

This sale is made in accordance with article "20", section 3-B of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER,
Authorized trustees.
Office 108 Saint Joseph street, Quebec.
4354—40-2

In the matter of Donat Martel, lumber merchant and saw-mills owner, Causapscal, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., there will be

bureau: 44 rue Dalhousie, Québec, la balance de l'actif en cette affaire, comme suit:

a. Un terrain de 50 x 50 pieds, lot partie No "C", 1er rang du canton Causapscal—avec maison dessus construite, achetée de Edm. Girard, de Sainte-Florence-de-Matane.

DROITS DE COUPE DE BOIS

b. Sur lot No 63 ouest, chemin Kempt, canton Causapscal, achetés de V. Lemieux et G. Pinard, de Causapscal.

c. Sur lot No 20 du 2ième rang du canton de Lepage, achetés de Thomas Bergeron, de Causapscal.

d. Sur lot No 5 du deuxième rang du canton de Causapscal, achetés de Charles Tremblay, de Causapscal.

e. Sur le lot No 21 du troisième rang du canton Lepage, achetés de Albert Bradette, de Causapscal.

f. Sur le lot No 64 du rang ouest du chemin Kempt et le No 68 du rang est du chemin Kempt, achetés de Alphéus Hénault, de Causapscal.

g. Sur le lot No 40 du quatrième rang du canton de Causapscal, achetés de Delphis Tremblay, de Causapscal.

LOTS DE TERRE

h. Le lot de terre No 17 du 2ième rang sud-est du canton Lepage, acheté de Simon Gaudreault, de Causapscal.

i. Les lots de terre Nos 33 et 34, du quatrième rang du canton de Causapscal, achetés de Johnny Rioux, de Causapscal.

j. Le lot No 34 du troisième rang du canton de Causapscal—avec les bâtisses dessus construites, acheté de Philippe Tremblay, de Causapscal.

k. Le lot No 24 du troisième rang sud-est du canton Lepage—avec les bâtisses dessus construites, acheté de Thaddée Bouchard, de Causapscal.

La vente se fera pour chaque item séparément au plus haut enchérisseur.

Les titres de propriétés sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Québec, 18 octobre 1922. 4595—42-2

Dans l'affaire de Edouard Loubier, marchand de bois, Beauceville, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a. m., sera vendu sur les lieux à Beauceville, à la porte de l'église, les immeubles, en cette affaire, comme suit:

1. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur une terre partie dans Saint-François et partie dans Beauceville, faisant partie du lot numéro cent soixante-deux (ptie 162) du cadastre de Saint-François—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur

sold at my office, 44, Dalhousie street, Quebec, the balance of the assets of this estate, being as follows:

a. A piece of land of 50 x 50 feet, being the lot part No "C", 1st range of the township of Causapscal—with the house thereon erected, bought from Edm. Girard, of Sainte-Florence-de-Matane.

RIGHTS TO CUT TIMBER.

b. On the lot No. 63 west, Kempt road, township of Causapscal, bought from V. Lemieux and G. Pinard, of Causapscal.

c. On the lot No. 20 of the second range of the township of Lepage, bought from Thomas Bergeron, of Causapscal.

d. On the lot No. 5 of the second range of the township of Causapscal, bought from Charles Tremblay, of Causapscal.

e. On the lot No. 21 of the third range of the township of Lepage, bought from Albert Bradette, of Causapscal.

f. On the lot No. 64 of the west range of Kempt road, and the No. 68 of the east range of Kempt road, bought from Alphéus Hénault, of Causapscal.

g. On the lot No. 40 of the fourth range of the township of Causapscal, bought from Delphis Tremblay, of Causapscal.

LOTS OF LAND.

h. The lot of land No. 17 of the second southeast range of the township of Lepage, bought from Simon Gaudreault, of Causapscal.

i. The lots of land Nos. 33 and 34 of the fourth range of the township of Causapscal, bought from Johnny Rioux, of Causapscal.

j. The lot No. 34 of the third southeast range of the township of Causapscal—with the buildings thereon erected, bought from Philippe Tremblay, of Causapscal.

k. The lot No. 24 of the third southeast range of the township of Lepage—with the buildings thereon erected, bought from Thaddée Bouchard, of Causapscal.

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The titles respecting the above properties may be seen at our office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44, Dalhousie street.
Canada Steamship Lines, Ltd., building.
Quebec, 18th October, 1922. 4596—42-2

In the matter of Edouard Loubier, lumber merchant, Beauceville, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY SECOND day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold on the premises, at Beauceville, at the church door, the immoveables of this estate, as follows:

1. All the rights of the aforesaid authorized assignor on a tract of land partly in Saint Francois and partly in Beauceville. forming part of the lot number one hundred and sixty two (pt. 162) of the cadastre of Saint François—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the rights of the aforesaid authorized

une terre étant le numéro huit cent quarante-deux (842) du cadastre du quatorzième rang du canton de Crambourne, Dorchester, à Saint-Benjamin—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur un terrain étant la partie nord-ouest du lot numéro huit cent quarante-un (ptie N. O. 841) du cadastre du quatorzième rang du dit canton de Crambourne, Dorchester—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Pour être vendus en un seul et même lot.

3. Tous les droits du dusdit cédant autorisé sur capital et rentes seigneuriales non rachetés dus par les censitaires des cinq premières concessions du fief Beauchamp ou de la Martinière faisant partie de la paroisse de Saint-Joseph, comté de Lévis, et Saint-Charles, comté de Bellechasse.

Tous les droits du dusdit cédant autorisé sur un terrain de forme irrégulière situé en la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis, non cadastré, borné par les lots 605-606-607-608-621 et 622 du cadastre de la paroisse de Saint-Charles, et des lots 392 et 411 de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis.

Tous les droits du susdit cédant autorisé sur les lots nos 621-623, 680 et 696, tous ces lots faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Charles-de-Bellechasse. Pour être vendus en un seul et même lot.

4. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur un terrain faisant partie du lot numéro cent cinquante-cinq (ptie No 155) du cadastre de la paroisse de Saint-François-de-Beauce,—avec bâtisses et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur, pour tous les items.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10, Georges V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines Ltd.,
Québec, ce 20 octobre 1922. 4597—42-2

assignor on a tract of land being the number eight hundred and forty two (842) of the cadastre of the fourteenth range of the township of Crambourne, Dorchester, at Saint Benjamin—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. All the rights of the aforesaid authorized assignor on a piece of land being the northwest part of the lot number eight hundred and forty one (N. W. pt. 841) of the cadastre of the fourteenth range of the said township of Crambourne, Dorchester—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be sold as one single plot of land.

3. All the rights of the aforesaid authorized assignor on the capital and unredeemed seigniorial rents owed by the *censitaires* of the five first concessions of the Beauchamp or De la Martinière fief forming part of the parish of Saint Joseph, county of Lévis, and Saint Charles, county of Bellechasse.

All the rights of the aforesaid authorized assignor on a piece of land of irregular figure situated in the parish of Saint Joseph de Lévis, uncadastred, bounded by the lots 605-606-607-608-621 and 622 of the cadastre of the parish of Saint-Charles, and lots 392 and 411 of the parish of Saint-Joseph de Lévis.

All the rights of the aforesaid authorized assignor on the lots Nos 621-623-680 and 696, all these lots forming part of the cadastre of the parish of Saint Charles de Bellechasse. To be sold as one single plot of land.

4. All the rights of the aforesaid authorized assignor on a piece of land forming part of the lot number one hundred and fifty five (pt. 155) of the cadastre of the parish of Saint François de Beauce—with the buildings and dependencies.

All the above items to be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at our office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale : Cash.

J. P. E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street.
Canada Steamship Lines Ltd, building,
Quebec, October 20th, 1922. 4598—42-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure, No 6819.

Mlle Maria Blais, demanderesse, vs Emmanuel Lemoine, es-qualité, défendeur.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le 29ème jour du mois d'octobre 1921, dans une cause dans laquelle Maria Blais, fille majeure et usant de ses droits, du village de St-Joseph de Sorel, district de Richelieu, est demanderesse, et Emmanuel Lemoine, cultivateur, de la paroisse de St-Joseph de Sorel, district de Richelieu, en sa qualité de tuteur à Albert Blais, et Armand Blais, est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

Une terre située en la paroisse de St-Joseph

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Richelieu. Superior Court, No 6819.

Miss Maria Blais, Plaintiff; vs Emmanuel Lemoine, es-qualité, Defendant.

Public notice is hereby given that under a judgment of the Superior Court sitting at Sorel, in the district of Richelieu, the 29th day of the month of October, 1921, in a cause wherein Maria Blais, spinster of the full age of majority, of the village of St-Joseph-de-Sorel, district of Richelieu, is plaintiff, and Emmanuel Lemoine, farmer, of the parish of St-Joseph-de-Sorel, district of Richelieu, in his quality of tutor to Albert Blais and Armand Blais, is defendant, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows:

A tract of land situate in the parish of St-Joseph-de-Sorel, in the range of the Richelieu

de Sorel, sur le rang de la rivière Richelieu, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph de Sorel, comme étant le lot No cent trente-quatre (134)—avec les bâtisses y érigées;

Une autre terre située en la dite paroisse de St-Joseph de Sorel, sur le rang de la Grande-Rivière, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Joseph-de-Sorel, comme étant le lot de terre No trente-sept (37) sans bâtisse;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le vingt-quatre novembre 1922, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice en la cité de Sorel, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sorel, le 11 octobre 1922

Le procureur de la demanderesse.

4523—42-2 P.-J.-ARTHUR CARDIN.

River, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St-Joseph-de-Sorel, as being the lot number one hundred and thirty four (134)—with the buildings thereon erected.

Another tract of land situate in the said parish of St-Joseph-de-Sorel, in the range of Grande-Rivière, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of St-Joseph-de-Sorel, as being the lot number thirty seven (37) without buildings.

The immoveables heretofore described will be auctioned off and sold to the highest and last bidder the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER 1922, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, in the city of Sorel, subject to charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file such oppositions within the said delays, they will be forclosed from so doing.

Sorel, October, 11th, 1922

P. J. ARTHUR CARDIN,

4524—42-2 Attorney for Plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 380 } GEDEON CARON, demandeur; vs ALFRED ET HORTENSE BRUNELLE, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

1. Une terre faisant partie des lots numéros huit et neuf du onzième rang du canton de Tingwick, contenant 3 arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur des lots, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Tingwick sous les numéros mille quatre-vingt-quinze *a* (1095*a*) et mille quatre-vingt-seize (1096), prenant d'un côté au sud-ouest à N. Mailhot et de l'autre côté au nord-est à A. Bernier—avec bâtisses dessus construites;

2. Une terre faisant partie du lot numéro huit du onzième rang du canton de Tingwick, contenant quatre arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Tingwick comme étant les quatre arpents sud-ouest et longitudinaux du numéro mille quatre-vingt-quatorze (1094); prenant d'un côté au sud-ouest à F. Bernier ou au No 1095 et de l'autre côté au nord-est à D. Carignan—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église parois-

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 380. } GEDEON CARON, plaintiff; vs ALFRED AND HORTENSE BRUNELLE, defendants.

As belonging to said defendants:

1. A piece of land forming part of the lots Nos eight and nine of the eleventh range of the township of Tingwick, containing three arpents in front, more or less, upon the depth of the lots, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Tingwick under the Nos one thousand and ninety five *a* (1095*a*) and one thousand and ninety six (1096); bounded on the southwest side by N. Mailhot and on the northeast side by A. Bernier—with the buildings thereon erected;

2. A piece of land forming part of the lot No eight in the eleventh range of the township of Tingwick, containing four arpents in front, more or less, by the depth of the lot, known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Tingwick as being the south west four arpents of lot No. one thousand and ninety four (1094); bounded on the southwest side by lot No. 1095 belonging to F. Bernier and on the northeast side by D. Carignan—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of

siale de Saint-Rémi-de-Tingwick, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif.
J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 23 spetembre 1922.
[Première publication, le 30 septembre 1922]
4115-39-2

Saint-Remi-de-Tingwick, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.
Arthabaska, 23rd day of September, 1922.
[First publication, 30th September, 1922]
4116-39-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir : No 6404. P. ZEPHIRIN CLOUTIER, demandeur ; contre JOSEPH MATHIEU, défendeur.

Une terre située dans Saint-Evariste, comté de Frontenac, contenant trois arpents de large sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, connue au cadastre officiel du comté de Frontenac comme étant la demie sud des lots numéros cinq (5) du rang huit et cinq-A (5-A) du rang neuf en le canton Adstock—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et ainsi bornée, à un bout à Lazare Carrier, à l'autre bout à Georges Pellerin, d'un côté à Abraham Jacques et de l'autre à Majorique Lessard.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.
Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 16 octobre 1922.
[Première publication, 21 octobre 1922]
4537—42-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir : No 6403. P. ZEPHIRIN CLOUTIER, demandeur; contre EUGENE ST-HILAIRE, défendeur.

Une terre située dans Saint-Evariste, contenant six arpents de large sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, connue au cadastre officiel du comté de Frontenac, comme étant les lots numéros un-A (1-A) des rangs quatre et cinq du canton de Forsyth—avec bâtisses y érigées et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1922, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.
Bureau du shérif.
Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Saint Joseph, Beauce, 16 octobre 1922.
[Première publication, 21 octobre 1922]
4539—42-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit : No. 6404. P. ZEPHIRIN CLOUTIER, plaintiff; against JOSEPH MATHIEU, defendant.

A tract of land situate in Saint-Evariste, county of Frontenac, containing three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less, known on the official cadastre of the county of Frontenac as being the south half of the lots numbers five (5) of the eighth range and five-A (5-A) of the ninth range in the township of Adstock—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded at one end by Lazare Carrier, at the other end by Georges Pellerin, on one side by Abraham Jacques and on the other side by Majorique Lessard.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Evariste, the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.
GUSTAVE GARANT,
Sheriff.
Saint-Joseph of Beauce, 16th October, 1922.
[First publication, 21st October, 1922]
4538—42-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit : No. 6403. P. ZEPHIRIN CLOUTIER, plaintiff ; against EUGENE ST-HILAIRE, defendant.

A tract of land situate in Saint-Evariste, containing six arpents in width by twenty arpents in depth, more or less, known on the official cadastre of the county of Frontenac, as being the lots number one-A (1-A) of the fourth and fifth ranges of the township of Forsyth—with the buildings thereon erected and depencencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Evariste, the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, 1922, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.
GUSTAVE GARANT,
Sheriff.
Saint-Joseph of Beauce, 16th October, 1922.
[First publication, 21st October, 1922]
4540—42-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.
Province de Québec, District de Beauharnois, No 4251. JOACHIM BOURCIER, demandeur; vs EMILE BALETE, défendeur.

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.
Province of Quebec. District of Beauharnois, No. 4251. JOACHIM BOURCIER, plaintiff; vs EMILE BALETE, defendant. to wit:

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse comme étant la subdivision numéro soixante-dix-sept (77) du lot numéro deux cent soixante-un (261-77).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, JEUDI, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 25 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre, 1922]

4159—39–2

Seized as belonging to the said defendant:

A lot of land lying and situate in the parish of Saint-Joachim-de-Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid parish as being the subdivision number seventy seven (77) of the lot number two hundred and sixty one (261-77).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joachim-de-Chateauguay, on THURSDAY, the SECOND day of NOVEMBER next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. O. THISDALE,
Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 25th September, 1922

[First publication, 30th September, 1922]

4160—39–2

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 7463 } RICHARD GAGNON, cultivateur de la paroisse de Chicoutimi, demandeur; contre ARMAND TREMBLAY, de Bagotville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain mesurant soixante pieds de front dans la ligne de la rue Bagot sur la profondeur qu'il y a de la rue Bagot à aller à la rue Mars, formant la plus grande partie de la partie ouest du lot numéro trois (3) dans le Block B du village de Bagotville et formant partie du lot cadastral de ce village numéro quatre-vingt-quinze (95) et borné le dit terrain en front vers le nord à la rue Bagot, en arrière vers le sud à la rue Mars, d'un côté vers l'est au résidu à Nérée Gravel de la partie ouest du dit lot numéro trois (3) du dit Block B, et de l'autre côté vers l'ouest au lot numéro quatre (4) de ce Block correspondant au lot cadastral numéro quatre-vingt-treize du dit village appartenant à la Couronne ou ses représentants,—circonstances et dépendances, et à la charge par le propriétaire du terrain maintenant décrit de le clore seul et à ses frais des côtés avoisinants le terrain de Nérée Gravel.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse, comté et district de Chicoutimi, LUNDI, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi. le 14 octobre 1922,

[Première publication, le 21 octobre 1922]

4501—42–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 7463. } RICHARD GAGNON, farmer, of the parish of Chicoutimi, plaintiff; against ARMAND TREMBLAY, of Bagotville, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land measuring sixty feet in front in the line of Bagot street by the depth there is from Bagot street to Mars street, forming the larger part of the west part of the lot number three (3) in Block B of the village of Bagotville and forming part of the cadastral lot of the village number ninety five (95) and bounded the said lot in front to the north by Bagot street, in rear to the south by Mars street, on one side to the east by the residue belonging to Nérée Gravel of the west part of the said lot number three (3) of the said Block B and on the other side to the west by the lot number four (4) of the same block corresponding to the cadastral lot number ninety three of the said village belonging to the Crown or representatives—circumstances and dependencies, the owner of the lot of land presently described shall alone and at his own expense build a fence on the sides adjacent the land of Nérée Gravel.

To be sold at the church door of the parochial church of Saint-Alphonse, county and district of Chicoutimi, on MONDAY, the TWENTIETH day of NOVEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Chicoutimi, October 14th., 1922.

[First publication, the 21st October, 1922]

4502—12–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 7687 } W. LEVESQUE & FILS, corporation légale ayant le siège principal de ses affaires en la ville de Bagotville; contre ALBERT ST-HILAIRE, du même lieu.

Comme appartenant au dit défendeur:

a. Un terrain composé: De la partie du lot cadastral du village de Bagotville numéro cent soixante-quatorze, (174) mesurant cette partie de lot environ vingt-neuf pieds de front et bornée au nord au résidu du lot appartenant à Ernest Bergeron;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Province of Quebec, District of Chicoutimi. No. 7687. } W. LEVESQUE & FILS, a legal corporation having its head office in the town of Bagotville; against ALBERT ST-HILAIRE, of the same place.

As belonging to the said defendant:

a. A lot of land composed: Of the part of the cadastral lot of the village of Bagotville number one hundred and seventy four (174) measuring said part of lot about twenty nine feet in front and bounded to the north by the residue of the lot belonging to Ernest Bergeron.

b. Et les lots du même cadastre numéros cent soixante-douze (172) et cent soixante-huit (168);

c. Et de la partie du lot du même cadastre numéro cent soixante-quinze (175) de douze pieds de front environ sur environ cent quatre-vingt-dix pieds de profondeur, contigus aux lots précédents et bornée cette partie de lot au front à la rue Victoria et au sud au résidu du lot ou au terrain Dame Alida Gagnon,—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse, comté et district de Chicoutimi, LUNDI, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 14 octobre 1922.

[Première publication, le 21 octobre 1922]

4503—42-2

b. And the lots of the same cadastre number one hundred and seventy two (172) and one hundred and sixty eight (168);

c. And of the part of the lot of the same cadastre number one hundred and seventy five (175) of about twelve feet in front by about one hundred and ninety feet in depth, lying contiguous to the above lots and bounded, said part of lot, in front by Victoria street and to the south by the residue of the lot or by the land of Dame Alida Gagnon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alphonse, county and district of Chicoutimi, on MONDAY, the TWENTIETH day of NOVEMBER, next 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Chicoutimi, October 14th 1922.

[First publication, the 21st October 1922]

4504—42-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Roberval.

Chicoutimi, à savoir: } LADIES WEAR, LI-
No 3088 } MITED, corps politique et incorporé, faisant affaires dans la province d'Ontario, en la ville de Toronto, No 563 rue du Collège, demandeur; contre ALBERT TREMLBAY, de Saint-Félicien, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un lot à bâtir ayant front sur la septième avenue de la ville de Port Alfred, mesurant cinquante pieds de largeur, de l'est à l'ouest, par cent vingt-cinq pieds de profondeur, du nord au sud, formé des lots numéros quatre vingt-dix-sept—quatre-vingt-treize (97-93) quatre cent soixante-dix-neuf quarante-six (479-46) et quatre-vingt-dix-huit cinquante-trois (98-53), quatre cent soixante-dix-neuf (479) et quatre-vingt dix huit (98) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis-de-la Grande-Baie—avec bâtisses, circonstances et dépendances,

Pour être vendu à la porte de l'église de Port-Alfred, MARDI le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif.
ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 23 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4161—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

Chicoutimi, to wit: } LADIES WEAR, LI-
No. 3088. } MITED, a body politic and corporate, carrying on business in the Province of Ontario, in the town of Toronto, No. 563 College street, plaintiff; against ALBERT TREMBLAY, of Saint Felicien, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A building lot fronting on Seventh Avenue, in the town of Port Alfred, measuring fifty feet in width, from east to west, by one hundred and twenty five feet in depth, from north to south, composed of the lots numbers ninety seven - ninety three (97-93), four hundred and seventy nine forty six (479-46) and ninety eight - fifty three (98-53), four hundred and seventy nine (479) and ninety eight (98) on the official cadastre of the parish of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the town of Port Alfred, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Chicoutimi, September 23rd, 1922.

[First publication, 30th September, 1922,]

4162—39-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } SA MAJESTÉ LE ROI,
No 876*a*. } demandeur ; contre J.-A. GAGNON, de Cap-Chat, comté et district de Gaspé, défendeur.

Une terre sise et située dans la paroisse de Cap-Chat, premier rang, de la contenance de deux arpents et quart de front, sur la profondeur des terres de ce rang, portant le numéro 51-B du cadastre officiel du canton Cap-Chat, borné au nord au fleuve Saint-Laurent, à l'est à Docitée Gagnon, et à l'ouest à Bruno Dionne et au sud par le deuxième rang.

Une autre terre située dans le troisième rang du dit canton de Cap-Chat, étant la partie est du lot

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } HIS MAJESTY THE
No. 876*a*. } KING, plaintiff, against J.-A. GAGNON, of Cap-Chat, county and district of Gaspé, defendant.

A tract of land lying and situate in the parish of Cap-Chat, first range, containing two arpents and a quarter in front, by the depth of the lands of such range, bearing the number 51-B of the official cadastre of the township of Cap-Chat, bounded to the north by the river Saint Lawrence, to the east by Docithée Gagnon, to the west by Bruno Dionne and to the south by the second range.

Another tract of land situate in the third range of the said township of Cap-Chat, being

numéro 24 (demie est 24) de la contenance de deux arpents et demi de front, sur la profondeur dudit lot, et bornée au nord au ruisseau des Gagnon, au sud au fronteau du troisième rang, à l'est à Joachim Gagnon et à l'ouest au vendeur—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert-du-Cap-Chat, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1922, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif.

Percé, 16 octobre 1922.

Le shérif,
JAS.-T. TUZO.

[Première publication, 21 octobre 1922]
4535—42-2

the east part of the lot number 24 (east half-24), containing two arpents and a half in front by the depth of the said lot, and bounded to the north by the Gagnon Brook, to the south by the front line of the third range, to the east by Joachim Gagnon and to the west by the vendor—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Norbert-du-Cap-Chat, the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

JAS. T. TUZO,
Sheriff.

Percé, 16th October, 1922.

[First publication, 21st October, 1922]
4536—42-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir : JULES LANGLAIS ET CAMILLE COTE, tous deux avocats de la cité de Rivière-du-Loup et y faisant affaires ensemble sous les nom et raison légale de "Langlais & Côté", demandeurs; contre MARK H. KAINE, commerçant de bois, de la cité de Québec, défendeur, à savoir:

No 7717.

1. Un moulin à scie avec engin, machineries, outils et tous accessoires du dit moulin, sis et situé, partie sur le lot numéro soixante-B (Ptie No 60-B) du rang C, canton Armand, appartenant actuellement à Sieur Louis-Philippe Côté, de soixante-dix pieds de front, sur cent pieds de profondeur, sans bail pour le dit terrain; partie sur une lisière de terrain faisant partie du lot cinquante-neuf B (Ptie No 59-B), du rang C, canton Armand—avec bail pour ladite lisière de terrain.

2. La tonsure du bois franc avec le droit de coupe du dit bois, d'hui au premier juillet 1923 sur le lot originairement désigné sous le numéro soixante-cinq du rang C, canton Armand et maintenant connu et désigné sous les numéros neuf, dix et onze (Nos 9, 10 et 11) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha! dit rang C, canton Armand, pour cette partie dudit canton se trouvant dans la paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha! ledit lot appartenant à Sieur Arsène Pelletier, fils de Théodore, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 16 octobre 1922.

[Première publication, 21 octobre 1922]
4533—42-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit : JULES LANGLAIS AND CAMILLE COTE, both advocates of the city of Rivière-du-Loup, and there carrying on business together under the legal name and style of Langlais & Côté, plaintiffs; against MARK H. KAINE, lumber dealer, of the city of Quebec, defendant, to wit:

No. 7717.

1. A saw-mill with the engine, machinery, tools and all accessories thereof, lying and situate, partly on the lot sixty B (pt. No. 60-B) of range C, township of Armand, presently belonging to Louis Philippe Côté, of sixty feet in front by one hundred feet in depth, held without lease; partly on a strip of land forming part of the lot fifty nine-B, (pt. No. 59-B) of range C, township of Armand — the said strip being held under lease;

2. All the crop of hard wood with the right to cut the same from now to the first of July, 1923, on the lot originally designated under the number sixty five of range C, township of Armand and now known and designated under the numbers nine, ten and eleven (9-10 and 11) of the official cadastre of the parish of Saint Louis du Ha! Ha!, said range C, township of Armand, for that part of the said township lying in the parish of Saint-Louis du Ha! Ha! the said lot belonging to Arsène Pelletier, son of Théodore—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-du Ha! Ha!, the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next, 1922, at HALF PAST TEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière-du-Loup, 6th October, 1922.

[First publication, 21st October, 1922.]
4534—42-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir : EDGAR LEVASSEUR, de la cité de Rivière-du-Loup, ET HORMIDAS LEVASSEUR, de la cité de Québec, faisant affaires à Rivière-du-Loup, sous la raison sociale de "L.-H Levasseur, Enr." demandeur; contre JOSEPH

No 8030.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit : EDGAR LEVASSEUR, of the city of Rivière-du-Loup, AND HORMIDAS LEVASSEUR, of the city of Quebec, carrying on business at Rivière-du-Loup, under the firm name of "L.-H. Levasseur, Enr." plaintiffs,

No. 8030.

BOUCHARD, ci-devant de Saint-Epiphane, et maintenant commerçant, de l'endroit appelé Estcourt, dans ce district, défendeur, à savoir:

Un emplacement de cinq perches de l'est à l'ouest par quatre perches du sud au nord, le tout, plus ou moins, borné au nord-est à la route, au sud-ouest à Jules Dumont, au sud à Arthur Marquis, au nord, à Jos. Bélanger — avec bâtisses y érigées; faisant partie du lot cadastral numéro dix-neuf-A (Ptie 19-A) du premier rang canton Viger, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Epiphane, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 17 octobre 1922.

[Première publication, 21 octobre 1922]

4565—42-2

against JOSEPH BOUCHARD, heretofore of Saint-Epiphane and now trader of the place called Estcourt, said district, defendant, to wit:

An emplacement of five perches from east to west by four perches from south to north, the whole more or less, bounded to the northeast by the road, to the southwest by Jules Dumont, to the south by Arthur Marquis, to the north by Jos. Bélanger—with the buildings thereon erected forming part of the cadastral lot number nineteen-A (pt. No. 19-A) of the first range of the township of Viger, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Epiphane, the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière-du-Loup, 17th October, 1922.

[First publication, 21st October, 1922]

4566—42-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CYPRIEN DUQUET-
No 7876. } TE, demandeur;
contre DAME VEUVE NAPOLEON MOQUIN, défenderesse.

Un immeuble portant le No 122 du cadastre du quartier Sainte-Marie, ayant front sur la rue Panet, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et autres dépendances, avec les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $450.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 17 octobre 1922.

Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 18 octobre 1922.

[Première publication, 21 octobre 1922]

4587—42-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—.District de Montréal.

Mandat de liquidateur.

Montréal, à savoir: } WILFRID DAM-
No 224. } PHOUSSE, liquidateur aux biens de "Mount Royal Land Co., Limited", en liquidation.

Un certain lot de terre étant composé de la plus grande partie du lot numéro soixante-huit (ptie 68), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, faisant maintenant partie de la cité de Montréal; borné au sud-ouest par le surplus dudit lot numéro soixante-huit, mesurant environ deux arpents de largeur, c'est-à-dire toute la largeur dudit lot, par une profondeur de quatre arpents à partir du chemin public de la Côte-des-Neiges; à l'autre bout, par le lot numéro soixante-dix audit plan officiel, du côté nord-ouest partie par ledit lot numéro soixante-dix et les lots numéros soixante et onze et soixante-douze, et de l'autre côté par la plus grande partie du lot numéro soixante-treize audit plan officiel.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CYPRIEN DUQUETTE,
No. 7876. } plaintiff; against DAME WIDOW NAPOLEON MOQUIN, defendant.

An immoveable bearing the No. 122, of the cadastre of Saint Mary's ward, fronting on Panet street, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and other dependencies and with the active and passive servitudes.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $450.00 shall be exacted from each and every bidder, with first bid, pursuant to judgment of the Hon. Judge Bruneau, dated the 17th of October, 1922.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 18th October, 1922.

[First publication, 21st October, 1922]

4588—42-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Liquidator's warrant.

Montreal, to wit: } WILFRID DAM-
No. 224. } PHOUSSE, liquidator to the property of Mount Royal Land Co., Limited, in liquidation.

That certain lot of land being composed of the greater portion of lot number sixty eight (pt. 68) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges, now forming part of the city of Montreal; bounded to the southwest by the surplus of the said lot number sixty eight, measuring about two arpents in width, that is to say, being the whole width of the said lot, by a depth of four arpents from the public road of Côte-des-Neiges; at the other end by lot number seventy upon the said official plan, on the northwest side partly by the said lot number seventy and lots numbers seventy-one and seventy-two, and on the other side by the greater portion of lot number sixty-three upon the said official plan.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 18 octobre 1922.

[Première publication, 21 octobre 1922]

4589—42-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } AUBREY HUNTING-
No 2323. } DON ELDER demandeur; vs REV. EDOUARD LAURIN, en sa qualité de seul exécuteur testamentaire de feu Jos. Hormidas Crevier, défendeur.

1. Une certaine propriété située dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Notre-Dame ouest, et composée des lots Nos un (1), deux (2), trois (3), quatre (4), cinq (5), de la subdivision du lot mille six cent quatre-vingt-dix-huit (1698) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées—moins toutefois ces parties desdits lots de subdivision Nos un (1), deux (2), trois (3), vendues à la cité de Montréal pour l'élargissement du chemin de la Côte Saint-Paul; cesdites parties étant plus particulièrement décrites comme suit:

a. Un morceau de terre faisant partie du lot No un (1) de la subdivision du lot No mille six cent quatre-vingt-dix-huit (1698) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, borné par une ligne commençant à un point situé sur la rue Notre-Dame formé par l'intersection de la ligne qui sépare le morceau de terre présentement décrit de la partie du lot No mille six cent quatre-vingt-dix-huit (1698) et allant vers le sud-est une distance de vingt (20) pieds; de là, vers le sud une distance de vingt-cinq (25) pieds; de là vers le sud-est une distance de douze (12) pieds jusqu'au point d'intersection de la ligne ouest, de la propriété présentement décrite avec la ligne nord-ouest dudit lot No mille six cent quatre-vingt-dix-huit (1698); de là vers le nord-ouest une distance d'environ, trente-un pieds et quarante centièmes (31,401,100) de là vers le nord-est une distance de vingt-sept pieds et deux dixièmes (27 2/10) jusqu au point de départ, contenant trois cent douze pieds et cinq dixièmes (312 5/10) en superficie;

b.) Un autre morceau de terre faisant partie du lot No 2 de la subdivision du dit lot No mille six cent quatre-vingt-dix-huit (1698), borné par une ligne commençant à un point situé à vingt-deux pieds et six dixièmes (22 6/10) de la ligne sud de la rue Notre-Dame sur la ligne de division qui sépare le lot de subdivision No un (1) dudit lot de subdivision No deux (2) de la même subdivision; de là vers l'est, une distance de trente-un pieds et quatre dixièmes (31 4/10; de là vers le sud, une distance de quarante (40) pieds; de là, vers le sud-est, une distance de cinq (5) pieds; de là, vers le sud-ouest, une distance de dix-huit (18) pieds; de là, vers le nord-est, une distance de quinze (15) pieds; de là, vers le nord-ouest, une distance de quinze pieds et deux-dixièmes (15 2/10; de là, vers le nord-est, une distance de trente-six pieds et deux dixièmes (36 2/10) jusqu au point de départ, contenant six cent quatre-vingt-quatorze (694) pieds en superficie;

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 18th October, 1922.

[First publication, 21st October, 1922]

4590—42-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } AUBREY HUNTING-
No. 2323. } DON ELDER, plaintiff; vs REV. EDOUARD LAURIN, in his quality of sole executor under the last will and testament of the late Jos. Hormisdas Crevier, defendant.

1. That certain property situated in Notre-Dame-de-Grâce ward, of the city of Montreal, fronting on Notre-Dame street west, and composed of lots numbers one (1), two (2), three (3), four (4), and five (4) of the subdivision of lot number one thousand six hundred and ninety eight (1698) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal,—with the buildings thereon erected, less, however, those certain portions of said subdivision lots numbers one (1), two (2), and three (3) sold to the city of Montreal, for the widening of Cote Saint Paul Road, said sold portions being more particularly described as follows:

a. A parcel of land forming part of lot number one (1) of the subdivision of lot number one thousand six hundred and ninety eight (1698) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, bounded by a line commencing at a point on Notre Dame street formed by the intersection of the line which separates the piece of land presently described from part of lot number one thousand six hundred and ninety eight (1698) and going towards the south east a distance of twenty (20) feet; thence towards the south a distance of twenty five (25) feet: thence towards the south west a distance of twelve (12) feet to the point of intersection of the west line of the property presently described with the north west line of said lot number one thousand six hundred and ninety eight (1698); thence towards the north-west a distance of about thirty one and forty hundredths (31 40/100) feet; thence towards the north-east a distance of twenty seven and two tenths (27 2/10) feet to the point of departure; containing a superficial area of three hundred and twelve and five tenths (312 5/10) feet.

b. Another piece of land forming part of lot number two of the subdivision of said lot number one thousand six hundred and ninety eight (1698) bounded by a line commencing at a point situated at twenty two and six tenths (22 6/10) feet from the south line of Notre Dame street on the dividing line which separates subdivision lot number one (1) from the said subdivision lot number two (2) of the same subdivision; thence towards the east a distance of thirty-one and four-tenths (31 4-10) feet; thence towards the south a distance of forty (40) feet; thence towards the south-east a distance of five (5) feet; thence towards the south-west a distance of eighteen (18) feet; thence towards the north-east a distance of fifteen (15) feet; thence towards the north-west a distance of fifteen and two tenths (15 2/10) feet; thence towards the north-east a distance of thirty six and two tenths (36 2/10) feet to the point of departure; containing a superficial area of six hundred and ninety four (694) feet.

c. Un autre morceau de terre faisant partie du lot No trois (3) de la subdivision du lot No mille six cent quatre-vingt-dix-huit (1698), aux dits plain et livre de renvoi officiels, borné par une ligne commençant à un point situé à une distance de cinquante-deux pieds et huit dixième, (52 8/10) de la ligne sud-est de la rue Notre-Dame, sur la ligne de division qui sépare le dit lot No deux (2) de ladite subdivision du lot No trois (3) de la même subdivision; de là, vers le sud-est, une distance de quinze pieds et deux-dixièmes (15 2/10; de là, vers le sud, une distance de quinze (15) pieds; de là, vers le sud-ouest, une distance de neuf pieds et six-dixièmes (9 6/10); de là, vers le nord-est, une distance de trente-deux pieds et six-dixièmes 32 6/10) jusqu'au point de départ, contenant cent quatre-vingt-dix-neuf (199) pieds en superficie, tous mesure anglaise et plus ou moins, tels que lesdits morceaux de terre apparaissent sur un plan fait par John R. Barlow, inspecteur, de la cité de Montréal, en date du dix-septième (17e) jour d'août, 1911.

2. Une autre propriété dans la ville de Saint-Laurent, ayant front sur l'avenue Saint-Laurent et composée des lots Nos un (1) et deux (2) de la subdivision du lot No quatre cent dix-neuf (419) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent et du lot No un (1) de la subdivision du lot No quatre cent vingt (420) auxdits plan et livre de renvoi officiels,—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 18 octobre 1922.

[Première publication, 21 octobre 1922]

4591—42-2

c. Another piece of land forming part of lot number three (3) of the subdivision of lot number one thousand six hundred and ninety eight on the said official plan and book of reference, bounded by a line commencing at a point situated fifty-two and eight-tenths (52 8/10) feet from the south east line of Notre Dame street, on the dividing line which separates said lot No two (2) of said subdivision from lot number three (3) of the same subdivision; thence towards the south east a distance of fifteen and two-tenths (15 2/10) feet; thence towards the south a distance of fifteen (15) feet; thence towards the south-west a distance of nine and six-tenths (9 6/10) feet; thence towards the north east a distance of thirty two and six-tenths (32 6/10) feet to the point of departure; containing a superficial area of one hundred and ninety nine (199) feet, all english measure, and more or less, as said parcels of land appear on a plan made by John R. Barlow, inspector, of the city of Montreal, dated August 17th 1911.

That certain property in the town of Saint Laurent, fronting on Saint Laurent Avenue, and composed of lots numbers one (1) and two (2) of the subdivision of lot number four hundred and nineteen (419) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and of lot number one (1) of the subdivision of lot number four hundred and twenty (420) on the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, October 18th, 1922.

[First publication, 21st October, 1922]

4592—42-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 2433. LA CITE D'OUTREMONT, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; contre CHARLES ANGERS, défendeur.

c. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Stuart, étant connu et désigné sous le numéro 15 de la subdivision officielle du numéro 24 du lot originaire numéro 36 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse dessus érigée, ainsi que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif.
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 26 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4201—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 2433. THE CITY OF OUTREMONT, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Outremont, district of Montreal, plaintiff; against CHARLES ANGERS, defendant.

c. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Stuart avenue, being known and designated under the number 15 of the official subdivision of the number 24 of the original lot number 36 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building thereon, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 26th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4202—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 1857. THE PEOPLE'S MUTUAL BUILDING SOCIETY, CLASS B", corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, demandeur; vs WILBUR KINGSLEY KENNEDY, defendeur.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 1857. THE PEOPLE'S MUTUAL BUILDING SOCIETY, CLASS B, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs WILBUR KINGSLEY KENNEDY, defendant.

Un morceau de terrain situé dans la paroisse de Saint-Hubert, à l'endroit appelé "Springfield Park", mesurant cinquante pieds de largeur sur soixante-quinze pieds de profondeur, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-quatre de la subdivision du lot un, de la subdivision du lot original numéro cent trente-quatre (134-1-254) au plan officiel et livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly ; borné au front par une rue projetée sous le No officiel 134-1-242—avec les édifices dessus construits."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Hubert, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Montréal, 27 septembre 1922. L.-J. LEMIEUX

[Première publication, 30 septembre 1922]

4203—39-2

A piece of ground situate in the parish of Saint Hubert, at the place called "Springfield Park", measuring fifty feet wide by seventy five feet deep, known and designated under the number two hundred and fifty-four of the subdivision of the lot number one, of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty four (134-1-254) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Hubert, in the county of Chambly; bounded in front by a proposed street under the official No. 134-1-242—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hubert, on the THIRD day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Montreal, September, 27th, 1922. Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]

4204—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure,—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHI-
No 1978 } NE, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Lachine, district de Montréal, demanderesse; contre NICOLAS MALOFFI, du même lieu, défendeur.

Un lot de terre numéro quatre cent treize de la subdivision officielle du lot numéro sept cent cinquante-trois des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier (753-413), ayant front sur le côté est de la 6ième avenue, dans la cité de Lachine, avec droit de se servir des ruelles adjacentes en commun avec tous les autres propriétaires y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 27 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4213—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHI-
No. 1978. } NE, a legally constituted corporation, having its place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff; against NICOLAS MALOFFI, of the same place, defendant.

A lot of land number four hundred and thirteen of the official subdivision of lot number seven hundred and fifty three on the plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier (753-413), fronting on the east side of 6th avenue, in the city of Lachine, with the right to make use of the adjacent lanes in common with all the other proprietors having right therein,

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 27th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4214—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST & LOAN
No 1588. } COMPANY OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant son bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; contre les DEMOISELLES BRIDGET ET MARY DILLON, toutes deux filles majeures usant de leurs droits, du même lieu, défenderesses.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Saint-Mathieu, dans ladite cité de Montréal, contenant vingt-un pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatorze pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, formé par la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné comme subdivision numéro trente-cinq du lot numéro seize cent soixante-trois et la partie sud-est du lot de terre connu et désigné comme subdivision trente-six du dit lot numéro seize cent soixante-trois (1663, pt. 35 et pt. 36) du plan et livre de renvoi du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal; ladite partie nord-ouest de la subdivision trente-cinq contenant trois pieds et dix pouces en largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatorze pieds, et la partie sud-est de la subdivision trente-six contenant dix-sept pieds et deux pouces en largeur par une profondeur de quatre-vingt-quatorze

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN
No. 1588. } COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; against the MISSES BRIDGET AND MARY DILLON, both spinsters of age and in the full exercise of their rights, of the same place, defendants.

That certain emplacement fronting on Saint Mathew street, in the said city of Montreal, containing twenty one feet in width by a depth of ninety-four feet, English measure, and more or less, composed of the north western part of the lot of land known and designated as subdivision number thirty-five of lot number sixteen hundred and sixty-three, and the south eastern part of the lot of land known and designated as subdivision number thirty-six of said lot number sixteen hundred and sixty-three (1663 pt. 35 and pt. 36) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal; the said north western part of subdivision thirty-five containing three feet and ten inches in width by a depth of ninety-four feet, and the south eastern part of subdivision thirty-six containing seventeen feet two inches in width by a depth of ninety-four feet; bounded said emplacement

pieds; ledit emplacement est borné comme suit: au front par la rue Saint-Mathieu, en arrière par une ruelle connue comme subdivision trente-quatre dudit lot officiel 1663-34, sur un côté, au sud-est, par la partie sud-est de la dite subdivision trente-cinq, qui fait partie de la propriété de Melle Victoria O'Brien ou représentant et de l'autre côté, au nord-ouest, par la partie nord-ouest de la dite subdivision trente-six qui fait partie de la propriété de Melle Mathilda O'Brien ou représentant, avec un cottage façade en pierre connu sous le numéro civique cent dix (110) de la dite rue Saint-Mathieu, dont les murs de pignon sont mitoyens, sus-érigés; le tout avec droit de passage sur et dans la dite rue en arrière du No 1663-34, et dans la ruelle connue comme subdivision vingt-deux dudit lot officiel 1663-22.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt d'une somme de $850.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugment de l'hon. juge Bruneau, daté le 27 septembre 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
L. J. LEMIEUX.

Montréal, 27 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4215—39-2

as follows: in front by Saint Mathew street, in rear by a lane known as subdivision thirty-four of said official lot 1663-34, on one side to the southeast, by the southeastern part of said subdivision thirty-five, which forms part of the property of Miss Victoria O'Brien or representative and on the other side, to the northwest by the northwestern part of said subdivision thirty-six which forms part of the property of Miss Mathilda O'Brien or representative, with a stone front cottage known as civic number one hundred and ten (110) of said Saint Mathew street, of which the gable walls are mitoyens thereon erected, together with the right of passage in and through said lane in rear No. 1663-34 and in the lane known as subdivision twenty-two of said official lot 1663-22.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SECOND day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $850.00 shall be required from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 27th of September, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 27th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4216—39-2

QUÉBEC

Québec, à savoir :
No. 1981.

HECTOR AUGER de Saint-Ubalde, cultivateur; vs JOSEPHAT PROULX et CELESTIN PROULX de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf.

1. Le lot No 13 (treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une terre située à Notre-Dame-des-Angres dans le cinquième rang sud-ouest du canton Montauban, contenant une largeur de quatre acres sur une longueur d'environ vingt-deux arpents—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 16 (seize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une terre située à Notre-Dame-des-Anges, dans le premier rang sud-ouest du canton Chavigny, contenant une largeur de quatre acres sur une longueur d'environ trente-sept arpents—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Vente à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Angres, comté de Portneuf, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 5 octobre 1922.

[Première publication, 7 octobre 1922]

[Deuxième publication, 21 octobre 1922]

4351—40-2

QUEBEC

Quebec, to wit :
No. 1981.

HECTOR AUGER of Saint Ubalde, farmer; vs JOSAPHAT PROULX and CELESTIN PROULX, of Notre-Dame des Angres, county of Portneuf.

1. The lot No. 13 (thirteen) of the official cadastre of the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a piece of land situate at Notre-Dame des Angres, in the fifth southwest range of the township of Montauban, containing a width of four acres by a length of about twenty two arpents—with the buildings thereon erected circumstances and dependencies.

2. The lot No. 16 (sixteen) of the official cadastre of the parish of Saint-Ubalde county of Portneuf, being a piece of land situate at Notre-Dame des-Anges, in the first southwest range of the township of Chavigny, containing a width of four acres by a length of about thirty seven arpents—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Angres, county of Portneuf, the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, October 5th, 1922.

[First publication, 7th October, 1922]

[Second publication, 21st October, 1922]

4352—40-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal

Sorel, à savoir: } LOUIS RECICOT, demandeur; contre LOUIS JODOIN, défendeur.
No 2592. }

Une portion de terre ou emplacement, située au village de Varennes, district de Richelieu, sur le chemin public ou rue Sainte-Anne, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent vingt pied de profondeur, plus ou moins; bornée comme suit, savoir, en front audit chemin public ou rue Sainte-Anne, en arrière au terrain de Mademoiselle Massue, d'un côté au nord-est au terrain de Eustache Bordeur, et d'autre côté, vers le sud-ouest, au terrain de Emile Hébert, et faisant partie du lot numéro soixante-huit, (ptie No 68) du cadastre officiel du village de Varennes —avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Varennes, MARDI, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif du district de Richelieu,
JOS.-G. LARIVIERE.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4165—39–2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit: } LOUIS RECICOT, plaintiff; against LOUIS JODOIN, defendant.
No. 2592. }

A parcel of land or emplacement situate in the village of Varennes, district of Richelieu, on the public road or Sainte Anne street, containing fifty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, more or less; bounded as follows: in front by the said public road or Sainte Anne street, in rear by the land of Miss Massue, on one side, to the southeast, by the land of Eustache Bordeur, and on the other side, to the southwest, by the land of Emile Hébert, and forming part of the lot number sixty eight (pt. No. 68) of the official cadastre of the village of Varennes—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Varennes, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of the month of OCTOBER next 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JOS. G. LARIVIERE,
Sheriff of the district of Richelieu.

Sorel, 27th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4166—39–2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec. } WELLIE LINDSAY, de Hébertville-Station, demandeur; vs HORACE GAUDREAULT, du même lieu, journalier, défendeur.
District de Roberval. }
No 2770, à savoir: }

Une maison et dépendances construites sur le terrain ou emplacement ci-après désigné, ainsi que tous les droits, privilèges et prétentions quelconques que le défendeur a et peut avoir sur le dit terrain ou emplacement, savoir:

Un terrain ou emplacement situé en le village de Hébertville-Station, mesurant quarante pieds de largeur sur cinquante-sept pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton Labarre, sous le numéro six-A-trois (ptie No 6-A-3) du rang deux ouest, et compris dans les bornes suivantes: au nord par le reste du dit lot susdécrit, au sud au lot numéro six-A-quatre, appartenant à Dame T.-L. Lamarre, à l'est au terrain de Henri Gervais et à l'ouest partie au terrain de Dame T.-L. Lamarre et partie au terrain de Jos. Gaudreault, avec en plus, droit de passage tant à pieds qu'en voiture dans le chemin actuel tel qu'ouvert sur la propriété de Joseph Gaudreault.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilbrod (Hébertville-Station) JEUDI le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif.
GEO: LEVESQUE.

Roberval, 26 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembr 1922]

4217—39–2

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Quebec, } WELLIE LINDSAY. of Hébertville Station, plaintiff; vs HORACE GAUDREAULT, of the same place, laborer, defendant.
District of Roberval. }
No. 2770, to wit: }

A house and dependencies erected on the lot of land or emplacement hereinafter designated, and all the rights, privileges and pretensions whatever that the defendant has and may have on the said lot of land or emplcement, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the village of Hebertville Station, measuring forty feet in width by fifty seven feet in depth, forming part of the lot of land now known and designated on the official cadastre of the township Labarre, under the number six-A-three (pt. No. 6-A-3) of the range two west, and comprised within the following limits: on the north by the remainder of the said above described lot, on the south by the lot number six-A-four belonging to Dame T. L. Lamarre, on the east by the lot of land of Henri Gervais and on the west partly by the land of Dame T. L. Lamarre and partly by the land of Jospeh Gaudreault, with morever, right of way both on foot and in vehicle over the present road as opened on the property of Joseph Gaudreault.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilbrod (Hébertville-Station), on THURSDAY the SECOND day of NOVEMBER next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 26th September, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4218—39–2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval. No 3494, à savoir: J.-L. TALBOT, de la ville de Roberval, commerçant, demandeur; vs JOSEPH GAGNON, du Lac Bouchette, défendeur.

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), connu et désigné sous le numéro sept-P et une partie du numéro sept-A (No 7-P et ptie No 7-A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Dablon, mesurant soixante-douze pieds de front ou largeur, plus ou moins, sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, borné comme suit: à l'ouest au chemin public, à la profondeur à l'est à Georges Fillion, au nord à Emile Lavoie et au sud à Georges Boivin, le tout tel que clôturé actuellement—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), MARDI, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à UNE heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE,
Roberval, 26 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]
4219—39-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. No. 3494, to wit: J. L. TALBOT, of the town of Roberval, trader, plaintiff; vs JOSEPH GAGNON, of Lac Bouchette, defendant.

A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), known and designated under the number seven-P and part of the number seven-A (No. 7-P and pt. No. 7-A) on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Dablon, measuring seventy two feet in front or width, more or less, by one hundred and eighty feet in depth, more or less; bounded as follows: to the west by the public highway, in depth to the east by Georges Filion, to the north by Emile Lavoie and to the south by Georges Boivin, as the whole is now fenced in—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next 1922, at ONE of the clock in the after noon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, September 26th, 1922. Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]
4220—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval. No 3366. DAVID OUELLET, de Hébertville-Station, journalier, demandeur; vs ALEX. BOILY, cultivateur, d'Hébertville et ADELARD COUTURE, de Hébertville-Station, agent, défendeurs, à savoir:

Contre les biens immobiliers dudit défendeur, Adélard Couture:

a. Un certain terrain ou emplacement situé en le village de Hébertville-Station, mesurant quarante-deux pieds de largeur, plus ou moins, sur cent pieds de profondeur, et borné comme suit: en front à la rue Notre-Dame, en arrière à la profondeur du terrain de Henri Gervais, à l'est à Eugène Lapointe et à l'ouest au lot numéro six-A-dix, étant une parcelle du lot de terre connu et désigné sous le numéro six-A-un aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton Labarre—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances;

b. Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit, mesurant vingt-un pieds de largeur, plus ou moins, sur cent pieds de profondeur, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro six-A-dix aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton Labarre susdit; borné au sud à la rue Notre-Dame, à l'ouest à Alphonse Couture, au nord à Henri Gervais et à l'est au terrain ci-dessus en premier lieu décrit—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilbrod (Hébertville-Station), JEUDI, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à onze heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif
GEO. LEVESQUE.
Roberval, 26 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]
4221—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. No. 3366. DAVID OUELLET, of Hébertville Station, laborer, plaintiff; vs ALEX. BOILY, farmer, of Hébertville, and ADELARD COUTURE, of Hebertville Station, agent, defendants, to wit:

Against the immoveable property of the said defendant, Adélard Couture:

a. A certain lot of land or emplacement situate in the village of Hébertville Station, measuring forty two feet in width, more or less, by one hundred feet in depth, and bounded as follows: in front by Notre-Dame street, in the rear on the depth by the lot of land of Henri Gervais, on the east by Eugène Lapointe and on the west by the lot number six-A-ten, being a portion of the lot of land known and designated under the number six-A-one, on the official plan and book of reference of the cadastre for the second range west of the township Labarre—together with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies;

b. Another lot of land contiguous to that hereinabove described, measuring twenty one feet in width, more or less, by one hundred feet in depth, and forming part of the lot of land known and designated under the number six-A-ten, on the official plan and book of reference of the cadastre for the second range west of the township Labarre aforesaid; bounded on the south by Notre Dame street, on the west by Alphonse Couture, on the north by Henri Gervais and on the east by the lot of land hereinabove firstly described—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Wilbrod (Hébertville Station), on THURSDAY, the SECOND day of NOVEMBER next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, 26th September, 1922. Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]
4222—39-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 764. } LA COMPAGNIE C.-O. GENEST & FILS, LTEE, corporation commerciale ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, demanderesse ; contre CAMILLE BERNARD, de East-Angus, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Certain morceau de terre sis et situé à East-Angus, dans le troisième rang du canton de Westbury, et connu sur le plan et livre de renvoiofficiels pour ledit canton, comme étant partie du lot quatorze-deux (ptie 14.2) et partie du lot quatorze-trois (ptie 14.3); borné au sud-ouest par la rue Saint-Jacques, à l'ouest par la ligne ouest dudit lot, à l'est par partie du même lot appartenant aux représentants de David Lapointe et au nord par une autre partie du même lot, appartenant à Alphonse Bilodeau, mesurant cinquante-cinq pieds en front le long de ladite rue par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, faisant une superficie de quatre mille neuf cent cinquante pieds—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury-de-East-Angus, MARDI, le TRENTE-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 25 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4167—39–2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 764. } LA COMPAGNIE C. O. GENEST & FILS, LIMITEE, a business corporation having its head office in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, plaintiff; against CAMILLE BERNARD, of East Angus, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain piece or parcel of land lying and situate at East Angus, in the third range of the township of Westbury, and known on the official plan and book of reference for the said township, as being part of the lot fourteen-two (pt. 14-2) and part of the lot fourteen three (pt. 14-3); bounded to the southwest by Saint James street, to the west by the west line of the said lot, to the east by part of the same lot belonging to the representatives of David Lapointe and to the north by another part of the same lot belonging to Alphonse Bilodeau, measuring fifty five feet in front along the said street by ninety feet in depth, forming an area of four thousand nine hundred and fifty feet—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury-de-East-Angus, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, September 25th, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4168—39–2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit du district.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. No 737. } EMILE BELISLE, demandeur; vs les héritiers de DELPHIS PHELAN, défendeur.

Comme appartenant auxdits défendeurs, savoirs.

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Eustache, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache, dit district, sous le numéro deux cent quinze, (215) borné au sud-ouest par le chemin de front, et au nord-est, au nord-ouest et au sud-est, par le No 216, cont nant cinq perches de front sur deux arpents de profondeur, formant en superficie un arpent—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, du village de Saint-Eustache, dit district, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 17 octobre 1922.

[Première publication, 21 octobre 1922]

4573—42–2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the said district.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne. No. 737. } EMILE BELISLE, plaintiff; vs the heirs of DELPHIS PHELAN, defendants.

As belonging to the said defendants, to wit:

A lot of land situate in the parish of Saint-Eustache, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Eustache, said district, under the number two hundred and fifteen (215), bounded to the southwest by the front road, and to the northeast, northwest and southeast by the No. 216, measuring five perches in front by two arpents in depth, and containing one arpent in area with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic church door of the village of Saint-Eustache, said district, the TWENTY FIRST day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and twenty two, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, October 17th 1922.

[First publication, 21st October, 1922]

4574—42–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. No 1244. | EUCLIDE OUIMET, demandeur; vs ALFRED DION ET AL, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, savoir:

Un terrain situé sur la rue du Cimetière, dans la ville de Sainte-Thérèse, dit district, et connu et désigné comme faisant partie du lot No 154 sur les plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse, dit district, borné au nord par la rue du Cimetière, au sud par une propriété ayant front sur la rue Saint-Jean, à l'est par un lot appartenant à Frédéric Paré, et à l'ouest par un autre lot appartenant à Ernest Bouchard—avec dépendances et maison dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique en la ville de Sainte-Thérèse, dit district, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE, 1922 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 17 octobre 1922.

[Première publication, 21 octobre 1922]

4575—42-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne. No. 1244. | EUCLIDE OUIMET, plaintiff; vs ALFRED DION ET AL, defendants.

As belonging to the said defendants, to wit:

A lot of land situate on Cemetery street, in the town of Sainte Thérèse, said district, and known and designated as forming part of the lot No. 154 on the official plan and book of reference of the village of Sainte Thérèse, said district, bounded to the north by Cemetery street, to the south by a property fronting on Saint-Jean street, to the east by a lot belonging to Frederic Paré and to the west by another lot belonging to Ernest Bouchard—with dependencies and a house thereon erected.

To be sold at the catholic church door in the town of Sainte Thérèse, said district, the TWENTY FIRST day of NOVEMBER, 1922, at TEN o clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,
Sheriff.

Sainte Scholastique, October 17th, 1922.

[First publication, 21st October, 1922]

4576—42-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No 433. | HENRI ST-ONGE, demandeur, vs JOSEPH LAMBERT, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan-Falls, sur la rue Viger, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-huit au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-258) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de largeur par cent onze pieds de profondeur—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan-Falls, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 18 octobre 1922.

[Première publication, 21 octobre 1922]

4577—42-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 433. | HENRI ST-ONGE, plaintiff; vs JOSEPH LAMBERT, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan-Falls, on Viger street, known and designated under the number two hundred and fifty eight on the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty four (624-258) of the cadastre of the parish of Sainte-Flore, measuring fifty feet in width by one hundred and eleven feet in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan-Falls, the TWENTY SECOND day of NOVEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE.

Three Rivers, October 18th, 1922. Sheriff.

[First publication, 21st October, 1922]

4578—42-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No 153. | DAME MARIE-LOUISE PROTEAU ET VIR, demanderesses; vs GEDEON BROUSSEAU, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la ville du Cap-de-la-Madeleine, concession du fleuve St-Laurent, de la contenance de trente-neuf pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public dudit rang à aller au fleuve St-Laurent, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinquante-neuf (ptie No 159) du cadastre officiel

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 153. | DAME MARIE-LOUISE PROTEAU ET VIR, pliantiffs; vs GEDEON BROUSSEAU, defendant.

As belonging to the said defendant, namely:

An emplacement situate in the town of Cap-de-la-Madeleine, concession of the river St. Lawrence, containing thirty-nine feet in width, English measure, and more or less, by the depth there may be from the public road of the said range to the river St. Lawrence, known and designated as forming part of the lot number one hundred and fifty nine (pt.

du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine; borné en front par ledit chemin public (route nationale Montréal-Québec), en profondeur par ledit fleuve Saint-Laurent, du côté nord-est à Odilon Bergeron ou représentants et du côté sud-ouest à Amédée Brousseau—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet au droit de passage de dix pieds de largeur, près de sa ligne sud-ouest sur cinquante-cinq pieds de longueur à partir du dit chemin public, aussi à la mesure anglaise, établi pour l'utilité de cet emplacement et de l'emplacement de Amédée Brousseau, ainsi que droit réciproque à perpétuité de vues et d'ouvertures sur ledit passage, pour l'utilité de ces deux emplacements, suivant que le tout est mentionné dans l'acte de cession consenti par ledit Gédéon Brousseau au dit Amédée Brousseau, le 29 mars 1922, devant J.-A. Lemire, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, le 1er avril suivant, sous No 76371.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 27 septembre 1922.

[Première publication, 30 septembre 1922]

4193—39-2

No. 159) of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Caplde-la-Madelelne; bounded in front by the public road (Quebec-Montreal highway), in depth by the said river St. Lawrence, on the northeast side by Odilon Bergeron or representatives and on the southwest side by Amedee Brousseau—with the houes and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to a right of passage ten feet wide, near its south west line byfifty-five feet in length commencing at the said public highway, also according to English measurements, established for the utility of this emplacement and the emplacement of Amédée Brousseau, together with the perpetual reciprocal right of sights and openings on the said passage, for the utility of these two emplacements, as the whole is mentioned in a deed of transfer from the said Gédéon Brousseau to the said Amédée Brousseau, the 29th of March, 1922, before J. A. Lemire, notary, and registered at the registry office of the county of Champlain, the first of April following, under the No. 76371.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, of Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madelelne, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.

Three Rivers, September 27th, 1922.

[First publication, 30th September, 1922]

4194—39-2

Lettres patentes

"National Stevedoring, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec. 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre, 1922, constituant en corporation John MacNaughton, Albert Isidore Goodstone, avocats, et Harry Clay Chesley, agent, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, importer, exporter, acheter, troquer et faire le commerce de toutes sortes d'effets, dentées et marchandises;

Exercer l'industrie de prorpiétaires de vaisseaux, commissaires-chargeurs, constructeurs de vaisseaux, propriétaires de barges, gabariers, voituriers par terre et par eau, agents d'expédition, entreposeurs, propriétaires de quais, dragueurs, magasiniers, propriétaires de bassins, fondeurs de fer et de minerai, mineurs, propriétaires de mines, maîtres de hâvres, agents à commission, marchands, négociants, importateurs et exportateurs de toutes sortes de marchandises, pourvoyeurs de marchandises, d'effets, de frêt et d'autres biens; erercer le commerce d'arrimeurs, faire le chargement et déchargement de bateaux, à voiles et à vapeur barges, bateaux plats, wagons de chemins de fer, véhicules ou vaisseaux de toutes sortes et descriptions pour les fins du transport ou autrement par air, terre et eau;manufacturer et faire le commerce de billes, bois de commerce, bois de construction et autre bois, métaux et tous autres articles dans la fabrication desquels entrent le bois ou le métal et toutes sortes de leurs produits naturels et sous-produits; fabriquer, acheter, vendre troquer et s'engager,

Letters patent

"National Stevedoring, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of september, 1922, incorporating : John MacNaughton, Albert Isadore Goodstone, advocates, and Harry Clay Chesley, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, import, export, purchase, sell, trade and deal in all kinds of goods, wares, and merchandise ;

To carry on the business of shipowners, shippers, shipwrights, barge owners, ligthermen carriers by land and water, forwarding agents, warehousemen, wharfingers, dredgers, storekeepers, dockowners, foundrymen, miners, mine owners, smelters, harbour masters, commission agents, merchants, traders, importers and exporters of kinds of goods, purveyors of merchandise, goods, freight, and other property ; to carry on the business of stevedores, the loading and unloading of ships, steamers, barges, canal, boats, railway cars, vehicles or vessels of all kinds and descriptions for purposes of transportation or otherwise by air, land and water ; to manufacture and deal in logs, lumber, timber, wood, metal and all articles into the manufacture of which wood or metal enters and all kinds of naturel products and by-products thereof ; to manufacture, buy, sell, deal in and to engage, to conduct and carry on the business of manufacturing, buying, selling and dealing in goods, wares, merchandise and personal property of every class and description; to carry on the business of shipbuilding, ship-

conduire et exercer le commerce de fabricants, acheteurs, vendeurs, et commerçants d'effets denrées et marchandises et de biens personnels de toutes nature et espèce; exercer l'industrie de constructeurs de navires, réparateurs de vaisseaux, affréteurs, loueurs et renfloueurs et réparer, convertir, modifier, louer, arrenter donner à bail, permettre l'usage, et disposer d'articles, marchandises, effets mobiliers et fournitures de toutes sortes nécessaires pour la bonne exercice des affaires ci-dessus mentionnées;

repairing, chartering, hiring, and salving and metal, wood or ther construction work in all its branches, and to deal in, buy, sell, manufacture repair, convert, lalter, let, ease, hire, license, to use, deal in and dispose of articles, goods and chattels and supplies of all kinds necessary for the due carrying out of the business set forth herewith;

Dessiner, construire, agrandir, allonger, réparer, compléter, démolir, enlever, posséder, acquérir, acheter, vendre, arrenter, louer, entretenir, produire, exploiter, utiliser ou autrement disposer de cales-sèches, cales de radoub, cales flottantes, jetées, hâvres, chantiers maritimes, brises-lames, échafaudages pour soutenir des vaisseaux, pontons, môles, quais, tramways sur la propriétés possédée ou contrôlée par la compagnie, usines, bâtisses, machineries, entrepôts, élévateurs, monte-charges, et autres commodités, cours, dragues, barges, alléges, grues flottantes, grues, bateaux-phares bouées, remorqueurs, bateaux de remorquage, bateaux à vapeur, renflouer des vaisseaux et outillages de toutes sortes; pouvoirs hydrauliques, pneumatiques ou autres et toutes constructions en métal, bois, ciment, terre ou autres matériaux qui pourraient soit directement ou indirectement augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les mettre à profit, et les exploiter, conduire, gérer et en disposer; pourvu toutefois que la vente, la distribution ou la transmission de l'énergie ou force pneumatique, hydraulique ou autres en déhors des terrains de la compagnie soit sujette aux règlements municipaux ou locaux à cet effet;

To design, construct, enlarge, extend, repair, complete, take down, remove, own, acquire, buy, sell, rent, lease, maintain, produce, operate, use or otherwise dispose of dry docks, wet docks, floating docks, jetties, harbours, slips, breakwaters, gridirons. pontoons, piers, wharves tramways on property owned or controlled by the company, worshops, buildings, machinery, warehouse elevetors, lifs and other conveniences, stands, dredges, barges, lighters, floating derricks, cranes, lighships, buoys, tugs, towboats, steamers, salvage vessels and equipment of all kinds ; water powers, pneumatic, hydraulic or other power, and any construction of metal, wood, cement, earth, or other construction which may either directly or indirectly enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights, and to operate, conduct, manage and dispose of the same; provided, however, that any sale, distribution or transmission of pneumatic, hydraulic or other power or force beyond the lands of the company shall be subject to local and municiapl regulations in that behalf ;

Pour les fins susdites, exercer le commerce et l'industrie de fondeurs de fer et de cuivre, fabricants et manufacturiers de fonte ou d'acier, outils, outillages, machines, engins, matériel et roulant de toutes sortes, ou les pièces de ces articles, ajusteurs, constructeurs de moulins, plombiers, poseurs d'appareils à vapeur, chaudronniers ouvriers en métal, machinistes, convertisseurs de fer et d'acier, forgerons, ouvriers en bois, fondeurs, constructeurs de ponts, ouvriers en cuivre ou en acier, constructeurs, peintres, vernisseurs en laque, trempeurs d'acier, émailleurs, galvnoplastes, selliers, métallurgistes, entrepreneurs à forfait, réparateurs et entrepreneurs;

For the purposes aforesaid, to carry on the trades or businesses of iron founders, brass founders, makers and manufacturers of iron or steel castings, and tools, implements, machinery engines, plant and rolling stock of all kinds or parts thereof, fitters, millwrights, plumbers, steam fitters, boiler makers, metal workers, machinists, iron and stell converters, smiths, woodworkers, smelters, bridge builders, brass workers, steel workers, builders, painters, japanners, annealers, enamellers, electro-platers, saddlers, metallurgists, jobbers, repairers and constractors ;

Utiliser pour le commerce ou le transport des effets, marchandises, passagers, malles, munitions, animaux, bétail sur pied ou abattu ou autres effets, ou pour faire des levées hydrographiques, des signaux, du draguage, la pose de câbles télégraphiques ou autres, ou autrement, des bateaux à voiles ou à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, allèges, ou barges appartenant à la compagnie ou affrétés par elle et donner à bail ou affreter ou utiliser autrement lesdits bateaux à voiles ou à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, allèges et barges moyennant rénumération;

To employ in trading or in the carriage of goods merchandise, passengers, mails, munitions, cattle, live and dead meat or other things, or for surveying, signalling, dredging, laying, telegraph or other cables, or otherwise the ships, steamers, vessels, tugs, lighters or barges of the company or under charter to the company, and to let on hire or charter or otherwise employ the said ships, steamers, vessels tugs, lighters and barges for profit ;

Exercer toute autre industrie commerciale, manufacturière ou non qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

To carry on any other business whether trading, manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

Faire, exécuter et prendre ou recevoir tous contrats, transports de contrats en rapport avec aucun des objets de la compagnie, et en

To make, execute and take or receive any contracts, of assignments or contracts relating

recevoir le paiement en deniers ou en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre corporation, ou de tout individu ou gouvernement et les détenir, vendre ou en disposer autrement et souscrire des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre corporation, conformément aux dispositions de l'article 5985, Loi des Compagnies de Québec, 1920;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous contrats ou concessions pour ou relativement à la construction, l'exécution, l'accomplissement, l'outillage, l'amélioration, la gérance, l'administration ou le contrôle de travaux publics ou privés et commodités semblables à ceux pour lesquels cette compagnie est autorisée;

Demander, obtenir, enrégistrer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser exploiter, introduire et vendre, céder ou disposer autrement d'aucune ou de toutes marques de fabrique, formules, secrets, procédés, marques de commerce et marques distinctives et de toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus en vertu de lettres patentes ou autrement, et tout octroi, permis, baux, concessions de tout, ou autre autorités, et utiliser, exercer, développer, aucune et toutes de ces marques de fabrique, brevets, octrois, permis, baux, concessions, procédés et chose de même nature ou les biens, droits ou renseignements ainsi acquis, en permettre l'usage ou les mettre en valeur autrement;

Acquérir par achat, souscription ou autrement, et détenir comme placement, vendre, céder, transférer ou disposer autrement de toutes obligations, débentures ou autres valeurs ou preuves de dettes ou d'actions du capital, créées ou émises par toute autre corporation ou association semblables, et tant qu'elle détiendra cesdites actions, obligations, débentures ou autres valeurs, exercer tous les droits, pouvoirs, et privilèges de propriétaire y compris le droit de voter en vertu de telles valeurs;

Former, promovoir et aider financièrement ou autrement des compagnies, syndicats et associations ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie et donner toute garantie légale en rapport avec ce qui précède ou autrement pour le paiement de deniers ou pour l'exécution de toutes obligations ou entreprises;

Devenir membres de toute société ou être partie à toute convention légale au sujet de concessions reciproque, risques communs ou coopération ou arrangements commerciales conjoints avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou faisant tout commerce que cette corporation a l'autorisation d'exercer ou de faire, et faire des avances de fonds, à cesdites personnes, firmes ou compagnies ou les aider autrement, et prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, parts, débentures ou valeurs de ces personnes, firmes ou compagnies et les subventionner ou les aider autrement, et vendre, détenir, réemettre avec ou sans garantie ou négocier autrement ces dites actions, parts, débentures ou valeurs;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer ou acquérir autrement tout commerce en tout ou en partie semblable en nature ou dans ses objets à l'un des commerces quelconque de cette compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes en conformité des lois de cedit pays

to any object of the company and to receive in payment therefor cash or stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation, or any individual, or government, and to hold, sell or otherwise dispose of the same or to subcribe to the stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation, in conformity with the provisions of Article 5985, Quebec Companies Act 1920 ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any contracts or concessions for or in relation, to the construction, execution, turning out, equipment, improvement, management, administration or control of public or private works and conveniences, similar to those for which this company has powers ;

To apply for, obtain, register or otherwise acquire and hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trademarks, formulae, secret, processes, trade names and distinctive marks and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise and any governmental or other grants, licenses, leases or concessions and use, exercise, develop, grant, licenses in respect of or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, grants, licenses, lease, concessions, processes and the like or any such property, rights or information so acquired;

To acquire by purchase, subscription or otherwise, and to hold as an investment, sell, asign, transfer or otherwise dispose of any bonds, debentures or other securities or evidence of indebtedness or any shares of capital stock, created or issued by any other similar corporation or association, and while owner of such stock, bonds, debentures or other securities, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership including the rights to vote thereon ;

To form, promote and assist financially or otherwise, companies, syndicates and associations having objects similar to those of this company, and to give any lawful guarantee in connection therewith or otherwise for the payment of money or for the performance of any obligation or undertaking ;

To become a member of any parnership or a party to any lawful agreement for reciprocal concession, joint adventure or co-operation or mutual trade arrangement with any person or firm or company that is carrying on or engaged in any business which this corporation is authorized to carry on, or is engaged in and to make cash advances to or otherwise assist any such person, firm or company, and to make or otherwise acquire and hold shares, stock, debentures or securities of, and subsidize or otherwise assist any such person, firm or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guaranties, or otherwise deal with such shares, stock, debentures or securities;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company, or to purchase, lease or otherwise acquire any business in whole or in part similar in character and objects to any of the business of this company ;

To procure the cgmpany to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of

étranger pour représenter la présente compagnie et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Construire ou aider et subventionner la construction, l'acquisition et l'entretien de chemins et tramways sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, de bassins, jetées, quais, viaducs, aqueducs, biez, ponts, fossés et autres travaux semblables; et affréter ou utiliser des vaisseaux pour le transport des produits des moulins, fabriques, mines et des travaux pour apporter et transporter aux propriétés de la compagnie tous les matériaux qui y sont requis; construire, mettre en service et disposer de lignes télégraphiques et téléphoniques pour les fins de son entreprise sur les terrains de la compagnie seulement;

Acquérir toute industrie dans l'un quelconque de ses objets et le même que ceux de cette compagnie, et les terrains, propriétés, privilèges, droits, contrats, limites et obligations lui appartenant, et louer ou sous-louer toute propriété de la compagnie et vendre ou disposer autrement de tout commerce, biens ou entreprises de la compagnie;

Emettre comme actions acquittées de la compagnie du capital de la compagnie en paiement de toutes industries, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, brevets d'invention, biens-fonds, marchandises, biens et autres propriétés que la compagnie peut légalement acquérir, ou avec l'approbation des actionnaires pour services rendus à la compagnie ou requis par elle, soit professionnellement ou autrement, par les promoteurs de la compagnie ou par d'autres personnes avant ou après sa constitution en corporation, et comme compensation, repartir et livrer les dites actions à toute personne y compris ses actionnaires et ses directeurs, ou les payer entièrement ou partiellement en obligations, débentures ou deniers comptants comme il pourait être convenu;

Recevoir comme aide pour la construction ou l'exploitation d'aucun des travaux ou opérations autorisés par les présentes tous terrains, propriétés, franchises, sommes d'argents, actions, parts, obligations ou débentures et les aliéner ou en disposer, en vue de promouvoir aucune des affaires, industries et opérations de la compagnie, recevoir des exemptions de taxes ou toutes autres exemptions, accordées par des autorités municipales ou autres, par règlements, résolutions ou autrement et que telles municipalités ou autres autorités sont autorisés par la loi d'accorder;

Passer des contrats avec toute personne, compagnie ou corporation, soit publique ou privée, ou avec tout gouvernement ou autorité pour l'obtention de ces gouvernements ou autorités de tous droits, privilèges, bonis, subsides, garanties et concessions que la compagnie jugera désirables d'obtenir et exécuter, exercer tout arrangement fait avec cesdits gouvernements ou autorités en rapport avec ce qui précède et s'y conformer;

Vendre, louer ou disposer autrement des propriétés et biens de la compagnie ou de toute partie de sa propriété ou biens pour la compensation que la compgnie jugera convenable, y compris des actions, obligations, débentures et autres valeurs de la compagnie;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en nature entre les actionnaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires,

such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit ;

To construct or aid and subscribe towards construction, acquisition and maintenance of roads and tramways on land owned or controlled by the company, docks, piers, wharves, viaducts, aqueducts, flumes, bridges, ditches and similar works ; and to charter or employ vessels for transporting the products of mills, factories, mines and works for bringing and conveying to the properties of the company all materials required thereat ; to construct, operate and dispose of telegraph and telephone lines for the purpose of its undertakings only on the lands of the company ;

To acquire any business within any of the objects of the company, and lands, properties, privileges, rights, contracts, limits and liabilities appertaining thereto, and let or sub-let any property of the company and sell or otherwise dispose of any business, property or undertaking of the company ;

To issue as paid-up shares of the company stock of the company in payment of any of the businesses, franchises, undertakings, rights, powers, privileges, letters patent of invention, real estate, stocks, asests and other properties which the comany may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for services rendered to or for the company either professionally or otherwise by the promoters of the company or by others either before or after the incorporation thereof, and for such consideration allot and hand over such shares, to any person including its shareholders or its directors ; or, to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or cash as may be agreed upon ;

To receive as aid in the construction or carrying on of any of the works or operations hereby authorized any lands, properties, franchises, sums of money, stock, shares, bonds or debentures and to alienate and dispose thereof, in promoting any of the affairs, businesses and operations of the company, to receive exemptions from taxation and all other exemptions granted by municipal or other authority by by-law resolution or otherwise which may by law be granted by such municipality or other authority ;

To contract with any person, company or corporation, whether public or private, and with governement or authority, to obtain from such government or authority any rights, privileges, bonuses, subsidies, guarantees and concessions which the company may consider it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any arrangement made with such government or authority in connection therewith ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and asset of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, bonds, debentures and other securities of any company;

To distribute any of the property of the company in specie among the shareholders;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of

lettres de change, connaissements, reçus d'entrepôts, mandats et autres effets négociables et transférables;

Payer tous les frais, charges ou dépenses préliminaires ou incidentes, ou encourues en rapport avec la promotion, l'organisation, la formation, l'établissement, l'enrégistrement et la constitution en corporation de la compagnie;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes affaires qui sont incidentes à la bonne exécution des objets pour lesquels cette compagnie est constituée ou qui sont nécessaires pour permettre à la compagnie d'exercer son entreprise avec profit;

Faire tout ce qui précède en qualité de principaux, agents ou procureurs;

Le but ou l'objet de la compagnie est de faire de temps à autre toutes ou l'une quelconque ou plusieurs des actes des choses énumérées aux présentes, et elle pourra faire affaires en pays étrangers sous le nom de "National Stevedoring, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district à Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province ce sixième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

4525 C.-J. SIMARD.

exchange, bills of leading, warehouse receipts, warrants ans other negotiable and transferable instruments;

To pay all or any costs, charges or expenses preliminary or incidental to, or incurred in connection with the promotion, organization, formation, establishment, registration and incorporation of the company;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated, ans necessary to enable the company profitably to carry on its undertaking;

To do all or any of the above things and as principals, agents or attorneys;

The business or purposes of the company is from time to time to do, all or any one or more of the acts and things herein set forth, and it may conduct its business in foreign countries, under the name of "National Stevedoring, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office t athe Provincial Secretary this sixth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,

4526— Assistant Provincial Secretary

"Madeleine River Pulp Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août 1922 constituant en corporation: Chilion Graves Howard, conseil du Roi, Rufus Clement Holden, avocat, Herbert William Shearer, gérant, tous de la cité et district de Montréal pour les fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants, exportateurs, importateurs de billes, bois de charpente, de construction, de pulpe, de bois de pulpe, papier, produits et sous produits, du bois et de la pulpe ainsi que de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois; exercer aussi l'industrie de manufacturiers et meuniers, trafiquer de marchandises d'un caractère général, construire et exploiter sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie, pour les fins industrielles, corporatives, des chemins de fer, tramways et leurs accessoires;

Construire, bâtir ou autrement acquérir, posséder, exploiter, entretenir et gérer des usines et fabriques de confection et production de la pulpe, du papier, du carton, des substances à papier, de tous et chacun de leur ingrédients, produits ou composés, de tous les articles et substances confectionnés avec aucun des matériaux précités, qui y servent ou y sont utiles, aussi manufacturer, acheter ou autrement acquérir, trafiquer et vendre tous les dits articles ainsi que leurs produits ou dérivés, et généralement exercer l'industrie et le commerce de bois, la pulpe, et du papier, sous toutes leurs formes;

Construire, ériger, établir ou autrement acquérir, posséder, entretenir et exploiter des usines et fabriques pour la fabrication du bois de charpente, de construction, de bois de pulpe

"Madeleine River Pulp Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-eighth day of August 1920, incorporating: Chilion Grave sHeward, King's Council, Rufus Clement Holden, advocate, Herbert William Shearer, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, dealers, exporters and importers in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and products and by-products of wood and pulp, and all things into which wood enters of forms a part, and to carry on the business of general manufacturers and millers and to deal in general merchandise and to construct and operate on lands or owned controlled by the company for the company's business, railways and tramways and their accessories;

To construct, erect, or otherwise acquire, own, operate, maintain and manage mills and factories for the manufacture and production of mechanical, pulp, paper, cardboard, paper materials and any and all ingredients or products or compounds thereof and any and all articles and substances made from any of the aforesaid materials, or used or useful in connection therewith, and to manufacture, purchase for otherwise acquire, to deal in and all the said articles and all or any other substances, products or by-products thereof, and generally to carry on the business of manufacturing and dealing in pulp and paper in all its branches;

To construct, erect, establish or otherwise acquire, own, maintain and operate mills and factories for the manufacture of timber, lumber, pulp, wood, and any and all articles capa-

et de tous les articles susceptibles d'être confectionnés avec les produits forestiers, aussi acheter, vendre, et trafiquer des bois de charpente, de construction, de pulpe ainsi que des produits forestiers généralement, aussi de tous les articles qui en sont manufacturés, et faire toutes choses qui sont nécesssaires ou se rattachent à l'exercice de l'industrie forestière sous toutes ses formes;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou par un autre titre légal, vendre et trafiquer des droits de coupe, ténements boisés et concessions forestières, lopins de bois, bois debout ou coupé, force hydrauliques, lots de grève, bien-fonds, droits de passage et autre propriété mobilière et immobilière et mixte qu'on estimera utile, nécessaire ou avantageux à l'exercice de toutes les opérations de la compagnie ou d'aucune d'icelle;

Construire, bâtir ou autrement acquérir, administrer, entretenir, exploiter, louer, céder à bail, vendre et aliéner toutes les bâtisses, magasins, entrepôts, usines, dépôts, bureaux, hôtels, résidences, campements, chantiers, caches, écuries de louage et autres structures qui peuvent être nécessaires ou avantageuses à l'exercice de l'industrie de la compagnie, comprenant le pouvoir de bâtir, construire, établir, entretenir ou surveiller des églises, écoles ou clubs et les autres bâtiments qui seront considérés nécessaires ou avantageux à l'usage des employés de la corporation et à d'autres, aussi les exploiter, louer, vendre ou auzrement en disposer;

Etablir, entretenir et exploiter, à l'usage de la compagnie, de ses employés, locataires et autres, un service de protection contre l'incendie, un service d'aqueduc, un service d'éclairage électrique ou au gaz, et passer relativement à ces services, les contrats jugés nécessaires ou judicieux, soit pour disposer de l'excédent, soit pour autre objet, sauf la règlementation provinciale et municipale, le pourvoir d'établir un service de lumière électrique sera exercé dans les comtés de Gaspé, Bonaventure, Matane et Rimouski ou aucun de ces comtés;

En rapport avec l'industrie corporative, exercer le commerce de marchands et négociants généraux de fournitures et marchandises de toute nature, faire affaires aussi comme cultivateurs, commerçants de toutes espèces de denrées de la ferme, de laiterie et du jardin;

Acheter, bâtir, construire ou autrement acquérir, posséder, fréter, entretenir, exploiter, gérer, faire naviguer et utiliser des bateaux à vapeur et autres, des barges, bacs, et vaisseaux pour les fins de son commerce et autrement acheter et acquérir des actions dans aucun tel navire;

Construire, entretenir, altérer, faire, posséder et exploiter sur la propriété que détient ou contrôle la compagnie, aussi sur la propriété adjacente à icelle, tous réservoirs, barrages, écluses, canaux de moulins et autres débouchés, travaux, améliorations, estacades, écluses, forces hydrauliques, aqueducs, puits, fossés, canaux, quais, glissoires, jetés, routes, rouleaux à billes ainsi que d'autres structures et travaux qui peuvent être nécessaires et avantageux ; aussi produire, générer, développer et créer de l'énergie destinée à aucuns tels travaux, et la transmettre et distribuer par aucuns procédés quelconques aux fins de la compagnie ou autres, vendre et aliéner aucun pouvoir ou les droits à l'usage d'aucune partie de la propriété précitée en faveur

ble of being manufactured from the products of the forest, and to buy, sell and deal in timber, lumber, pulp wood and products or the forest generally and all articles manufactured therefrom or in connection therewith, and to do all matters and things necessary or incidental to the carrying on of the business of lumbering in all its branches;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange, or other legal title, and to sell and deal in timber licenses, timber lands and limits, wood lots, standing timber, cut tim ber, water powers, water lots, real estate, right of way, and such other immoveable and moveable, and mixed property as may be found usefu', necessary or expedient in the conduct of all or any of the operations of the company;

To erect, build or otherwise acquire, manage, maintain, operate, lease, let, sell, and alienate, all such buildings, stores, warehouses, shops, depots, offices, boarding-houses, hotels, dwellings houses, camps, chanties, caches, livery stables, and other erections as may be necessary or expedient in the conduct of the company's business, including the power to build, construct and establish and maintain or conduct and to aid in building, constructing and establishing, maintaining or conducting churches school, houses, clubs and such other buildings as may be deemed necessary or advisable for the use of the employees of the company and others, and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same;

To establish, maintain and operate for the use of the company, its employees, tenants, and others a fire protection service, water service, electric light or gas service, and to make such contracts with respect to the same as may be found necessary or advisable, either for the disposal or the surplus or otherwise subject to provincial and municipal regulations, the power to establish an electric light service to be exercised in the counties of Gaspé. Bonaventure, Matane, and Rimouski or any of them;

In connection with the business of the company to carry on the business of general storekeepers and dealers in supplies and general merchandise and to carry on business as farmers, dealers in and producers of dairy, farm and garden produce of all kinds;

To purchase, build, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage navigate and use, steam and other boats, barges, scows and vessels for the purposes of its business and otherwise and to purchase or acquire shares in any ship;

To construct, maintain, alter, make, own, and operate on property owned or controlled by the company and on property adjacent thereto all such reservoirs, dams, flums, race and other ways, works, improvements, booms, sluiceways, water powers, aqueducs, wells, ditches, canals, wharves, slides, piers, roadways, log rolls and other erections and works as may be necessary and expedient and to produce, generate, develop and create power from any such works, and the same to transmit and distribute by any means whotever for the purpose of the company, or otherwise and to sell and dispose of any power, or the rights tu use any portion of the aforesaid property, to others upon such terms as may be deemed

d'autres personnes aux conditions jugées judicieuses; pourvu cependant, que la vente, la distribution ou la transmission de l'énergie hors les terrains de la compagnie reste régie par le règlements locaux et municipaux y relatifs ; les pouvoirs contenus dans les paragraphes ci-dessus, en autant qu'ils s'y rapportent à la production, génération, développement, création, vente transmission ou distribution de force motrice seront exercés dans les comtés de Gaspé, Bonaventure, Matane et Rimouski ou aucun de ces comtés;

Conclure des arrangements avec une ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la compagnie, ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal et aider ou contribuer de la manière jugée judicieuse.

Conclure aussi avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir; et exécuter, exercer et se conformer à ces arangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés, de la compagnie, ou ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocutions, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou une partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie;

Exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, qui peut être exercée directement ou indirectement en rapport avec les objets de la compagnie, ou qui peut lui être avantageuse ou profitable. Manufacturer, acheter, louer, ou autrement acquérir des machines ainsi que tous appareils nécessaires ou utiles à l'industrie corporative, et les vendre, louer ou autrement en disposer;

Emettre des récépissés, négociables ou autres relatifs à des marchandises emmagasinées chez la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, société ou corporation avec laquelle la compagnie pourra avoir des relations d'affaires;

Aider et sustenter au moyen de boni, avances de deniers ou autrement, avec ou sans garanties des colons réels ou intentionnels sur aucuns terrain appartenant à la compagnie ou par elle vendue, ou dans la voisinage de ces terrains, et généralement encourager la colonisation de ces terres;

Solliciter, garder, enrégistrer, louer, acquérir et détenir, ou vendre, louer ou autrement aliéner et accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des brevets d'invention, améliorations ou procédés, des marques nécessaires ou avantageuses à aucun des objets de la compagnie;

expedient, provided however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company, shall be subject to provincial and municiapl regulations in that behalf, the powers in the foregoing paragraph in so far as they relate to the production, generation, development, creation, sale transmission or distribution of power, to be exercised in the counties of Gaspé, Bonaventure, Matane and Rimouski or any of them;

To enter into arrangements with any municipality or municipalities within which or adjacent to which the company's works are located, or with the inhabitants thereof, for the encouragement of municipal improvement, and to assist therein or contribute thereto in such manner as may be deemed advisable;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercice and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company or ts predecessors in business or the dependents or connection of such persons and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To carry on any business whether manufacturing or otherwise which may be carried on, directly or indirectly, in connection with the purposes of the company or which may be beneficial or profitable thereto;

To manufacture, purchase, lease or otherwise acquire machinery and any and all apparatus necessary or sueful in connection with the business of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company and to loan money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any person, firm or corporation with whom the company may have business relations;

To aid and assit by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, settlers or intending settlers upon any land belonging to or sold by the company or in the neighborhood of such lands and generally to promote the settlements of such lands;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell, lease, or otherwise dispose of, and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of inventions, improvements or processes, trade marks, trade names, and the like, necessary to or beneficial for any of the purposes of the company;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures, ou autres valeurs, ou autrement aucune autre compagnie ou corporation, ou personne, surveiller ou exécuter aucun contrat assumé par aucun telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres, de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie et à toute personne, y ayant droit en nature, aucune propriété de la compagnie et spécialement aucunes actions, débentures ou obligations d'aucune autre corporation, lui appartenant ou dont la compagnie peut disposer;

Acquérir, par achat ou autrement les actions d'aucune autre compagnie exerçant une industrie totalement ou partiellement semblable à l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou toute industrie ou genre d'affaires susceptibles d'être exercés de façon à profiter directemeEt ou indirectement à la compagnie, ou autrement acquérir et assumer aucune entreprise et industrie entièrement ou partiellement semblable à celle de la corporation, avec son outillage, son fonds de commerce, son achalandage, ses franchises et valeurs de toutes espèces ainsi que son passif, exercer aussi aucune industrie qui semblera propre à être convenablement exercée en rapport avec aucun des objets précités ou susceptibles directement ou indirectement d'accroître la valeur ou de faciliter la réalisation des biens droits ou entreprises de la corporation ou de les rendre profitables;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, cessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer, aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et dépenses nécessaires;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Emettre des actions libérées, obligations, débentures ou autres titres de la compagnie en paiement in égral ou partie d'aucuns biens ou droits qu'on pourra acquérir, des services rendus, du travail fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie;

Pourvoir à la rénumération des directeurs de la compagnie de toute manière quelconque y compris leur participation dans les dividendes ou profits de la compagnie et en participant dans toute distribution des biens de la compagnie, soit dans la dissolution ou liquidation de la compagnie ou autrement;

Rémunérer aucune personne ou compagnie

To raise, and assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation or person and to manage and perform and contract undertaken by any company, corporation or person;

To invest the moneys of the company, not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To distribute among the shareholders of the company and other persons entitled thereto in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company, may have power to dispose of;

To acquire by purchase or otherwise, the shares of any other company, carrying on business in whole or in part similar to the business which this company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, or otherwise to acquire and undertake any other undertaking and business similar in whole or in part to that of the company, together with its plant, stock-in-trade, good-will, franchises and assets of all kinds, and liabilities and to carry on any other business which may seem capable of being conveniently carried on in connection with any of the above objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value or facilitate the realization of or render any of the company's property or rights or undertakings;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise carry out and enjoy any, license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof:

To sell, or otherwise dispose of the undertaking of the company or of any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company, and to distribute such shares, debentures or securities amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part-payment for any property or rights wheih may be acquired by or for any services rendered, or for any work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To provide for the remuneration of the directors of the company in any manner, including, remuneration by sharing in the dividends or profits of the company and by sharing in any distribution of the property of the company, whether made upon the winding up or liquidation of the company or otherwise;

To remunerate any person or company for

pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucunes débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Se fusionner, faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne, société ou compagnie, exerçant, se livrant à sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commrce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun commerce, ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi avancer de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, et souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions et obligations d'aucune telle compagnie, et les vendre ou autrement les négocier;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie signification d'aucune procédure ou action;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes choses qui autorisent les présentes ou aucune d'icelles, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents;

Faire toutes les autres choses qui sont nécessaires à l'accomplissement intégral des objets précités ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "Madeleine River Pulp Company, Limited." avec un capital total de centmille (100,000.00) piastres, divisé en mille actions (1,000) de cent ($100) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'août, 1922.

C.-J. SIMARD,

4527 Sous secrétaire de la province.

services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage, in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to advance money to guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company, to take or otherwise acquire and hold shares and securities of any such company and to sell or otherwise deal with the same;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreing contry to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of amking known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors, or agents;

To do all such other things as may be necessary to the due carrying out of the above objects or any of them under the name of "Madeleine River Pulp Company, Limited", with a total captal stock of one hundred thousand dollars ($100,000.00), divided into one thousand shares (1,000) of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be, at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of August, 1922.

C.-J. SIMARD,

4528 Assistant Provincial Secretary.

"Mount Royal Distilleries, Limited".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de septembre 1922, constituant en corporation Paul-Emile Lanctot, Paul Lalonde, avocats, et Jeanne Fittes, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire, conduire, exploiter, exercer le commerce et l'industrie de distillateurs, brasseurs, rectificateurs, fabricants de

"Mount Royal Distilleries, Limiten".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of September, 1922, incorporating: Paul Emile Lanctot, Paul Lalonde, advocates, and Jeanne Fittes, stenographer, all three of the city and district of Montréal, for the following purposes;

To acquire, construct, conduct, operate and carry on the trades or businesses of distillers, brewers, rectifiers, maltsters and bottlers and

malte, enbouteilleurs, mélangeurs et fabricants de liqueurs spiritueuses et fermentées; fabriquer, rectifier, distiller des alcools, acides, ether et essences produites dans la fermentation ou la distillation destructive du grain, du bois ou autres matières végétales ou produits de matières végétales; fabriquer en ou en dehors de douanes ou distiller toutes sortes de liqueurs spiritueuses et alcooliques les mûrir, acheter, vendre et en faire le commerce;

Exercer le commerce ou l'industrie d'entreposeurs, propriétaires d'élévateurs et d'expéditeurs et adapter et préparer pour la consommation ou l'usage économique les résidus ou sous-produits dérivés de la fabrication faite par la compagnie;

Exercer toute autre industrie auxiliaire ou qui peut être exercée en rapport avec l'industrie sus-mentionnée, y compris, mais non limitée à l'industrie de marchands et cultivateurs de houblon, facteurs de malte, marchands de blé d'inde, tonnelliers, fabricants de bouteilles, fabricants de capsules pour bouteilles, pottiers, fabricants et commerçants d'eau minérale et de liqueurs azotées, marchands et fabricants de vin et liqueurs fortes, pourvoyeurs autorisés, hôteliers, taverniers, fabricants et marchands de glace, commerçants de levure, vendeurs et sêcheurs de grains, fabricants de boîtes, constructeurs de moulins, charrons et toutes autres industries connexes;

Acheter, vendre, manipuler et faire le commerce en gros et en détail des produits, articles et choses de toutes sortes dont la compagnie peut convenablement faire le commerce en rapport avec aucun de ses objets;

Importer ou fabriquer des alambics, serpentins, appareils rectificateurs ou autres convenant à la fabrication de la bière ou liqueurs fortes ou pour la rectification de liqueurs fortes, et acheter, louer ou acquérir autrement et fabriquer, réparer, utiliser, vendre, faire le commerce ou disposer autrement de toutes sortes de machineries, machines, appareils, effets, inventions, articles, dispositifs, meubles, instruments, matériaux, outillages et outils qui pourront être utiles, nécessaires ou avantageux dans l'exsercise de l'industrie de la compagnie;

Acheter, louer ou acquérir autrement et détenir ou vendre; louer ou acquérir autrement et disposer de tous biens réels et personnels, mobiliers et immobiliers, et de tous droits y attachés;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira de nature à promouvoir l'accomplissement des objets de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de commerces patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à leur usage, ou aucun secret ou autre renseignement, relatif ou se rapportant à aucune invention, paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie, et dont l'acquisition sera susceptible directement ou indirectement à profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des droits y relatifs ou autrement faire valoir les droits et renseignements ainsi acquis;

Acheter, louer ou acquérir autrement la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, la propriété, les franchises, la clientèle, les droits et privilèges détenus ou dont jouit toute personne, firme ou corporation exerçant une

of compounders and bounded manufacturers of spirituous and fermented liquors; to manufacture, rectify or distill alcohols, acids, either and essences produced either in the fermentation or destructive distillation of grain, wood or other vegetable matter of products of vegetable matter; to manufacture in and out of bond or to distill all kinds of spiritious and alcoholic liquors and to age, buy, sell and deal in the same;

To carry on the trade or business of warehousing, elevating the forwarding and to arrange and provide for the consumption or economic use to the refuse or by —product in connection with the manufacturing done by the company;

To carry on any business auxiliary to or which can be carried on in connection with the aforesaid business, including, but not limited to, hop merchants and growers, malt factors, corn merchants, coopers, bottle makers, bottle stopper makers, potters, manufacturers of and dealers in aerated mineral waters and drinks, wine and spirit merchants and manufacturers, licensed victuallers, hotelkeepers, beer house keepers, ice manufacturers and merchants yeast dealers, grain sellers and dryers, box manufacturers, millwrights, wheelwrights, and any other business incidental thereto;

To buy, sell, handle and deal both in wholesale and retail in commodities, articles and things of all kinds, which can conveniently be dealth with by the company in connection with any of its objects;

To import or manufacture stills, worms, rectifying or other apparatus suitable for the manufacture of which beer or spirits of for the rectifying of spirits, and to purchase, lease or otherwise, acquire, and to manufacture, repair, use, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of machinery, machines, apparatus, goods, devices, articles, contrivances, fixtures, instruments, materials, implements and tools which may be useful, necessary or profitable in the carrying on of the business of the company;

Tu purchase, lease or otherwise acquire and hold or sell, lease or otherwise acquire dispose of any property real and personal, movable and immovable, and any rights in or to the same;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which the company thinks conductive to the carrying on of the objects of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trademarks, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and tu use, exercise, develop or grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, rights and privileges, held, or enjoyed by any firm or person or by any corporation, carrying on any business which

industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et les payer, soit en actions privilégiées ou ordinaires de la compagnie, entièrement ou partiellement acquittées, ou en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement et se charger des engagements de ces dites personnes, firmes ou corporations;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des-profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute compagnie exerçant ou engagée ou sur point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie à l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle personne, et les vendre, les détenir ou les réémettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Acheter, souscrire, ou autrement acquérir, par souscription originaire, en échange contre des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie, ou autrement, aussi détenir, vendre ou autrement aliéner les parts ordinaires ou privilègiées, les débentures, obligations et autres valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter aussi sur les actions ainsi détenues par l'entremise d'un ou plusieurs agents que les directeurs nommeront;

Conclure avec toutes autorités ou gouvernements, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges, permis et patentes et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Etablir et exploiter des agences, dépôts et succursales d'affaires;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en nature aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes les actions, débentures, ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer et faire tous actes, exercer tous pouvoirs qui sont nécessaires à l'exercice de tout commerce incident ou que la compagnie croira de nature à être convenablement exercé en rapport avec le commerce de la compagnie;

Se fusionner à toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire tous les actes nécessaires à l'entreprise, l'exercice et la réalisation d'aucun des commerces que cette compagnie a l'autorisation de faire ou d'exercer;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement aucune autre corporation, dont les actions du capital seront détenues par cette compagnie ou avec la quelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in fully paid up or party paid up preference or ordinary shares of the company, or in the bonds, debentures, or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or engaged in or about to carry on or engage in any businesss or transaction which this company is authorized to carry on or engage in and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person and to take or otherwise acquire shares and securi- ties of any such person and to sell, hold, reissue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To purchase, take or acquire by original subscription or in exchange for the shares, bonds, debentures or othr securities of this company or otherwise and to hold, sell or otherwise, dispose of shares, sotck, whether common or preferred debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit this company and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To enter into any arrangements with any authorities or governement municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges, permits or licenses, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry on, exercice and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions:

To establish and carry on agencies, depots and branch places of business;

To distribute among the shereholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures, or other securities in other company belonging to the company, or which the company may have the power to dispose of, and to do all acts and exercise all powers necessary to carry on any business inceidental to or that the company thinks may be conveniently carried on in connection with the business of the company;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To do all acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which the company is authorized to engage in or carry on;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares, or with whom the company may have business relations.

Le but ou l'objet de la compagnie est de faire de temps à autre l'un quelconque ou plusieurs des actes et choses enumérés aux présentes; et tous pouvoirs accordés dans aucun paragraphes ci-dessus ne seront limités ou restreints par déduction ou induction des termes de tout autre paragraphe sous le nom de "Mount Royal Distilleries, Limited", avec un capital total de deux cent cinquante mille ($250,000.00) piastres, divisé en deux mille cinq cents (2500) actions, de cent (1$00.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de septembre, 1922.

C.-J. SIMARD.

4553 Sous secrétaire de la province.

The business or purpose of the company is from time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth; and any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Mount Royal Distelleries, Limited", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars ($250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars $100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,

4554 Assistant Provincial Secretary.

"Madix Watch Import Company, Limited".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de septembre, 1922, constituant en corporation Max Bernfeld, Léopold Barry avocats, Harry Bierack, commis, tous de la cité et du district de Montréal pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie d'orfèverie, argenterie, de bijouterie en général;

Faire généralement le commerce de bijouterie, montres, articles en cuivre, verrerie, objets d'art, papeterie, bimbeloterie et articles de fantaisie, y compris tout commerce de fabrication s'y rapportant;

Faire toute et aucune des affaires et choses nécessaires, convenables et propres relativement à l'achat, la vente, l'importation et la fabrication d'effets de la même nature que ceux vendus par des orfèvres, et bijoutiers, en général et exercer l'industrie de bijoutiers, marchands et fabriquants imbeloterie et articles de fantaisie;

Acheter, entreprendre, louer ou acquérir autrement tous terrains, machines, travaux ou biens considérés utiles aux fins de la compagnie

Eriger et construire des bâtisses, travaux et machineries qui seront nécessaires en rapport avec les fins de la compagnie ou y incidentes;

Acheter ou acquérir autrement tous biens, droits ou intérêts considérés utiles pour aucune des fins susdites;

Acquéèir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevêts, droits de brevêt, patentes, privilèges ou autorités, relativement ou au sujet de toute invention qui pourrait être utile à la compgnie;

Hypothéquer, engager, vendre, louer ou disposer d'aucun des terrains, travaux, marques de commerce, dissins industriels, brevêts, droits de brevêt ou autres fins de la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans une ou plusieurs autres compagnies exerçant une industrie semblable, et les vendre ou autrement les négocier;

Acquérir de toute personne, firme ou corporation ,toute industrie semblable ou indidente à ce qui précède et émettre des actions entièrement acquitées en paiement ou partie de paiement de son prix d'achat;

Prendre, acquitter et détenir des valeurs de toute nature et espèce, réelles ou personnelles pour dettes, engagements, ou obligations envers

"Madix Watch Import Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1922, incorporating: Max Bernfeld, Leopold Barry, advocates, Harry Bierack, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of goldsmith, silversmiths and manufacturing jewellers generally;

To carry on general jewellery, watchs, leather goods, glass, art wares, stationery, small wares and fancy goods business, including any manufacturing business incidental thereto;

To do any and all matters and things necessary, fit or proper in and about the purchase, sale, importation and manufacture of goods of the nature sold by goldsmiths, silversmiths and jewellers generally, and to carry on the business of jewellers, small wares and fancy goods merchants and manufacturers;

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any invention which may be useful to the company;

To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other properties of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature, and to sell or otherwise deal with the same;

To acquire from any person, firm or corporation, any business of a like nature or incidental to the foregoing sand to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price therof;

To take, acquire and hold securities of nature or kind, real or personel for debts, liabilities or obligations to the company, in-

la compagnie, encourues ou qui seront encourrues relativement aux fins et objets de la Compgnie, sous le nom de "Madix Watch Import Company, Limited", avec un capital total de vingt mille (20,000,00) piastres, divisé en deux cents (200) actions de cent (100) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

4557 C.-J. SIMARD.

curred or to be incurred in respect to the purpose and objects of the company, under the name of "Madix Watch Import Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000,00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of thecompany, will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of september, 1922.

C.-J. SIMARD,

4558 Assistant Provincial Secretary.

"The Electroplating & Silversmith Co., Limited".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de septembre 1922, constituant en corporation Albert W. Picton, chimiste, Arthur F. Renault, commis-voyageur, Clarence D. Lelièvre, comptable, tous de la cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, vendre, et faire le commerce d'orfèvrerie, argenterie, verrerie, vaisselle, articles d'ornementation, statues et bric-à-brac et généralement exercer le commerce, le métier et la profession d'orfèvres et bijoutiers;

Manufacturer, vendre, disposer et faire le commerce d'instruments, appareils, dispositifs, substances et procédés se rapportant à la chimie, lumière, optique, électricité, acoustique, photographie, télégraphie et la mécanique et spécialement la télégraphie sans fil;

Faire toutes sortes de placage y compris le placage en or, argent, bronze et cuivre;

Agir en qualité d'agents, marchands à commission, courtiers, représentants pour des firmes commerciales, canadiennes ou étrangères;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce des biens ou obligations de toute personne ou compagnie, exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou en possession des biens convenant aux fins de la compagnie sous le nom de "The Electroplating & Silversmith Co., Limited ", avec un capital total de trente mille ($30,000.-00) piastres, divisé en trois cents actions (300) de cent ($100.00) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4559 C.-J. SIMARD.

"The Electroplating & Silversmith Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1922, incorporating: Albert W. Picton, chemist, Arthur F. Renault, commercial traveller, Clarence D. Lelievre, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, and deal in goldware, silverware, glassware, crockery, ornemental articles, statuary and bric-à-brac; and generally to carry on the business, employment and occupation of gold and silversmiths and jewellers;

To manufacture, sell, and dispose of, and deal in instruments, apparatus, appliances, substances and processes relating to chemistry, light, optics, electricity, accoustics, photography, telegraphy and mechanics, and specially wireless telegraphy;

To do all kinds of plating, including gold, silver, brass and copper;

To act as agents, commission merchants, brokers, and representatives for Canadian or foreign commercial firms or persons;

To acquire or undertake the whole or any part of business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company in authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and pay for the same in paid-up shares of the company, under the name of " The Electroplating & Silversmith Co., Limited ", with a total capital stock of thirty thousand dollars ($30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,

4560 Assistant Provincial Secretary.

"Rainbow Sea-Food, Inc."

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de septembre 1922, constituant en corporation: René Chènevert, Léopold Barry, avocats, Philias Laplante, comptable, tous de la cite et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire toutes ou aucune des affaires d'hôteliers, taverniers, restaurateurs, proprietaires de clubs, salles de rafraichissement, maisons de pension, et maisons publifiues, pourvoyeurs publics, loueurs de voitures, propriétaires de voitures de louage, taxi, omnibus, garages,

"Rainbow Sea-Food, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1922, incorporating Rene Chenevert, Leopold Barry, advocates, Philias Laplante, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Bo carry on all or any of the businesses of hotel, tavern, restaurant, club, refreshment rooms, lodging and public house keepers of proprietors, public caterers, job-masters, coach, cab, omnibus, garage, livery stable, and laundry proprietors caterers for all kinds of amusements,

écuries de louage et buanderies, pourvoyeurs de toutes sortes d'amusements, divertissements bals, danses, jeux, diners et soupers, agents et controleurs ou propriétaires de théâtre, jardiniers, laitiers, perruquiers et messagers et toutes autres affaires qui paraîtront susceptibles d'être profitablement exercées en rapport avec aucune des affaires ci-dessus mentionnées, ou qui y sont auxiliaires;

entertainments, balls, dances, sports, dinners and suppers, theatre and opera-box office agents or proprietors, market gardeners, dairymen, hairdressers and messengers and any other business which may appear capable of being profitably or conveniently carried on in connection with or as auxiliary to any of the above mentioned businesses;

Acheter, exporter, importer, fabriquer, cultiver, utiliser, vendre, faire le commerce de tabac, cigares, thé, café, fleurs, fruits, légumes, coutellerie, vaisselle, lingerie, meubles, usine génératrice d'électricité et gaz et leurs accessoires, bétail sur pied et abattu, aliments, produits de toute nature et tous autres effets, marchandises ou choses convenant aux fins de la compagnie ou à aucunes d'icelles, et établir, mettre en service et entretenir des établissements autorisés en vertu de la loi des liqueurs alcooliques;

To purchase, export, import, manufacture, grow, use, sell, deal in tobacco, cigars, tea, coffee, flowers, fruit, vegetables, cutlery, plate, linen, furniture, electric light and gas plant, and fittings, live and dead stock, food and produce of every description, and any other commodities, goods or things convenient for the purposes of the company, or any of them and to establish, operate and maintain establishments licensed under the Alcoolic Liquor Act;

Acheter ou acquérir autrement et obtenir toute protection provisionnelle ou autre, ou toutes patentes au sujet d'aucune invention ou supposée invention, brevêts, marques de commerce ou de fabrique, dessins, droits d'auteur, projets, idées, secrets ou autres procédés et choses de même nature qui paraîtront suscep; tibles d'être avantageuses et utiles à la compagnie et éprouver, développer, prolonger, renouveler, exercer, utiliser, vendre toutes ou chacune d'icelles, accorder des permis exclusifs ou autres à leur sujet et en faire le commerce autrement;

To purchase or otherwise acquire and obtain provisional or other protection and licenses in respect of any inventions or alleged inventions, patents, trade-marks or names, designs, copyrights, schemes ideas secret or other processess, and the like, which may appear likely to be adSantageous or useful to the company, and to test, develop, prolong, renew, exercise, use, vend, grant, exclusive or other licenses in respect of, or otherwise deal with all or any of the same;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie pour les fins de la compagnie, de temps à autre selon que la compagnie est autorisée à faire par règlement, faire des avances des deniers, garantir les contrats ou obligations, se porter garants et aider financièrement toutes personnes, firmes, compagnies ou corporations exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie et autorisée par les présentes d'exercer;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required for the purposes of the company from time to time, as the company is authorized to do by-law; and to make cash advances to, guarantee the contracts or engagements of, become surety for, and financially assist any person, firm, company or corporation carrying on business similar to that which this company is hereby authorised to carry on;

Acheter ou acquérir autrement toutes parts ou intérêts dans la totalité ou aucune partie du commerce, de la clientèle et de l'actif de toute personne, firme, ou compagnie exerçant un commerce analogue aux objets de cette compagnie et assumer la totalité ou aucune partie des engagements ou obligations de ces personnes, firmes ou compagnies et faire et exécuter tous contrats ou conventions avec ces dites personnes, firmes ou compagnies au sujet de la fusion, exploitation commune, coopération, division des profits, aide mutuel ou autrement et accepter comme compensation d'aucun desdits contrats ou conventions toutes actions, débentures, valeurs de toute compagnie semblable;

To purchase or otherwise acfiuire any share or interest in or the whole or any of the business, good-will and assets of any person, firm or company carrying on any business germane to the objects of this company, and to undertake all or any of the liabilities or obligations of such person, firm or company; and to make and carry into effect any contracts or agreements with any such person, firm or company as aforesaid with respect to amalgamation, joint working, co-operation, division of profits, mutual assistance or otherwise and to accept, by way of consideration for any such contracts or arrangements, any shares debentures or securities of any similar company;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou pour tous biens ou droits acquis par elle de la manière qui sera jugée convenable et particulièrement par l'émission d'actions ou valeurs de la compagnie;

To pay for any services rendered to and any property or rights acquired by the company in such manner as may seem expedient and in particular by the issue of shares or securities of the company;

Vendre, transporter ou disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce ou de l'entreprise de la compagnie à toute compagnie semblable (soit organisée par cette compagnie ou autrement) ou toute personne, firme ou corporation exerçant une industrie semblable et accepter comme la compensation de telle vente, transportation, ou aliénation, des actions, débentures, actions-obligations, obligations ou valeurs de toute autre compagnie semblable;

To sell, transfer or dispose of the whole or any part of the business or undertaking of the company to any similar company, (whether promoted by this company or not,) or to any person, firm or corporation carrying on a similar business, and to accept, by way of consideration for any such sale, transfer, or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or securities of any other similar company;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, toutes actions, dében-

To distribute among the members of the company in kind any shares, debentures, secu-

tures, valeurs ou biens appartenant à la compagnie;

Se fusionner à toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Faire tous autres actes ou choses qui peuvent être nécessaires par l'accomplissement des objets susdits ou d'aucun de ces objets, sous le nom de "Rainbow Sea-Food, Inc"' avec un capital total de vingt mille ($20,000.00) piastres, divisé en deux cents actions (200) de cent (100) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C'-J. SIMARD.

4567

rities or property belonging to the company;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To do all such other acts and things as may be necessary to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Rainbow Sea Food, Inc." with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4568

" Auction Disposal Company, Limited ".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi, des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de septembre 1922, constituant en corporation : Edouard Thomas Sandell, bourgeois, Artwell Edouard Sandell, marchand à commission, et Arthur Mart Larose, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acquérir de toute manière, acheter, vendre ou faire le commerce de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, soit manufacturés ou autres, y compris les produits de jardin, de la ferme et de l'industrie laitière, aussi des animaux de la ferme, chevaux, bétail de toute sorte et description, soit sur pied ou abattu et tous les produits ou sous-produits d'iceux ;

Faire un commerce général dans les produits, effets, animaux de la ferme, denrées ou marchandises ci-dessus mentionnés en qualité d'agents à commission, courtiers, facteurs, entreposeurs, y compris l'entreposage à froid, agir en qualité d'agents pour toute personne, firme ou compagnie, exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie avec en plus tout commerce nécessaire ou de nature incidente au commerce ci-dessus dans toutes leurs spécialités ;

Troquer, trafiquer, sauver, vendre et disposr bétail, animaux de la ferme, chevaux et tous autres animaux, soit sur pied ou abattu, et tous les produits naturels de toutes sortes ou espèces quelconques, soit à l'état brut ou manufacturé avec toutes espèces ou sortes d'effets, denrées ou marchandises ou aucun de leurs produits ou sous produits, à l'encan ou à la criée publique, et faire les affaires d'encanteurs dans toutes ses spécialités ;

Acquérir par achat, octroi, exchange ou par autre titre légal tous biens immobiliers que la compagnie jugera convenable d'acheter, soit directement pour les fins de la compagnie ou comme placement de l'excédent de ses recettes, construire et acheter des fabriques, entrepôts, boutiques et autres constructions et ériger, louer tout ce qui est nécessaire ou utile pour les fins de la dite compagnie ; et généralement toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie jugera convenable de construire ou d'acquérir et le droit de louer, vendre ou aliéner ;

Construire, louer, exploiter, acheter ou entretenir toutes ou aucune commodité pour le transport à froid ou autrement par terre ou par eau

" Auction Disposal Company, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1922, incorporating : Edward Thomas Sandell, gentleman, Artwell Edward Sandell, commission merchant, and Arthur Mart Larose, accoutant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire in any manner, buy, sell or deal in all manner of goods, wares and merchandise, either manufactured or otherwise, including products of the garden, farm and dairy, together with live stock, horses and cattle of all kinds and description, whether living or dead, and any and all products or by-products of same ;

To carry on a general busines in the aforesaid products, goods, live stock, wares and merchandise as commission agents, brokers, factors or warehousemen including cold storage, or to act as the agent of any person, firm or company engaged in a business altogether or in part similar to that of this company, together with all the business necessarily or impliedly incidental to the above in all their several branches;

To deal with, trade in, salvage, sell and dispose of any cattle, live stock, horses or any other animal, whether alive or dead and all natural products of any kind or nature whatsoever, whether in a natural or manufactured state, together with all forms or kinds of goods, wares and merchandise, or any of their products or by-products, by auction, or by public outcry, and in general to carry on the business of auctioneers in all its branches ;

To acquire by purchase, lease, grant, exchange, or by any other legal title, any immoveable property that the company may think proper to buy, either directly for the purposes of the business of the company or as an investment of its surplus funds, and to construct and erect manufactories, warehouses, shops and other structures whatsoever necessary or useful for the purposes of the said company, and generally all property moveable and immoveable that the company may think proper to construct or acquire, and the right to rent, sell and alienate the same;

To construct, hire, operate, purchase and maintain all or any conveyances for the transportation in cold storage or otherwise by land

de tous ou aucun des produits, effets, articles, manufacturés que cette compagnie ou toute autre compagnie peut manipuler ;

Emettre des certificats, mandats, récépissés négociables ou autres aux personnes entreposant des marchandises chez la compagnie, faire des avances, de deniers ou prêts sur la garantie des dites marchandises ou autrement et généralement faire ou entreprendre tout commerce, entreprise, transaction communément faites ou entreprises pour des entreposeurs ;

Acheter, louer ou autrement acquérir toute parts ou intérêts dans la totalité ou aucune partie du commere, clientèle ou de l'actif de toute personne, firme ou compagnie exerçant tout commerce analogue aux objets de cette compagnie et entreprendre la totalité ou aucune partie des obligations de toute personne, firme ou compagnie ;

Louer, vendre ou disposer autrement de la totalité ou d'aucune partie de commerce ou de l'entreprise de cette compagnie pour telle considération et aux termes et conditions que la compagnie déterminera et en particulier, pour des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie ;

Faire toute convention pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques et autres avec toute personne et compagnie exerçant ou faisant, ou sur le point d'exercer ou de faire tout commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou de faire, souscrire ou acquérir autrement des actions ou valeurs de telle compagnie ;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en affaires avec la compagnie, garantir leurs contrats ou les aider autrement ;

Prendre, acquérir et détenir des garanties de toute nature quelconque, réelles ou personnelles, pour dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seraient encourues en rapport avec les objets et fins de la compagnie ;

Rémunérer en deniers comptants ou en actions acquittées de la compagnie ou de toute autre manière une ou plusieurs personnes ou corporations pour services rendus relativement à la formation de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires ;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie la totalité ou aucune partie des actions, valeurs ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Faire tous les actes et choses qui sont incidentes ou de nature à promouvoir la réalisation des objets susdits ou aucun de ces objets. La compagnie exercera ses opérations dans toute la province de Québec, sous le nom de "Auction Disposal Company, Limited", avec un capital total de vingt mille (20,000.00) piastres, divisé en deux cents actions (200) de cent (100) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréa, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce quatorzième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4571 C.-J. SIMARD.

or by water of any and all products, goods or manufactured articles that may require to be handled by this or by any other company;

To issue certificates, warrants and receipts, negotiable or otherwise, to persons warehousing goods with the company, and to make advances or loans upon the security of such goods or otherwise, and generally to carry on and undertake any business, undertaking, transaction or operation commonly carried or undertaken by warehousemen;

To purchase, lease or otherwise acquire any share or interest in the whole or any part of the business, good-will and assets of any person, firm or company crrying on any business germane to the objects of this company, and to undertake all or any of the liabilities of any person, firm or company ;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the business or undertaking of this company for such consideration and upon such terms and conditions as the company may determine, and in particular for fully paid-up and non-assessable shares, bonds and debentures or other securities in any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of this company ;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this comapny is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company ;

To lend money to, guarantee the contracts or otherwise assist the customers and other persons having dealings with the company ;

To take, acquire and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to incurred in connection with objects and purposes of the company ;

To remunerate by payment in cash or in paid-up stock of the company, or in any other manner, any person or persons, or corporation or corporations, for services rendered in or about the formation of the company, or in the conduct of the business thereof ;

To distribute among the shareholders of this company any or all of the shares, securities or other proprerty belonging to the company:

To do all such other acts and things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them. The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Auction Disposal Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,00.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) eachh.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this fourteenth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,

4572 Assistant Provincial Secretary.

AVIS CORRIGÉ

" Club A-Wa-Has-Ki, Inc."

Avis est donnné qu'en vertu de la première partie, de la loi de compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre, 1922, constituant en corporation: Paul Roy, agent manufacturier, de la cité d'Outremont, Louis-Marcel Lymburner, Sr., industriel, et Henri-Arthur Raymond Lafleur, gérant, de la cité de Montréal tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir et exploiter un ou des clubs pour la récréation et le divertissement des membres qui en feront partie; pour l'encouragement et le développement de la culture physique, par des exercices tels que la chasse, la pêche, le canotage, des jeux de "Golf", de tennis, les exercices en patins, en skis, en traine, traineau et tous autres divertissements et exercises de nature à développer la culture physique;

Acquérir à quelque titre que ce soit, des immeubles et toutes les choses mobilières utiles et nécessaires aux fins du club; admettre moyennant une cotisation annuelle qui sera fixée de temps à autres parmi les directeurs du club, les membres qui pourront prendre part aux exercices ou jeux et à toutes les réunions du club, à l'exception de celles des directeurs et des actionnaires;

Faire payer un honoraire annuel aux membres actionnaires du club et pouvoir confisquer au profit du club les actions des membres qui n'auront pas payé leur contribution annuelle ou autres dettes envers le club, conformément aux règlements du club;

Emprunter des deniers sur son crédit et émettre des bons, obligations ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour des prix et sommes jugées convenables, pourvu que tels bons, obligations ou autres valeurs ne soient pas pour une somme moindre que celle de $100.00;

Hypothéquer et donner en garantie les biens meubles et immeubles de la compagnie, ou donner des deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs ou de tous emprunts de deniers pour atteindre ses fins;

Payer pour toute acquisition de la compagnie ou pour tous services requis par la compagnie ou par les promoteurs, en deniers comptants ou en actions libérées de la compagnie, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Les actionnaires de la compagnie ou leurs ayants-droits ne pourront pas vendre, céder ou transporter leurs actions sans le consentement exprès des membres du bureau de direction;

Le nombre des membres actionnaires du club ne pourra dépasser trente et aucun d'eux ne pourra posséder ou acquérir plus d'une action dans la compagnie, mais ce nombre pourra de temps à autre être augmenté sur résolution adoptée à une assemblée des membres actionnaires du club spécialement convoquée à cet effet ou réunis en assemblée générale annuelle, mais le nombre total des membres actionnaires ne pourra, en aucun cas, dépasser cent;

Le capital-actions de la compagnie sera de dix mille piastres, mais il ne sera émis que trois mille piastres du dit capital-actions tant que le nombre des membres actionnaires restera fixé à trente, et dans le cas d'augmentation du nombre des membres actionnaires il pourra être fait par le bureau de direction une nouvelle émission de capital-actions à un montant suffisant pour corres-

CORRECTED NOTICE

" Club A-Wa-Has-Ki, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September , 1922, incorporating Paul Roy, manufacturer's agent of the city of Outremont, Louis Marcel Lymburner, Sr., manufacturer and Henri Arthur Raymond Lafleur, manager, of the city of Montreal, all of the district of Montreal for the following purposes;

To establish and operate one or several clubs for the recreation and amusement of the members thereof; for the encouragement and development of physical culture through exercises, such as hunting, fishing, canoeing, golfing, tennis, skating skiing, sleighing and sliding and all other amusements and exercises calculated to develop physical culture;

To acquire under any title what ever, immoveables and any moveables things useful and necessary for the purposes of the club; to admit, by way of an annual assessment, that may be fixed from time to time by the directors of the club, members who may take part in the exercises, games, amusements and any meetings of the club, except those of the directors and shareholders ;

To collect an annual subscription from the shareholders of the club with power to confiscate to the profit of the club the shares of the members who have not paid their yearly subscriptions or other debts towards the club, in accordance with the club by-laws;

To borrow monies upon the credit of the company, issue bonds, debentures or other securities and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed convenient, provided that no such bond, debenture or other securety be for a less sum than ($100.00 each;

To hypothecate and pledge the moveables and immoveables of the company, or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures or other securities or of any sums of money borrowed for the attainment of its purposes;

To pay for any acquisition of the company or for any services required by the company or by the promoters in cash or in paid up shares of the company, or partly in cash or partly in paid up shares;

The shareholders of the company or their assigns shall not sell, assign or transfer their shares without the express consent of the members of the Board of Directors;

The number of shareholders of the club shall not exceed thirty and no shareholder shall possess or acquire more than one share of the company, but this number may from time to time be increased on a resolution adopted at a meeting of the members who are shareholders of the club especially called for that purpose or in general annual meeting assembled, but the total number of the members who are shareholders shall in no case exceed one hundred;

The capital stock of the company shall be ten thousand ($10,000.00) dollars, but only three thousand ($3,000.00)dollars of the said capital stock shall be issued while and so long as the number of the members shall be fixed at thirty, and in case of the increase of the number of the shareholders there may be made by the Board of Directors a new issue of stock for an amount

pondre à l'augmentation du nombre des membres actionnaires, de façon que chacun de ces nouveaux membres puissent devenir acquéreur d'une part de ce capital-actions;

Les propriétés et les affaires du club seront régies par un bureau de direction composé de cinq membres élus annuellement par scrutin, parmi les membres actionnaires et qui, aussitôt après l'élection, devront élire parmi eux un président et un vice-président, sous le nom de "Club A.Wa-Has-Ki, Inc." avec un capital total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4409 C.-J. SIMARD.

corresponding with the increase of the number of the shareholders, so that each new member may become the purchaser of one share of stock;

The property and affairs of the club shall be managed by a Board of Directors of five members elected yearly by ballot among the shareholders and who, immediately after the election, shall elect among themselves a president and a vice-president, under the name of "Club A-Wa-Has-Ki, Inc." with a total capital stock of ten thousand ($10,000.00) dollars, divided into one hundred dred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twenty fifth day of September, 1922.

C. J. SIMARD,

4410 Assistant Provincial Secretary.

"Domestic Food Products, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1922 constituant en corporation : Armand Lavergne, avocat, Dr J. Ed. Migneault, optométriste, Mary V. Conway, Lucienne Cloutier, Clare A. Goodman, sténographer, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes :

Acheter, vendre, acquérir, manufacturer tous produits pharmaceutiques, médecines brevetées, produits alimentaires, produits en canistre; agir comme agents des manufacturiers de produits alimentaires, manufacturer et vendre toutes sortes d'épiceries;

Acquérir par achats, bail ou échange, des terrains et acquérir par achat, bail ou échange, et bâtir, construire et réparer des maisons, magasins, édifices, manufactures, droits ou privilèges, et généralement toutes sortes de propriétés mobilières ou immobilières qui pourraient paraître nécessaires ou utile aux objets de la compagnie, et payer pour iceux en argent, en part de la compagnie, obligations ou autrement et les vendre et en disposer de quelque manière que ce soit;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, ou dépenses à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme, campagnie, exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires qui paraîtra propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir la clientèle, droits, propriété et actif de toutes sortes, et prendre les responsabilité, totalement ou autrement, ou prendre à bail et continuer les affaires de toute personne, firme ou corporation exerçant un commerce semblable aux fins pour lesquelles cette compagnie a été incorporée, et payer pour iceux en argent, parts ou autrement;

Détenir ou acquérir, vendre, céder, transférer ou disposer de parts du capital-actions, débentures ou autres preuves de dettes créées par d'autres corporations faisant un commerce similaire et exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaire;

Vendre ou autrement disposer des droits et propriété de la compagnie comme affaire en opération ou autrement et en recevoir pour paiement,

"Domestic Food Products, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1922, incorporating: Armand Lavergne, advocate, Dr. J. Ed. Migneault, optomertiste, Mary V. Conway, Lucienne Cloutier Clare A. Goodman, sténographers, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, acquire, manufacture all pharmaceutical products, patented medicines, food products, canned products; to act as agent for food manufacturers, to manufacture and sell all grocery products;

To acquire by purchase, lease or exchange, lands and to acquire by purchase, lease or exchange and build, construct and repair houses, stores, buildings, factories, rights or privileges, generally all kinds of property movable or immovable which may deem necessary or useful for the objects of the company, and pay for same in cash, shares of this company, bonds or otherwise and sell and dispose of same in any way whatsœver;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession ot otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To acquire the good-will, right, property and assets of all kinds and to undertake the whole or any part of the liabilities or to take on lease and continue the business of any person, firm or corporation doing a similar business to the objects for which this company is incorporated, and to pay for same in cash, shares or otherwise;

To hold or acquire, to sell, assign, transfer or dispose of shares of the capital stock, debentures or other evidences of indebtedness created by other corporations doing a similar business, and to exercise all the rights and privileges of ownership;

To sell or otherwise of the rights and property of this company as a going concern or otherwise and to receive in payment of same cash or shares

de l'argent, des parts du capital-actions, des obligations et débentures émises par d'autres corporations avec tous les droits et privilèges de propriétaires;

Rémunérer, avec l'assentiment des actionnaires ou corporations pour services rendus en faisant souscrire, des actions du capital de la compagnie, d'aucunes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Domestic Food Products, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille cinq cents piastres ($49,500.00), divisé en quarante-neuf mille cinq cents (49,500) parts de une piastres ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4235 C.-J. SIMARD.

in the capital stock, bonds, and debentures created by other corporations with all the rights and privileges of ownership;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing any of the shares in the company's capital or debentures or other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do all such incidental things or all such things as are conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Domestic Food Products, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand and five hundred dollars ($49,500.00, divided into forty nine thousand five hundred (49,500) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Quebec, in the distict of Quebec.

Dated at the office of the company, this twentieth day of September, 192 .

C.-J. SIMARD,

4236 Assistant Provincial Secretary.

"The Canadian Industrial Coal Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour d'août, 1922, constituant en corporation: John Michael Kennedy, comptable, Donald Devlin Ryan, étudiant en droit et George-Patrick Johnson, agent de manufacturier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, fabriquer, vendre et faire le commerce de charbon, coke, tourbe, bois et toutes sortes de combustibles;

Acquérir par achat, location ou autrement des mines de charbon et autres dépôts minéraux, les développer et exploiter, louer, vendre ou en disposer autrement ou aucune de ces mines ou dépôts et de leurs produits;

Agir en qualité d'agents pour des commerçants de combustibles et vendre toutes sortes de combustibles pour eux à commission ou pour toute autre rénumération qui sera convenue;

Emmagasiner ou garder autrement du charbon, coke, bois de toutes sortes de combustibles, moyennant rénumération;

Construire, acheter, louer ou acquérir autrement affréter, améliorer, développer, réparer, entretenir et exploiter des bateaux à voile et à vapeur, des vaisseaux, barges, remorqueurs, chalands, ligne de bateaux à vapeur, ligne de vaisseaux, ligne de transport, des outillages pour le remorquage, le sauvetage et le renflouage, des quais, jetées, bassins, cale-sèche, cours, chantiers de construction, chantiers maritimes, bassins, appareils pour le déchargement de charbon, ligne de télégraphe et téléphone sur les terrains que possède et contrôle la compagnie, appareils de stations de télégraphe sans fil et toutes constructions, dispositifs et outillages connexes;

Fabriquer, acheter ou acquérir autrement, détenir, posséder, hypothèquer, engager, ven-

"The Canadian Industrial Coal Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the thirty first day of August, 1922, incorporating: John Michael Kennedy, accountant, Donald Devlin Ryan, law student and George Patrick Johnson, manufacturers' agent all of the city and district of Montreal, for the following purposes;

To buy, manufacture, sell and deal in coal, coke, peat and wood and all kinds of fuel;

To acquire by purchase, lease or otherwise coal mines and other fuel deposits, develop and operate the same, lease, sell or otherwise dispose of them, or any of them and the products thereof;

To act as agent for fuel dealers and sell all kinds of fuel for them on commission or such other remuneration as may be agreed upon;

To store and otherwise keep coal, coke, wood and all kinds of fuel for renumeration;

To construct, buy, lease, and otherwise acquire charter, improve, develop, repair, maintain and operate steamships, steamboats, vessels, ships, barges, tugs, scows, steamship lines, vessel lines, transportation lines, towage, salvage and wrecking outfit, wharves, piers, docks, dry docks, dock yards, shipbuilding yards slips, basins, coaling apparatus, telegraph and telephone, lines on lands owned and controlled by the company, wireless telegraph outfits and stations and all incidentals structures, appliances and equipment;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, to hold, own, hypothecate, pledge, sell

dre, céder et transférer ou disposer autrement, placer, troquer, trafiquer et faire le commerce d'effets denrées et marchandises et biens de toutes sortes et espèces;

Acquérir et entreprendre la totalité ou aucune partie de commerce, de l'actif et du passif de toute personne, association, ou corporation sous le nom de "The Canadian Industrial Coal Company, Limited" avec un capital total de vingt mille (20,000,00) piastres divisé en deux cents actions (200) de cent (100) piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité et le district de Montréal'

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour d'août, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4551 C.-J. SIMARD,

assign and transfer or otherwise, of to invest, trade, deal in, and deal with goods, wares and merchandises and property of every class and description;

To acquire and undertake all or any part of the business, assets and liabilities of any person, firm, association or corporation, under the name of "The Canadian Industrial Coal Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000,00) divided into hundred (200) shares of one hundred dollars $100.00) each.

The head office of the company, will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of August, 1922.

C.-J. SIMARD,

4552 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Medical Arts Building Corporation".

Avis est donné au public que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5978 et 5989, et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinzième jour de septembre, 1922, à la compagnie "Medical Arts Building Corporation " pour les fins suivantes:

Amendant et modifiant les dispositions des lettres patentes originaires en y retranchant la dernière phrase desdites lettres patentes qui se rapporte aux actions privilégiées cumulatives à 8%, laquelle phrase se lit comme suit:

Les dites actions privilégiées ne confèreront pas aux détenteurs d'icelles le droit de voter à aucune assemblée générale des actionnaires de la compagnie, pourvu, cependant, que nulle modification ou altération des droits, privilèges et restrictions inhérents auxdites actions de priorité ne soient, effectuée sans l'approbation manifestée par les votes des actionnaires représentant au moins les trois quarts en valeur dudit capital privilégié alors émis, en réunion spéciale des actionnaires privilégiés dûment convoquée pour en délibérer, et la remplaçant par ce qui suit, savoir:

Lesdites actions privilégiées ne confèreront pas aux détenteurs d'icelles le droit de voter à aucune assemblée générale des actionnaires de la compagnie, pourvu, cependant, que nulle modification ou altération, excepté tel que pourvu ci-après, des droits, privilèges et restrictions, inhérents auxdites actions de priorité ne soient, effectuée sans l'approbation manifestée par les votes des actionnaires représentant au moins les trois quarts en valeur dudit capital privilégié alors émis, en réunion spéciale des actionnaires privilégiés dûment convoquée pour en délibérer et pourvu toutefois que, nonobstant les préférences, préséances, privilèges et conditions attachés ou aucune des dispositions au sujet desdites actions privilégiées, la compagnie ait le droit, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation ou le consentement, exprimé par un vote ou par écrit, d'aucun des actionnaires, représentants aucune partie du capital privilégié de la compagnie alors émis, de créer et d'émettre de temps à autre du capital privilégié additionnel ayant le même rang, pari passu, que lesdites quatre mille actions

Supplementary Letters Patent

"Medical Arts Building Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and 5989 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1922, to "Medical Arts Building Corporation ", for the following purposes:

To amend and vary the provisions of the original letters patent, by deleting the last sentence of the said letters patent which refers to the said 8% cumulative preferred stock, which sentence reads as follows:

That the said preferred shares shall not confer upon the holders thereof any right of voting at any general meeting of the shareholders of the company, provided, however, that no alteration or amendment to the rights, preferences and limitations attaching to the said preferred shares shall be made unless with the approval of the votes of shareholders representing at least three-fourths in value of the said preferred stock then outstanding at a special general meeting of preferred shareholders duly called for considering the same and by substituting therefor the following sentence, to wit:

That the said preferred shares shall not confer unpon the holders thereof any right of voting at any general meeting of the shareholders of the company, provided, however, that no alteration or amendment, (except as hereinafter provided) to the rights, preferences and limiations attaching to the said preferred shares shall be made unless with the approval of the votes of shareholders representing at least three fourths in value of the said preferred stock then outstanding at a special general meeting of preferred shareholders duly called for considering the same, provided, however, that, notwithstanding any of the priorities, preferences, privileges and conditions attaching or any other provisions with respect to the said preferred shares, the company shall be at liberty, without the approval or consent, whether by votes, or in writing, of any of the shareholders representing any of the preferred stock of the company then outstanding being necessary, from time to time to create and issue further preferred shares ranking in all respects pari passu with the said 4000 shares of preferred

(4000) de capital privilégié, pourvu toutefois que le montant global en valeur nominale desdites actions privilégiées présentement créées et émises (y compris lesdites quatre mille actions privilégiées) n'excède jamais une valeur au pair globale de $1,000 000.000.00.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce quinzième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
4555

stock, but so that the aggregate amount in nominal value of preferred shares aforesaid for the time being created and issued (including such 4000 preferred shares) shall never exceed an aggregate par value of $1,000,000.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
4556

Demande à la Législature

Avis est présentement donné que les soussignés demanderont, par leur pétition, à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi ordonnant le paiement, suivant le testament de feu dame Philomène Valois, mais avant le terme qui y est fixé, ce qui revient aux descendants des frères et sœur de feu Simon Valois, son père, et de plus que ses exécuteurs testamentaires soient tenus de prendre à même la part de sa propre succession, les frais d'administration d'icelle, certains legs particuliers faits par la testatrice et une compensation pour remplacer certaines obligations, auxquelles elle était tenue en vertu du testament de feu Simon Valois, son père.

J.-Avila Valois, ingénieur-électricien.
J.-Arthur Valois, médecin.
4583—42-4

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the undersigned, by their petition, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a law ordering the distribution following the will of the late Dame Philomène Valois, but before the period mentioned, what is due to the followers of the brothers and sister of late Simon Valois, her father, and furthermore that the executors of her estate shall be authorized to take over her own estate the administration fees of the said estate, certain particular gifts made by her and an allocation to replace certain obligations of with she was compelled, according to the will of late Simon Valois, her father.

J. Avila Valois, engineer-electrician.
J. Arthur Valois, physician.
4584—42-4

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district des Trois-Rivières, No 581, Cour supérieure.

Dame Edouardina Chandonnet, épouse commune en biens de Georges Chandonnet, cultivateur, de l'endroit appelé Grande-Anse, sur le Saint-Maurice, demanderesse; vs ledit George Chandonnet, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a éte instituée en cette cause le vingt-neuvième jour de mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
MARTEL, MARTEL ET QUESNEL.
4579—42-5

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Three Rivers, No. 581, Superior Court.

Dame Edouardina Chandonnet, wife common as to property of Georges Chandonnet, farmer, of the place called Grande Anse, on the Saint-Maurice, plaintiff; vs the said Georges Chandonnet, defendant.

An action for separation from bed and board and property has been instituted in this cause the twenty ninth day of May, 1922.

MARTEL, MARTEL AND QUESNEL,
Attorneys for plaintiff.
4580—42-5

Avis

Canada, province de Québec, village de Beauport.

Avis public est par les présentes donné qu'à une séance spéciale du conseil du village de Beauport, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions du dit conseil, le 16ème jour d'octobre 1922, le conseil du dit village de Beauport a ordonné, statué et décrété l'érection de son territoire en municipalité de ville, sous l'empire de la loi des cités et villes, sous le nom de Ville de Beauport, laquelle ville sera comprise, d'après le cadastre officiel du village de Beauport, dans les bornes suivantes, savoir:

Vers l'est; la limite ouest de la municipalité du village de Beauport-Est;

Notice

Canada, Province of Quebec, village of Beauport.

Public notice is hereby given that at a special meeting of the Council of the village of Beauport, held at the customary place and time of the meetings of the said Council, the 16th day of October, 1922, the Council of the said village of Beauport has ordered, enacted and decreed the erection of its territory into a town municipality, under the Cities' and Towns' Act, under the name of "Town of Beauport", which town shall be included, according to the official cadastre of the village of Beauport, within the following boundaries, to wit:

To the east; the west limit of the municipality of the village of Beauport East.

Vers le nord; une ligne menée parallèlement au et à trois arpents et demi au nord du chemin royal (Avenue Royale) jusqu'à la ligne est du lot 491 du susdit cadastre et une autre ligne également parallèle au et distante de trois arpents et demi au nord du chemin de l'Enceinte (Avenue Du-Moulin) jusqu'à la rive gauche (est) de la rivière Beauport, et cette partie de la limite sud de la municipalité du village de Beauport-Est qui traverse sur la falaise des lots 329 à 354 inclusivement.

Vers l'ouest; la dite rive gauche (est) de la rivière Beauport, jusqu'à la basse marée.

Vers le sud; la basse marée.

La population du village de Beauport est actuellement de 2776 personnes.

Que la corporation du dit village de Beauport s'adressera, dans les délais et en la forme prévus par la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres-patentes érigeant le territoire susdécrit de la municipalité du village de Beauport, en corporation de ville.

Fait et signé à Beauport, ce seizième jour d'octobre 1922.

Le maire,
EDMOND GIROUX,
Le secrétaire-trésorier,
4593—42-4 HENRI DELAGE.

To the north; a line running parallel to and at three arpents and a half to the north of the King's Highway (Avenue Royale) up to the east line of the lot 491 of the aforesaid cadastre, and another line also parallel to and three arpents and a half distant north of the Enceinte Road (Avenue Du Moulin), up to the left (east) bank of the Beauport river, and that part of the south limit of the municipality of the village of Beauport east which runs across, on the top of the cape, the lots 329 to 354 inclusively.

To the west; the said left (east) bank of the Beauport river up to the low water line.

To the south; the low water mark.

The population of the village of Beauport is presently of 2776 souls.

That the corporation of the said village of Beauport will apply, within the delays and in the form prescribed by law, to the Lieutenant-Governor in Council, praying for the issue of Letters Patent erecting the above described territory of the municipality of the village of Beauport into a town corporation.

Made and signed at Beauport, this 16th day of October, 1922.

EDMOND GIROUX,
Mayor.
HENRI DELAGE,
4594—42-4 Secretary.

Avis est par le présent donné que par arrêté en date du 7 septembre 1922, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer un acte de vente de terrain devant servir continuellement pour l'usage d'un cimetière en faveur des fidéi-commissaires du "Athelstan Cemetery Company" et de constituter lesdits fidéi-commissaires en corporation sous le nom de "Athelstan Cemetery Company".

Donné conformément aux dispositions des articles 6821 et suivants S.R.Q., 1909, ce dix-huitième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4599 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that by Order-in-Council dated the 7th day of September, 1922, His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to ratify a deed of sale of a piece of land to be used continuously as a Cemetery, in favour of the trustees of the "Athelstan Cemetery Company", and to constitute the said trustees a corporation under the name of "Athelstan Cemetery Company".

Given pursuant to the provisions of Article 6821 and sequence, Q.R.S. 1909, this eighteenth day of October 1922.

C.-J. SIMARD,
4600 Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

Avis est, par les présentes, donné que les commissaires d'écoles de Saint-Bernardin-de-Montréal, dans le comté de Laval, ont décidé de vendre une émission de bons ou obligations au montant de cent mille piastres ($100,000.00), aux fins d'effectuer un emprunt autorisé par le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel du 18 juin 1918, et qu'à une séance publique de la commission scolaire de ladite municipalité qui sera tenue le 6 novembre prochain 1922, lesdits commissaires d'écoles prendront en considération toutes les soumissions qui pourront leur être adressées, pour l'achat de telle émission.

Le présent avis est donné conformément à l'article 2980*b* des Statuts refondus de Québec, 1909, tel qu'édicté par la loi, 11 George V, chapitre 47, section 5.

Montréal, 18 octobre 1922.

Les procureurs de "Les Commissaires d'Ecoles de Saint-Bernardin-de-Montréal", dans le comté de Laval,
BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.
4581

Tenders

Notice is hereby given, that the school commissioners of Saint-Bernardin-de-Montréal, in the county of Laval, have decided to sell an issue of bonds or debentures amounting to one hundred thousand ($100,000.00) dollars, for the purpose of effecting a loan authorized by the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated the 18th of June, 1918, and that at a public sitting of the school commission of the said municipality which will be held the 6th of November next, 1922, the said school commissioners will consider all the tenders received for the purchase of such issue.

The present notice is given pursuant to article 2980*b* of the Quebec Revised Statutes 1909, as enacted by the Act 11 George V, chapter 47, section 5.

Montreal, October 18th, 1922.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER,
Attorneys for "The School Commissioners of Saint-Bernardin-de-Montréal", in the county of Laval. 4582

LA COMMISSION DES ECOLES CATHOLIQUES DE MONTREAL

$2,000,000.00 d'obligations, 5% à 20 ans, échéant le 1er novembre 1942.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées, adressées au soussigné, le secrétaire-trésorier de la Commission des écoles catholiques de Montréal, à son bureau, à Montréal, au numéro 87 ouest de la rue Sainte-Catherine, seront reçues jusqu'à midi, le jeudi 9 novembre 1922, pour l'achat de deux millions de dollars ($2 000 000.00) d'obligations de la commission des écoles catholiques de Montréal, portant intérêt au taux de cinq pour cent (5%) par an, datées du 1er novembre 1922 et remboursables dans vingt ans (20), le 1er novembre 1942. Cet emprunt est autorisé en vertu de la loi 12 George V, chapitre 49, et les obligations seront contresignées par le trésorier de la cité de Montréal, conformément à cette loi et à la loi 54 Victoria, chapitre 53. Ces obligations se ont émises par coupures au choix de l'acquéreur. L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté pour un montant égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Les soumissions seront reçues pour un emprunt. (a) payable en capital et intérêt à Montréal; (b) payable en capital et intérêt à Montréal et à New-York.

La commission se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la Commission des écoles catholiques de Montréal, au Bureau central de la commission, à Montréal, au numéro 87 ouest de la rue Sainte-Catherine, le jeudi, 9ème jour de novembre à trois heures de l'après-midi.

Le secrétaire-trésorier de la commission des écoles catholiques de Montréal,

AYME LAFONTAINE,

Montréal, ce 18 octobre 1922. 4585

THE MONTREAL CATHOLIC SCHOOL COMMISSION.

$2,000,000.00 of 5%, 20 years bonds, maturing the 1st of November, 1942.

Public notice is hereby given that sealed tenders addressed to the undersigned Secretary-Treasurer of the Montreal Catholic School Commission, at its office at Montreal, at number 87 Sainte Catherine West, will be received until twelve o'clock noon of Thursday, the ninth of November, 1922, for the purchase of two million ($2,000,000.00) dollars of bonds of the Montreal Catholic School Commission, bearing interest at the rate of five per cent (5%) per annum, dated the 1st of November, 1922, and redeemable in twenty (20) years, the 1st of November 1942. This loan is authorized under the Act 12 George V, chapter 49, and the bonds shall be countersigned by the treasurer of the city of Montreal, in accordance with this act and the Act 54 Victoria, chapter 53. These bonds shall be issued in denominations at the choice of the purchaser. The interest shall be payable semi-yearly the 1st of May and the 1st of November of each year.

Each tender must be accompanied by a marked cheque for an amount equal to one per cent 1% of the amount of the loan. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be returned to him after the execution of his contract.

The interest accrued on the bonds must be added to the price offered at the time of their delivery.

Tenders will be received for a loan: (a) payabl. capital and interest at Montreal; (b) payable capital and interest at Montreal and New Yorke

The Commission reserves the right to reject any or all tenders or to accept in whole or in part any of the tenders.

The tenders will be opened at a public sitting on the Montreal Catholic School Commission, at the Central Office of the commission at Montreal, number 87 Sainte Catherine street West, on Thursday, the ninth day of November, at three o'clock in the afternoon.

AYME LAFONTAINE,

Secretary-treasurer of the Montreal Catholic School Commission.

Montreal, October 18th, 1922. 4586

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 42

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Baribeau vs Filion..... 2586
" Beaulieu vs Lavoie..... 2585
" Bellemarre vs Bourassa..... 2584
" Bolduc vs Couture..... 2585
" Caplan vs Lashinsky..... 2588
" Cornfield vs Garshon..... 2585
" Côté vs Bélanger..... 2585
" DeCourville vs Renaud..... 2588
" Fortier vs Beauchamp..... 2586
" Giguère vs Vachon..... 2587
" Gilbert vs Champagne..... 2587
" Guilbault vs Pageau..... 2587
" Lecompte vs Caza..... 2586
" Lemonde vs Huot..... 2586

Index of the Quebec Official Gazette, No 42

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Baribeau vs Filion..... 2586
" Beaulieu vs Lavoie..... 2585
" Bellemarre vs Bourassa..... 2584
" Bolduc vs Couture..... 2585
" Caplan vs Lashinsky..... 2588
" Cornfield vs Garshon..... 2585
" Côté vs Bélanger..... 2585
" DeCourville vs Renaud..... 2588
" Fortier vs Beauchamp..... 2586
" Giguère vs Vachon..... 2587
" Gilbert vs Champagne..... 2587
" Guilbault vs Pageau..... 2587
" Lecompte vs Caza..... 2586
" Lemonde vs Huot..... 2586

Dme Martineau vs Fleurquin..... 2587
" Plante vs Pelletier..... 2586
" Rougeau vs Ostigny..... 2585
" Sozanska vs Krasutsky..... 2587
" Tennenhouse vs Lasnier..... 2585
" Vigeant vs Lussier..... 2586

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Dame Chandonnet vs Chandonnet..... 2642
" Gladu vs Gendron..... 2588

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2557

AVIS DIVERS :—

Athelstan Cemetery Co..... 2643
Boisseau, Armand..... 2589
C. J. Oben Company, Incorporated.... 2588
Erection en ville du village de Beauport..... 2642
Harris Box & Card Co., Lt d..... 2590
La Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent..... 2590
La Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent..... 2591
Lavallée, Joseph-Octave..... 2590
Mondou, Joseph-Archie-Albéric..... 2589
Mousseau, Joseph-Alphonse..... 2589
Savaria, Joseph-H..... 2588

BILL, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Avis de l'Assemblée législative..... 2558

BUREAU-CHEF:—

Edifice Marcil Trust, Incorporée..... 2592
Universal Contractors, Inc..... 2592

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:

Jaffe Brothers, Limited..... 2592
Western Importing Company..... 2593

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Bélanger, Armand..... 2577
Bruneau, Eug. & Cyr, Tetrus..... 2582
Charles A. Pratt *et al*..... 2573
Cité de Montréal..... 2577
Cité de Québec..... 2574
Cité de Verdun..... 2575
Corporation ville Laval-des-Rapides.... 2575
Dominion Corset Co..... 2583
Dutilly, A..... 2574
Gagnon, Raoul..... 2578
Hôpital de Notre-Dame de Protection.. 2577
La Société de Prêts et Placements de Québec..... 2578
Laurencelle, Georges..... 2577
L'Entrepôt Frigorifique St-Maurice, ltée. 2577
Les Commissaires d'écoles catholiques et protestantes de la cité de Sherbrooke. 2581

La cité de Hull..... 2582
Lamy, Léopold..... 2582
L'Orphelinat de Saint-Sauveur..... 2581
Montcalm Land Co. Lt'd..... 2583
Montreal Public Service Corporation.. 2581
O. Lemay *et al*..... 2573
Painchaud, Georges..... 2582
Paroisse Sainte-Catherine..... 2583

Dme Martineau vs Fleurquin..... 2589
" Plante vs Pelletier..... 2586
" Rougeau vs Ostigny..... 2585
" Sozanska vs Krasutsky..... 2587
" Tennenhouse vs Lasnier..... 2585
" Vigeant vs Lussier..... 2586

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Dame Chandonnet vs Chandonnet..... 2642
" Gladu vs Gendron..... 2588

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2557

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Athelstan Cemetery Co..... 2643
Boisseau, Armand..... 2589
C. J. Oben Company, Incorporated.... 2588
Erecting of Village of Beauport, into town..... 2642
Harris Box & Card Co., Lt d..... 2590
La Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent..... 2590
La Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent..... 2591
Lavallée, Joseph-Octave..... 2590
Mondou, Joseph-Archie-Albéric..... 2589
Mousseau, Joseph-Alphonse..... 2589
Savaria, Joseph-H..... 2588

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Notice of the Legislative Assembly..... 2558

CHIEF-OFFICE:—

Edifice Marcil Trust, Incorporated..... 2592
Universal Contractors, Inc..... 2592

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:—

Jaffe Brothers, Limited..... 2592
Western Importing Company..... 2593

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Bélanger, Armand..... 2577
Bruneau, Eug. & Cyr, Tetrus..... 2582
Charles A. Pratt *et al*..... 2573
City of Montreal..... 2577
City of Quebec..... 2574
City of Verdun..... 2575
Corporation town of Laval-des-Rapides. 2575
Dominion Corset Co..... 2583
Dutilly, A..... 2574
Gagnon, Raoul..... 2578
Hôpital de Notre-Dame de Protection.. 2577
La Société de Prêts et Placements de Québec..... 2578
Laurencelle, Georges..... 2577
The St. Maurice Cold Storage, Lt'd.... 2579
The Catholics & Protestants Schools Commissioners of the city of Sherbrooke..... 2581
The city of Hull..... 2582
Lamy, Léopold..... 2582
L'Orphelinat de Saint-Sauveur..... 2581
Montcalm Land Co. Lt'd..... 2583
Montreal Public Service Corporation.. 2581
O. Lemay *et al*..... 2573
Painchaud, Georges..... 2582
Parish Sainte Catherine..... 2584

Quebec Gas Company 2580
Quartier Notre-Dame-de-Grâce 2573
Quebec Power Company 2589
Quebec Tramways Company 2578
Rodier, Jean 2578
Study Corporation 2575
Succession Dame Eléonore Gauvin-Ostell 2576
Succession Dame Philomène Valois 2642
Succession J.-Octave Villeneuve 2583
Syndics des écoles protestantes de Lachine 2584
Temple Emmanu-El 2582
Ville de Kénogami *et al re*: pont sur la rivière Saguenay 2575
Ville du Cap-de-la-Madeleine 2583
Ville Saint-Laurent 2584
Vincent, Dame Caroline 2578

LETTRES PATENTES:—

A. Panneton & Sons, Lt'd 2562
Albert Wester, Limited 2569
Auction Disposal Co., Lt'd 2636
Club A-Wa-Has-Ki, Inc 2638
Domestic Food Products Lt'd 2639
Madeleine River Pulp Co. Lt'd 2626
Mansfield Realty Corporation, Lt'd 2570
Madix Watch Import Co. Lt'd 2633
Mount Royal Distilleries Co. Lt'd 2630
National Stevedoring, Limited 2622
Parker & Philips, Lt'd 2565
Rainbow Sea-Food Inc 2634
Shoe Deliveries, Lt'd 2571
The Canadian Industrial Coal Co. Lt'd. 2640
The Electroplating & Silversmith Co 2634
The Piedmont Fish & Packing Co. Lt'd .. 2566
The Trading & Transport, Lt'd 2568

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:—

Medical Arts Building Corporation 2641

LIQUIDATION, AVIS DE:—

The Chronicle Printing Company 2591

MINUTES DE NOTAIRES:—

En faveur de: Legault, Joseph-Théophile. 2593
Rivard, Z 2593

ORDRE DE COUR:—

Cloutier vs Brulotte 2593

PROCLAMATION:—

Expédition des affaires 2558
Mise en force du cadastre du canton de Coleraine 2559

SOUMISSIONS:—

Cité de Verdun 2596
La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal 2644
Les Commissaires d'Ecoles de Saint-Bernardin-de-Montréal 2643
Municipalité scolaire de la ville de Coaticook 2596
The Great Eastern Paper Co., Lt'd 2595
Ville Montréal-Est 2594

Quebec Gas Company 2580
Notre-Dame-de-Grâce Ward 2573
Quebec Power Company 2579
Quebec Tramways Company 2578
Rodier, Jean 2578
Study Corporation 2575
Estate Dame Eléonore Gauvin-Ostell ... 2576
Estate Dame Philomène Valois 2642
Estate J. Octave Villeneuve 2583
Protestant school trustees of Lachine ... 2584
Temple Emmanu-El 2582
Town of Kénogami *et al re*: bridge on the Saguenay river 2575
Town of Cap-de-la-Madeleine 2583
Town of Saint Laurent 2584
Vincent, Dame Caroline 2578

LETTERS PATENT:—

A. Panneton & Sons, Lt'd 2562
Albert Wester, Limited 2569
Auction Disposal Co., Lt'd 2636
Club A-Wa-Has-Ki, Inc 2638
Domestic Food Products Ltd 2639
Madeleine River Pulp Co. Lt'd 2626
Mansfield Realty Corporation, Lt'd 2570
Madix Watch Import Co. Lt'd 2633
Mount Royal Distilleries Co. Lt'd 2630
National Stevedoring, Limited 2622
Parker & Philips, Lt'd 2565
Rainbow Sea-Food Inc 2634
Shoe Deliveries, Lt'd 2571
The Canadian Industrial Coal Co. Lt'd. 2640
The Electroplating & Silversmith Co 2634
The Piedmont Fish & Packing Co. Lt'd .. 2566
The Trading & Transport, Lt'd 2568

SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:—

Medical Arts Building Corporation 2641

WINDING UP NOTICE:—

The Chronicle Printing Company 2591

NOTARIAL MINUTES:—

In favor of: Legault, Joseph-Théophile. 2593
Rivard, Z 2593

RULE OF COURT:—

Cloutier vs Brulotte 2593

PROCLAMATION:—

Despatch of business 2558
Putting in force the Cadastre for the twonship of Coleraine 2559

TENDERS:—

City of Verdun 2596
The Catholic School Commission of Montreal 2644
School Commissionners of Saint-Bernardin-of-Montreal 2643
School municipality of the town of Coaticook 2596
The Great Eastern Paper Co., Lt'd 2595
Town Montreal-East 2594

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Bilodeau, Xavier 2598
Boily, Alexandre..... 2599
Boisseau, J.-Armand..... 2597
Boisseau, J.-Armand..... 2597
Brousseau, Amédée..... 2602
Bussières, Philémon..... 2600
Coulombe, J.-René..... 2603
Dame Meride Lapointe, Reg'd..... 2599
Goulet, Arcadius..... 2604
La Compagnie du Boulevard Pie IX, ltée. 2601
Loubier, Edouard..... 2606
Lavoie, Charles-Eugène..... 2603
Majestic Products Co. Reg'd..... 2605
Martel, Donat 2605

VENTE PAR LICITATION:—

Blais vs Lemoine, esq..... 2607

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA :—

Caron vs Brunelle *et al*..... 2608

BEAUCE :—

Cloutier vs Mathieu..... 2609
Cloutier vs St-Hilaire 2609

BEAUHARNOIS :—

Bourcier vs Balette 2609

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Tremblay..... 2610
Ladies Wear, Limited vs Tremblay..... 2611
W. Lévesque & Fils vs St-Hilaire..... 2610

GASPÉ :—

Sa Majesté le Roi vs Gagnon 2611

KAMOURASKA:—

Langlais & Côté vs Kaine..... 2612
L.-H. Levasseur, Enr. vs Bouchard.... 2612

MONTRÉAL:—

Cité d'Outremont vs Angers..... 2615
Cité de Lachine vs Maloffi..... 2616
Duquette vs Moquin..... 2613
Elder vs Laurin..... 2614
Mount-Royal Land Co Lt'd (en liquidation)..... 2613
The People Mutual Building Society vs Kennedy..... 2615
The Trust & Loan Co Lt'd vs Dillon *et al* 1616

QUÉBEC:—

Angers vs Proulx *et al*..... 2617

RICHELIEU:—

Recicot vs Jodoin..... 2618

ROBERVAL :—

Lindsay vs Gaudreault..... 2618
Ouellet vs Boily..... 2619
Talbot vs Gagnon..... 2619

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Bilodeau, Xavier..... 2598
Boily, Alexandre..... 2599
Boisseau, J.-Armand..... 2597
Boisseau, J.-Armand..... 2597
Brousseau, Amédée..... 2602
Bussières, Philémon..... 2600
Coulombe, J. René..... 2603
Dame Meride Lapointe, Reg'd..... 2599
Goulet, Arcadius..... 2604
La Compagnie du Boulevard Pie IX, ltée. 2601
Loubier, Edouard..... 2606
Lavoie, Charles Eugène..... 2603
Majestic Products Co. Reg'd..... 2605
Martel, Donat..... 2605

SALE BY LICITATION:—

Blais vs Lemoine, esq..... 2607

SHERIFFS SALES :—

ARTHABASKA :—

Caron vs Brunelle *et al*..... 2608

BEAUCE :—

Cloutier vs Mathieu..... 2609
Cloutier vs St-Hilaire..... 2609

BEAUHARNOIS :—

Bourcier vs Balette..... 2609

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Tremblay..... 2110
Ladies Wear, Limited vs Tremblay..... 2611
W. Lévesque & Fils vs St-Hilaire..... 2610

GASPÉ :—

His Majesty the King vs Gagnon..... 2611

KAMOURASKA:—

Langlais & Côté vs Kaine..... 2612
L.-H. Levasseur, Enr. vs Bouchard.... 2612

MONTREAL:—

City of Outremont vs Angers..... 2615
City of Lachine vs Maloffi..... 2616
Duquette vs Moquin..... 2613
Elder vs Laurin..... 2614
Mount Royal Land Co Lt'd (in liquidation)..... 2613
The People Mutual Building Society vs Kennedy..... 2615
The Trust & Loan Co Lt'd vs Dillon *et al* 1616

QUEBEC:—

Angers vs Proulx *et al*..... 2617

RICHELIEU:—

Recicot vs Jodoin..... 2618

ROBERVAL :—

Lindsay vs Gaudreault..... 2618
Ouellet vs Boily..... 2619
Talbot vs Gagnon..... 2619

SAINT-FRANÇOIS :—

La Cie C.-O. Genest & Fils, ltée, vs Bernard..... 2620

TERREBONNE :—

Bélisle vs héritiers de Delphis Phelan.... 2620
Ouimet vs Dion *et al*..... 2621

TROIS-RIVIÈRES :—

Proteau *et vir* vs Brousseau..... 2621
St-Onge vs Lambert..... 2621

SAINT FRANCIS :—

La Cie C.-O. Genest & Fils, ltée, vs Bernard..... 2620

TERREBONNE :—

Bélisle vs heirs of Delphis Phelan..... 2620
Ouimet vs Dion *et al*..... 2621

THREE RIVERS :—

Proteau *et vir* vs Brousseau..... 2621
St-Onge vs Lambert..... 2621

QUÉBEC.—Imprimé par LS-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC.—Printed by LS-A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.